

La révolution est redevenue un sujet de polémique

Le programmatisme est un concept fondamental de la théorie développée depuis des années par "Théorie Communiste". Il désigne la théorie et la pratique du prolétariat ayant pour contenu et pour but la montée en puissance de la classe à l'intérieur du mode de production capitaliste, l'affirmation du travail productif et l'érection du prolétariat en classe dominante. Inhérent à la domination formelle du capital sur le travail, il permet une périodisation des cycles de luttes, dans la mesure où ses déterminations de base perdurent en se modifiant en domination réelle. Comme théorie et pratique du prolétariat, il intègre le développement du capital, tant comme identification de son développement à la montée en puissance de la classe que comme période de transition, celle-ci étant la médiation nécessaire à la constitution de la société des producteurs associés.

Dans ces termes mêmes, la perspective programmatique était impossible, une contradiction en mouvement : en tant qu'affirmation du travail productif, en tant que prolétariat s'affirmant, devenant classe dominante, elle nécessitait, pour être, la prise en charge du développement du capital. Le socialisme réel, enraciné dans une révolution prolétarienne, fut la concrétisation de cette impossibilité. Son caractère contre-révolutionnaire n'était finalement que la réalité empirique de celle-ci comme retournement contre elle-même de la révolution programmatique : la réalité empirique, triviale, de cette impossibilité qu'est l'auto-exploitation du prolétariat. La révolution programmatique s'achevait contre elle-même dans la restructuration du capital et de la classe capitaliste, installant la domination réelle du capital.

Après la première période de développement de la domination réelle, la crise ouverte au début des années 70 a débouché sur une restructuration du rapport capitaliste d'exploitation, du rapport contradictoire entre les classes. L'extraction de plus-value relative est le principe dynamique de l'histoire de la subsumption réelle du travail sous le capital, elle structure puis bouleverse la première phase de celle-ci. Contrairement à la plus-value absolue, la plus-value relative affecte non seulement le procès de travail mais aussi toutes les combinaisons sociales du rapport entre le travail et le capital et conséquemment des capitaux entre eux ; combinaisons qu'elle se doit de bouleverser constamment. C'est cette dynamique de l'extraction de plus-value relative qui pousse le capital contre le prolétariat à poser comme limite et à dépasser le contenu de la crise et de l'ancien cycle de luttes. Est abolie et dépassée la contradiction entre d'une part la création et le développement d'une force de travail créée et mise en oeuvre par le capital de façon collective et sociale et d'autre part les formes de l'appropriation par le capital de cette force de travail : dans le procès de production immédiat ; dans le procès de reproduction de la force de travail ; dans le rapport des capitaux entre eux. C'était là, la situation conflictuelle qui dans le cycle de luttes antérieur se manifestait comme identité ouvrière confirmée dans la reproduction même du capital et qu'abolit la restructuration.

Le contenu de la restructuration est la coïncidence de l'extraction de plus-value relative et de la reproduction des conditions de cette extraction. L'extraction de plus-value relative a produit un procès de reproduction du face à face du capital et du travail qui lui est adéquat en ce qu'il ne comporte aucun élément, aucun point de cristallisation, aucune fixation qui puisse être une entrave à sa fluidité nécessaire et au bouleversement constant qu'elle nécessite. Contre le cycle de luttes antérieur, la restructuration a aboli toute spécification, statuts, "welfare", "compromis fordien", division du cycle mondial en aires nationales d'accumulation, en rapports fixes entre centre et périphérie, en zones d'accumulation interne (Est / Ouest).

La coïncidence entre extraction de plus-value relative et reproduction du rapport entre les classes, l'adéquation de la seconde à la première, c'est la disparition de l'identité ouvrière, du prolétariat comme rival du capital à l'intérieur de lui-même : ce fut la grande faiblesse intrinsèque du capital dans la première phase de la subsumption réelle et qui alla même jusqu'à couper le monde du capital en deux, avec le socialisme réel. Définir cette coïncidence, c'est définir la contradiction entre le prolétariat et le capital au niveau de la reproduction du rapport, et définir la coalescence entre la constitution et la reproduction du prolétariat comme classe d'une part et, d'autre part sa contradiction avec le capital. Sa contradiction avec le capital contient, met en jeu, remet en cause immédiatement sa propre définition comme classe dans le moment où il agit en tant que telle.

Le prolétariat ne peut plus produire un mouvement ouvrier organisé de même ampleur et de même nature que durant les années du programmatisme, l'identité ouvrière ayant disparu. Ce mouvement prolétarien existe sous une forme nouvelle et avec des objectifs nouveaux, c'est ce que nous appelons le démocratisme radical. Il faut être clair d'entrée, toute la critique que nous pouvons faire de celui-ci ne lui enlève en rien son caractère de classe, sauf à considérer que le prolétariat n'est pas une classe de ce mode de production, mais une entité

révolutionnaire en soi, selon les modalités canonique fixées de toute éternité. Le syndicalisme, le réformisme, exprimaient et expriment l'existence de la classe dans les rapports sociaux capitalistes, le démocratisme radical aussi. Son extension va de la "gauche socialiste" à certains groupes anarchistes, en passant par le P.C. F, certaines actions de la C.G.T, S.U.D, "C.F.D.T. en lutte", la F.S.U, la Ligue, toutes sortes de "petites gauches alternatives", les Verts, la C.N.T en voie d'officialisation (rue des Vignoles), et jusqu'à certains développements dans "Echanges et Mouvement". Ses organes officiels sont "Le Monde Diplomatique", "Charlie hebdo", voire "Télérama".

Le démocratisme radical ne part plus de ce qu'est la classe face au capital mais de ce que le capital devrait être. Organisationnellement il ne peut être que beaucoup plus réduit et éclaté, il comporte une myriade de groupes et de courants qui tous posent la construction à l'intérieur du mode de production capitaliste d'une alternative dont la caractéristique est la démocratie, le pouvoir direct des gens, des producteurs, des habitants, des consommateurs, des usagers, sur leur vie. Tout cela synthétisé dans la figure sociale du citoyen. Ce pouvoir sur sa vie n'est pas une affirmation du travail productif, n'est pas une libération des forces productives, cela se voit bien dans l'importance et la diffusion des thèmes écologistes, en particulier dans celui du développement soutenable et dans la critique du productivisme. De par les thèmes que ce mouvement est amené à mettre en avant et le niveau où se situe la contradiction, les fractions de la classe, que la division du travail spécialise dans les tâches spécifiques de la mise en oeuvre de la reproduction sociale, tendent à devenir idéologiquement hégémoniques (contrairement à la situation antérieure). Corrolairement, tout un travail idéologique consiste à momifier la classe ouvrière en "communauté ouvrière" folklorisée, et renvoyée par là-même à un passé révolu (cf Daeninks et Videlier). En même temps ce folklore rattache le démocratisme radical à une "histoire sociale", et proclame que le "bonheur" est dans l'existence de la classe ouvrière à l'intérieur du capital, et cela même dans l'*interminable lutte* qu'elle mène contre lui, et justement dans le caractère interminable de cette lutte qui l'éternise. Le mythe de la communauté ouvrière a valeur de référence historique et d'image tutélaire pour la "participation citoyenne".

Par rapport au programmatisme, le démocratisme radical ne pose pas le développement du capital comme sa médiation nécessaire ; il est lui-même la médiation, il se veut lui-même en actes le programme minimum et maximum, il est le but et le moyen. Il se conçoit comme la contradiction qui se développe et qui dévore la société capitaliste et son Etat. Ainsi le démocratisme radical ne se pose pas de limite interne. Sa limite, c'est la frontière mouvante entre la démocratie et la *domination* du capital à l'intérieur de la société. Parmi ces courants existe une résurgence syndicaliste-révolutionnaire voire anarcho-syndicaliste. Ici aussi le fait marquant c'est le refus d'un relais politique, ce syndicalisme se veut autosuffisant, alternatif, démocratique et de base. Cette alternative, malgré des variantes infinies, se caractérise en ce qu'elle se veut autogestion d'espaces libérés comme conflit avec le "libéralisme". Elle pose la libération de l'individu, tel qu'il est, prenant le plus souvent le nom de citoyen ; nom bien choisi en ce qu'il est le membre de la communauté comme démocratie, atome politique d'une communauté abstraite, relié aux autres par des mécanismes politiques à produire comme radicaux, c'est à dire de base, non sexistes, horizontaux, polymorphes.

Si le démocratisme radical est le but et le mouvement vers ce but, ce but est donc la "démocratie vraie" qu'il oppose à la "dictature des marchés", à la "pensée unique néo-libérale". Il ne s'agit absolument pas d'un dépassement du capitalisme, même si des termes comme "fin du travail" sont utilisés, ce ne sont que des critiques très superficielles du chômage et de l'emploi. Dans les faits il participe des propositions ou tentatives de réaménagement du salariat et de la "vie quotidienne" rendues nécessaires par la restructuration.

Ainsi on se rend compte que *le démocratisme radical ne pose pas d' "après"*, il pose la question de la révolution tout en disant qu'il est en train de la faire.

Le démocratisme radical ne pose pas de limite à son action, sauf que de lui-même il limite son champ à l'alternative c'est à dire à la non-révolution. Il se démarque de la rupture révolutionnaire qu'il pose comme non-démocratie. Sa limitation au champ de la démocratie niant la perspective de rupture permet au démocratisme radical de ne pas se limiter dans le temps, de ne pas poser d'au-delà de lui-même, d'être l'avenir ici et maintenant. Les révolutionnaires qui posent une limite temporelle doivent être expulsés, et cette expulsion marquer la limite nécessaire à l'autosaisie du démocratisme radical. La limite devient limite dans l'espace, marge honnie mais nécessaire, preuve que l'avenir lui appartient. Ceux qui le nient, le critiquent, ne représentent rien qu'un archaïsme délirant.

Il est bon d'être attaqué par ses ennemis ; nous avons envisagé dans un premier temps que le démocratisme radical, contrairement au programmatisme pouvait nous permettre une intervention critique positive. Nous savons maintenant qu'il s'agira aussi, outre cette intervention, d'une polémique très dure. *La révolution est redevenue un sujet de polémique*. Si les positions révolutionnaires ont été attaquées sous le nom d'ultra-gauche et qu'elles sont maintenant ainsi baptisées, tant pis / tant mieux ! Cette lutte se mène contre et avec l'alternativisme, pour que l'unanimité sur la démocratie et la construction de l'alternative

dans le capitalisme, soient rompus, et non pas pour qu'il fasse autre chose, ni pour que se construise le parti du communisme. L'objet de cette lutte c'est que la contradiction existe contre cet ensemble de courants et au sein de cet ensemble, courants avec lesquels nous sommes dans la pratique embarqués.

Dans ce cycle de luttes, existent d'ores et déjà des ruptures à l'intérieur même des luttes, tout mouvement de classe trouve d'une part dans son existence de classe du mode de production capitaliste non pas son identité et sa force face au capital mais sa limite, et d'autre part porte comme dynamique la remise en cause de sa propre reproduction comme classe.

Nous devons décrypter / annoncer la rupture, nous devons déjà rompre le consensus à l'intérieur de la lutte de classe et de ses idéologies et lutter contre l'unanimité, la polémique doit se développer.

Balibar et Bourdieu et autres idéologues de moindre acabit, Bidet, Bensaïd, Bihr, doivent être attaqués en tant qu'opposition de sa majesté la restructuration, lamento humaniste (dommage pour Balibar), contrepoint de la négociation du nouveau compromis salarial dont la loi Robien est un premier élément, le partenariat Etat-patronat-C.F.D.T une structure à long terme et la question du temps de travail le fondement. Les pratiques syndicales (outre leur dénonciation au cours des luttes), la recomposition de la gauche, doivent redevenir des cibles de la critique, des choses qui nous intéressent.

Le "danger fasciste" doit être remis à sa place en tant que résultat non-autonome de la politique de racisation de la lutte de classe menée depuis les grandes restructurations industrielles à partir de la fin des années 70 (sidérurgie, automobiles...), et poteau indicateur de l' "antifascisme", casserole attachée à la queue de toute critique de la démocratie et des rapports de production capitaliste.

L'autre face (positive) de ces orientations c'est la compréhension et la proclamation de la restructuration comme réalisée et de la révolution dans la crise de ce cycle, branche montante d'un nouveau cycle de Kondratieff ayant démarré au début des années 90. Si on considère le sommet de la montée précédente autour de 68, avec crise ouverte au tout début des années 70, cela nous donne autour de 2020, comme période d'entrée en crise. Ces calculs peuvent très bien sembler scabreux et inutiles voire démobilisateurs, tant mieux s'ils sont faux, cela n'infirmera pas l'analyse générale, mais il est indispensable de *poser une perspective temporelle* dans laquelle s'inscrive notre action.

Dans la mesure de nos moyens, nous nous lançons dans cette bagarre (cf analyse de la recomposition de la gauche ; "critique d'*Echanges et mouvement* ; lettres et texte sur l'affaire Bihr ; "*Le journal d'un gréviste*"). Nous allégeons la revue pour en faire une publication plus fréquente (c'est facile), avec des textes plus brefs et des sujets plus délimités. Nous lançons avec des amis le projet d'une association éditrice, afin de rééditer des textes essentiels devenus introuvables, ou trop confidentiellement diffusés ou pas diffusés du tout, en particulier ceux marquant la rupture d'avec la perspective révolutionnaire comme affirmation du prolétariat, et d'autres textes à venir. Nous ne serons pas des archivistes.

Nos orientations dans la période actuelle, c'est la critique des rapports de production capitalistes restructurés, c'est donc la critique de l'alternativisme, c'est l'affirmation que le communisme n'est pas démocratie vraie, n'est pas économie sociale, qu'il ne répond pas à la question de comment relier les individus entre eux ; c'est l'affirmation de la rupture révolutionnaire comme incontournable.

C'est l'affirmation enfin que la révolution communiste est révolution *prolétarienne*, que c'est le prolétariat en tant que classe qui abolit les classes en produisant le communisme, qu'il trouve dans ce qu'il est contre le capital la capacité de communiser la société.

Dans ce cycle de luttes, les conflits à l'intérieur et au cours de la lutte de la classe, répondent à la logique d'une classe amenée à se mettre en cause en tant que classe contre le capital, parce qu'elle n'existe que dans son rapport contradictoire au capital, dans lequel elle trouve toute sa constitution et son existence. C'est de par cette dynamique que nous sommes dans ce cycle de luttes conflictuellement embarqués avec le démocratisme radical. C'est-à-dire du fait de l'*implication* entre :

d'une part la définition et l'existence de la classe dans le capital (que le démocratisme radical exprime de façon unilatérale comme une mise en conformité idéale de la classe et du capital),

d'autre part la remise en cause par la classe de son existence de classe de par cette structure même de la contradiction.

Par conséquent, nous ne sommes pas des "radicaux de l'autonégation du prolétariat", nous ne sommes pas les représentants de l'autonégation contre ce qu'est la classe maintenant.

Comment allier la polémique avec la critique positive du démocratisme radical, pour qui cette définition et existence dans le capital sont devenues l'horizon indépassable de la "lutte de classes" ?

La polémique doit s'exercer contre :

1°: Les attaques destinées à exclure du champ les positions de rupture révolutionnaire sous les prétextes les plus divers : élitisme, division du front "antifasciste", maximalisme, théoricisme, archaïsme, purisme..., cela en exposant les véritables enjeux du conflit : alternative ou révolution.

2°: Contre les stratégies de rattachement de tout ce courant à l'électorisme suivant la double équation :

les "petites gauches" unies équilibrent le P.C.F

les "petites gauches"+ le P.C.F équilibrent le P.S.

Sur ces axes polémiques, il est possible de s'adresser à ceux pour qui l'alternative n'est pas un grignotage du mode de production capitaliste, ne subsume pas, ne résoud pas la contradiction entre les classes au fur et à mesure de ses progrès, n'est pas un petit morceau de monde libéré, mais n'est que revendication de l'autonomie de la classe (vouée maintenant à l'échec --ce qui ne l'empêche pas d'exister et de se renouveler--), et qui font de celle-ci leur combat.

La critique positive doit s'appliquer à ceux qui dans l'alternative ont des positions de pratiques non-politiciennes :

1°: Critiquer la conception du développement d'une alternative *au sein du mode de production capitaliste* même si elle est vue comme conflictuelle. Faire ressortir en revanche ce que cela contient de dynamique : l'exigence du pouvoir sur sa vie maintenant, ainsi que la fin de l'affirmation du travail et de l'hégémonie ouvrière, l'exigence de l'individu singulier immédiatement social.

2°: Affirmer : l'absolue nécessité d'une crise nouvelle du capitalisme restructuré. La nécessité d'une rupture révolutionnaire ; le caractère immédiatement mondial et communisateur de la révolution prolétarienne abolissant les classes.

Les deux aspects (polémique et critique positive) sont inséparables mais doivent apparaître distinctement car l'adhésion à la polémique anti-politicienne est un élément qui doit permettre la compréhension de la critique positive.

La polémique et la critique positive se soutiennent réciproquement. La stratégie politicienne que vise la polémique est le "débouché politique" qui se construit sur les limites de l'alternative, cette dernière, qu'elle le veuille et le reconnaisse ou non, est la base des stratégies politiques. Ces limites sont celles des mouvements sociaux actuels : service public, statuts, défense d'acquis, légalisation des prolétaires illégalisés, défense de l'emploi... Ces défenses se présentent comme défense face à "l'offensive néo-libérale" et donnent du grain à moudre au côté "politique" qui ne peut se mettre dans le coup que dans des temps de retour d'un certain calme social. En Décembre 95 sa mayonnaise n'a pas pris, ce n'est qu'à Gardanne que ce courant a connu sa Pentecôte (esprit de Gardanne es-tu là?). Dans un mouvement comme A.C. (Agir ensemble contre le chômage) certains ont un pied de chaque côté. Dénouant les logiques d'insertion social-démocrates et la conception de la fonction du travail des libéraux et des stalinien et proclamant qu'il faut "prendre son pied en bossant", les responsables de l'organisation participent au conseil municipal de Lille et aux conventions sur l'économie du P.S., et tous réclament une représentation à l'Unedic ("Le Monde", 19/11/96). Comme à travers les médiateurs en ce qui concerne les "sans-papiers", ce n'est pas la voix ou la lutte des prolétaires illégalisés ou des chômeurs qui s'affirme contre le capitalisme, mais les nécessités de la reproduction sociale du capital qui délimite comme problèmes l'illégalité et le chômage, et définit les termes dans lesquels "sans- papiers" ou chômeurs devront exprimer leurs luttes.

Il importe d'avoir une intervention, c'est-à-dire de mettre en lumière pourquoi et comment le programme prolétarien est dépassé actuellement dans, par exemple, la fin de la revendication de la libération du travail productif mais qui se présente comme partage du travail et des richesses ; dans la fin de la libération des forces productives mais qui se présente comme développement soutenable ; dans la fin de l'Etat ouvrier mais qui se présente comme démocratie radicale ; dans la fin de l'humanisme mais qui se présente comme anti-spécisme ; dans la fin de l'association des travailleurs mais qui se présente comme nouvelle citoyenneté.

Il faut montrer comment des aspects du programme sont repris, réinterprétés dans, par exemple, la défense de l'emploi, la "communauté ouvrière" folklorisée, mais surtout dans le maintien de l'idéologie keynésienne de gauche avec la nostalgie du Welfare state (voir Bourdieu qui en fait sa spécialité). En face le développement soutenable promeut le mythe de la réconciliation de Monsieur le Capital et de Madame la Terre d'une part, des capitaux entre eux de l'autre. L'ensemble tenant sur la notion de démocratie : démocratie participative, entreprise citoyenne, démocratie économique, transparence de la justice, citoyenneté dans l'entreprise. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, tous les thèmes énumérés dans ces deux paragraphes et dans tout ce texte ne sont pas simplement des "idéologies trompeuses", ils expriment, donnent réellement forme, aux limites des luttes actuelles et confortent ces limites, ils formalisent des pratiques, des objectifs à l'intérieur de la lutte de classe en général, et des

luttons quotidiennes, ils sont un des aspects des conflits qui se développent à l'intérieur de ces luttes.

L'intervention c'est donc porter le fer dans la plaie, pousser à la déchirure entre démocratism radical et rupture révolutionnaire mais aussi, dans la mesure du possible, dans le démocratism radical lui-même. Le versant politicien se fonde toujours sur la forme alternative que prennent les revendications. Un exemple caricatural de ce phénomène, simple révélateur idéologique, est l'adulation qui monte vers Marcos, le Castro, le Mao, qui ne veut pas prendre le pouvoir. Il est toujours en deçà du programme. Ne pouvant pas accéder à la représentation de la communauté ouvrière, il passe directement à la représentation de l'universalité de la démocratie participative au travers de la mythification de la communauté paysanne traditionnelle. Adulation jusqu'à la mascarade, puisque le culte de la personnalité est devenu celui d'un masque.

La lutte de classe ne peut plus promouvoir le travail productif, elle n'intègre plus un développement du capital comme sa médiation au communisme, elle a sa limite dans la reproduction du capital face à elle. Tout le cycle de luttes se structure sur la coalescence entre la contradiction avec le capital et la constitution du prolétariat en classe: la contradiction entre les classes se situe au niveau même de leur reproduction, en cela dans son action de classe le prolétariat peut produire la contingence de l'appartenance de classe, affrontée comme contrainte extérieure. L'affirmation du prolétariat et du travail, ne peut plus se développer, n'existe plus. Le démocratism radical peut reprendre les thèmes du programmisme, mais son point de départ n'est pas ce qu'est la classe en elle-même face au capital, mais le capital lui-même comme ce qu'il devrait être. En le reconnaissant avec raison comme le mouvement de reproduction de la classe, le "démocratism radical" veut imposer au capital cette exigence idéale, en oubliant que ce procès d'intégration est celui d'une contradiction, l'exploitation, qui est la reproduction même du capital. Il ne s'agit même plus comme dans les positions les plus réformistes du cycle de luttes antérieur de viser à ce que la contradiction n'ait plus lieu d'être en promouvant une gestion ouvrière du mode de production capitaliste, mais de reconnaître que le capital dans cette lutte l'a emporté, s'est restructuré, et qu'il doit se comporter conformément à cette victoire, c'est à dire être l'association et la reproduction de la classe et cela en bon père de famille.

Si le programme est dépassé dans la réinterprétation de ses thèmes, la contradiction entre les classes, on s'en doute, n'est pas pour autant résolue. Elle donne naissance au démocratism radical qui ne peut avoir une stabilité et une force organisationnelle équivalentes, l'identité ouvrière, chair du mouvement ouvrier, ayant disparu. Cette "faiblesse" indépassable est la chance du communisme, les luttes auront lieu, des organisations naîtront et disparaîtront, jamais plus un mouvement puissant ne sera le pendant du capital, au contraire des éléments sans cesse déserteront sur des positions communistes.

17 Décembre 96

Le mouvement de décembre 95

En Avril 96, "T.C.Editeur" (même adresse que T.C) a publié un ouvrage d'une centaine de pages sur la grève de décembre, intitulé : "Journal d'un gréviste". Le petit texte qui suit, largement inspiré de ce livre, tente de dégager les points essentiels de ce mouvement et d'en présenter notre analyse de façon plus brève et plus synthétique..

Le mouvement de novembre-décembre 95 est ambigu. D'une part il avance immédiatement comme revendication le maintien du rapport salarial tel qu'il s'était institué dans la période précédente d'accumulation capitaliste, en ce qui concerne les modalités de la mise au travail (emploi garanti ou plein emploi, statuts), les conditions de fixation du niveau de salaire, les conditions de la reproduction sociale de la force de travail globale (sécurité sociale, retraite...). D'autre part il ne prend son ampleur et sa virulence qu'en intégrant dans ses objectifs et ses formes de luttes la crise de ce rapport salarial et la restructuration du rapport d'exploitation effectuée au cours de ces 20 dernières années : chômage massif, précarisation, flexibilité, mondialisation, modifications des normes de consommation, abaissement de la valeur de la force de travail, délocalisations...Il n'y aurait pas ambiguïté si les deux aspects avaient été opposés termes à termes, s'il avait été question de simplement conserver l'ancien contre le nouveau, si le nouveau n'avait pas déjà été la condition même de la lutte et ce qui lui donnait sa forme et ses objectifs. La défense d'une situation passée était engagée dans les rapports contradictoires entre les classes mis en place dans la crise et la restructuration.

Au travers de la restructuration, toutes les conditions sociales de la reproduction du face à face du travail et du capital, et de sa capacité à le valoriser, sont devenues adéquates à l'extraction de plus-value relative dans le procès de production immédiat, en même temps que ce dernier se modifiait lui-même dans le même sens. Ces conditions ne connaissent plus aucun point de cristallisation de la valeur de la force de travail, aucune fixation d'un type de procès de travail, ou différenciation des aires d'accumulation, posées a priori. Ces conditions se définissent par leur fluidité et leur bouleversement constants. On a là une nécessité de la péréquation du taux de profit et de l'intégration de la reproduction de la force de travail dans le cycle propre du capital, en ce que péréquation et intégration sont définitoires de l'extraction de plus-value relative. Extraction de plus-value relative et reproduction des conditions de cette extraction ne se confondent pas, mais l'extraction de plus-value relative organise la reproduction de ses conditions comme un flux continu, tant et si bien que la contradiction entre prolétariat et capital acquiert pour contenu la remise en cause de sa propre reproduction, que c'est à ce niveau qu'elle se joue.

L'inadéquation antérieure avait produit à l'intérieur même de la reproduction des rapports capitalistes de production la confirmation d'une identité ouvrière, exprimant le conflit entre une force de travail créée et mise en oeuvre par le capital de façon collective et sociale à l'intérieur de sa propre reproduction, et les modalités d'intégration de celle-ci dans la reproduction du capital, tant au niveau du procès immédiat que de la reproduction de cette force de travail qui se voyait confirmée dans son identité ouvrière par le capital lui-même, (l'inadéquation est une production historique, la même configuration sociale fut pendant 50 ans une dynamique de l'accumulation).

L'attaque capitaliste contre la valeur de la force de travail et les conditions de sa mise au travail vont plus loin qu'un découpage sociologique de la classe ou une dévalorisation quantitative de la valeur de la force de travail qui mettraient à mal la capacité du prolétariat à s'unir, à s'exprimer sans une identité qu'il trouverait en lui-même. Ce sont les formes historiques du rapport d'exploitation et d'implication réciproque qui sont remodelées, restructurées. Cette invalidation identitaire est fondamentale, structurelle, elle tient aux formes et au contenu mêmes de l'implication réciproque, mais elles produisent par là même le dépassement des formes identitaires de la lutte de classe (partis, syndicats, auto-organisation, coordinations...) en plaçant l'enjeu de cette lutte au niveau de la reproduction du rapport (et non à l'intérieur du face à face) et donc des protagonistes eux-mêmes.

Placé au niveau de la reproduction du rapport et donc des classes, la contradiction entre prolétariat et capital a constamment, au cours des luttes de Décembre, laissé entrevoir, au delà de la défense d'une situation acquise, la remise en cause en général du capitalisme. L'ambiguïté ne réside pas dans le fait que l'on trouverait d'un côté "la défense d'acquis" et de l'autre des tendances profondes, sous-jacentes, à renverser la société existante. C'est dans la défense des acquis que résidait l'ambiguïté, dans ce que cette défense pouvait signifier en elle-même comme désir d'une autre société, c'est même le contenu de cette défense qui donnait au mouvement toute sa force et sa grandeur. C'est cette défense qui a laissé entrevoir la volonté de ne plus se situer soi-même comme force de travail et de ne plus considérer les rapports entre individus comme des rapports de travail, d'argent, de pouvoir, de classes. C'est dans ce contenu

de la défense, produit au cours de la lutte, que la volonté d'exister en tant que classe c'est le mieux définie comme n'ayant pas pour but sa propre affirmation comme classe. C'est là qu'est apparue ce qu'il y avait de plus profond dans la défense de la sécurité sociale, non pas une bataille de chiffres, mais une vision de la solidarité, un refus de la comptabilité, de la ségrégation, de "l'exclusion", même si cela comportait une évidente idéalisation de la sécurité sociale réellement existante. Le plus grand regret au moment de la reprise, ce ne fut pas de ne pas avoir abattu le "plan Juppé", mais simplement d'arrêter la grève, d'arrêter la lutte, d'arrêter de produire du "tous ensemble". C'était là toute l'ambiguïté : la défense explicite de certains acquis ouvrait en fait sur la volonté de renverser ce qui était pourtant leur propre raison d'être. Dans son ambiguïté le mouvement de Décembre 95 indiquait pourtant les perspectives de dépassement de celle-ci.

Le mouvement se situait sur la base de la restructuration comme transformation du rapport contradictoire entre les classes : la lutte contre le capital ne lui renvoyait et ne produisait *aucune confirmation autonome de lui-même*. La réalité et le puissant sentiment de l'appartenance de classe n'avaient *d'autre contenu et formalisation que la lutte contre le capital*, qui se situait au niveau de la *reproduction* du capital comme rapport social, le prolétariat mettant par là même, potentiellement, en jeu *sa propre existence de classe*. Les propositions alternatives, ou de dépassement de la société existante sur la base de la situation de travailleur n'embrayèrent jamais réellement sur le cours de la lutte. En résumé la contradiction entre le prolétariat et le capital avait pour contenu essentiel son propre renouvellement, sa reproduction. L'angoisse de ne plus pouvoir être ce que l'on était, se confond, dans une situation où, à partir de ce que l'on est, ne peut plus se fonder aucun projet de réorganisation de la société, avec la volonté de *ne plus être ce que l'on est*.

La révolte de décembre 95 en même temps qu'elle se donnait pour objectif (sans trop s'illusionner elle-même sur la possible réalisation de cet objectif, ni même en cas de succès sur la durabilité de celui-ci) la résistance à un aspect de cette restructuration, se développait sur la base des transformations globalement acquises de cette restructuration, et agissait dans un immense ras-le-bol de la nouvelle situation. Ce mouvement, en apparence catégoriel, mais sans illusions, portait plus loin sa combativité : sur la reproduction d'ensemble de la force de travail. Ce fut là que se situa le noeud de la critique du plan Juppé, où se cristallisaient autant l'opposition aux modalités de "la mise au travail" (chômage, précarité), du salaire, et de la reproduction sociale de la force de travail, que l'opposition aux modalités de reproduction du capital (mondialisation, finance).

Répartition entre salaire et profit, conception de la reproduction d'une force de travail segmentée comme constituant une totalité, furent des constantes du mouvement ; précarité, flexibilité, chômage furent des thèmes récurrents. Le mouvement mena une critique du thème idéologique de la solidarité, selon lequel les sacrifices "consentis" par certains salariés profitent aux plus mal lotis. Il est remarquable que les deux endroits où la grève se poursuivit le plus longtemps furent le centre de tri de Caen et les transports marseillais. Dans le premier cas la revendication portait sur la transformation en emploi à durée indéterminée des emplois sous contrat, dans le second il s'agissait de lutter contre les conditions plus dures en salaire et durée du travail faites aux nouveaux embauchés (ce que le rapport Minc préconisait comme une façon de rendre flexible les statuts sans y toucher directement).

Cependant le mouvement n'épuisa pas ses propres conditions d'existence, c'est en cela qu'il fut incapable de rompre ne serait ce que localement et épisodiquement sa "liaison dialectique" avec le syndicalisme. Il n'y a pas à être contre l'existence des syndicats, ce serait stupide, ils ne peuvent pas ne pas exister, non comme une fatalité, mais de par ce qu'ils représentent comme activité des salariés eux-mêmes. Ces derniers sont bien définis à l'intérieur du mode de production capitaliste dans leur implication réciproque avec le capital, c'est cela que le syndicalisme exprime socialement et qu'il défend et perpétue, il réclame sa relation au capital, et ne craint rien plus qu'elle ne soit menacée, non parce qu'il "trahit" (ça ne veut rien dire), ou qu'il serait dégénéré, mais parce que c'est sa raison d'être, sa terre nourricière.

L'opposition aux syndicats et au syndicalisme ne peut devenir une position fonctionnelle dans la lutte des classes, comme s'il y avait autre chose à proposer, comme s'il y avait à proposer à la classe ouvrière de ne pas être une classe du mode de production capitaliste. Il n'y a pas de norme du "bon" mouvement, de la "bonne" grève, du conflit "parfait", il ne s'agit pas de dire ce qui doit être, mais de tenter de cerner la dynamique d'un conflit, ce qui s'y passe et les contradictions dynamiques qui s'y développent à partir de ce qui est. L'opposition aux syndicats n'est pas une norme, mais un clivage, un choix qui s'effectue, s'impose, à un moment dans la lutte, clivage qui manque rarement de se produire de par ce que sont les syndicats. Pratiquer un mouvement tel qu'il est, c'est savoir ce que sont les syndicats et le reconnaître dans la lutte. La liaison entre les A.G et les syndicats très informelle apparemment, fut en fait très prégnante. Il faut faire attention à ne pas surestimer la "démocratie de base", à ne pas croire qu'elle est ipso facto contradictoire au syndicalisme. Le mouvement s'est parfois perdu dans sa démarche basiste, les décisions importantes, elles, étaient toujours du ressort des syndicats.

Si dans le privé les mouvements de grève furent beaucoup plus nombreux que ce que les médias ou les syndicats le laissent entendre, surtout autour de Marseille, Paris, Rouen et Grenoble, il ne se produisit pas de mouvement d'ensemble qui aurait remis en cause pour le mouvement de la fonction publique ses propres bases de départ. On n'aurait pas pu alors en rester au niveau de la répartition, il aurait fallu parler de la nature même de la richesse comme capital. La jonction avec les travailleurs précaires resta également, sauf exception, de l'ordre des préoccupations, sans trouver le "biais" de cette jonction. Il est sûr que si dans un cas comme dans l'autre, le "biais" ne fut pas trouvé, c'est que se poser ainsi la question c'était d'avance se condamner à ne pas trouver de réponses. Le mouvement ne s'était pas lui-même suffisamment transformé, n'avait pas suffisamment mis à jour ses causes initiales pour s'unifier. Le problème du profit, pourtant au cœur du mouvement, n'a pas vraiment entamé la notion de service public et donc une conscience et une pratique particularisées. L'idéologie keynésianiste de gauche et le mythe de l'état régulateur au-dessus des classes pesèrent lourdement sur le mouvement, ils sont revivifiés par la nature même de celui-ci : le partage entre salaires et profits.

Le mouvement en est resté au stade de la distribution comme partage d'une richesse dont la nature même de capital n'a pas été contestée : la richesse produite est demeurée un objet neutre. Cette limite fut formalisée dans un discours que l'on pourrait qualifier de "démocratisme radical" : la perspective d'une société fondée sur le salariat comme pôle dominant. Quand sur la base de la justice, de la redistribution, d'un keynésianisme de gauche, de la finance parasite, on décrit une société de salariés fondée sur les lois du capitalisme comme dégénérescence du capitalisme lui-même, on confond ce qui est une "loi" de la lutte de classes, le conflit sur le partage entre salaire et profit, avec un principe de société. Il y a là quelque chose de tout à fait différent de ce que l'on pouvait trouver dans la période de transition, théorisée dans le programmatisme classique. Là le salariat était aboli, en ce que la force de travail n'était plus une marchandise, c'était le principe même de la transition, (la contre-partie pour le travail est une "valeur" résiduelle, cf "La critique du programme de Gotha")

Le conflit s'est développé sur la *reproduction* d'ensemble de la force de travail : retraites, sécu, partage général entre salaire et profit ; et aussi, et ça en fait partie : chômage, précarité, flexibilité. Dans le mouvement nous ne sommes pas allés jusqu'au bout de la raison d'être du conflit : salaire-profit-exploitation. Nous en sommes restés au niveau de la redistribution. C'est cette démarche inachevée qui nous revient dessus, vu la généralité même du conflit, sous la figure fantomatique du citoyen, c'est lui que l'on voit assis autour de la table du sommet social, sous les ors de la République. Après la manif du 12 déc qui représenta le sommet du mouvement, la tactique de la C.G.T, donnant forme aux limites du mouvement, fut, sur cette limite, d'en encadrer sa fin.

La fin d'un mouvement n'est pas une simple extinction, mais une modification, le passage à une autre structure : maintien d'une certaine pression dans le cadre de la négociation, crainte de l'apparition de coordination en queue de mouvement (ce qui n'était pas impossible vu l'allure corporatiste que pouvait revêtir la délitescence du conflit). Les thèmes du sommet ne sont pas choisis au hasard, les syndicats se placent en interlocuteurs sur la gestion globale de la force de travail, dont le noeud se situe, dans cette restructuration, dans la question du temps de travail, qui remplace ce qu'avait pu être le rapport entre salaire et productivité dans la phase antérieure.

Pour s'unifier avec le privé et les précaires, il aurait fallu que le mouvement se mette lui-même complètement à jour. On ne fait rien à la place des autres, on ne peut appeler à se joindre sans que son propre mouvement dépasse sa particularité. Cela ne se fait pas dans un processus quantitatif d'élargissement, mais dans un approfondissement de sa propre existence, qui seul peut alors produire le dépassement de la particularité.

Il n'est pas imbécile de penser qu'un mouvement puisse dépasser ses causes initiales. Tout dépend de leur nature, et de la capacité dans le cours de la lutte à les porter au jour dans sa pratique, ses déclarations, ses cibles. De façon minime on a vu ce mouvement avec les cheminots qui passèrent du contrat de plan et des retraites au retrait du plan Juppé, une fois leurs premiers objectifs atteints. C'est également ce qui se passa si spontanément dès l'origine du mouvement que nous ne nous en rendîmes pas compte, lorsque ce mouvement de la fonction publique sur la sécu et le régime des pensions, s'est d'entrée déterminé comme un mouvement sur le salariat en général incluant la précarité en son cœur. Tout cela se vit dans l'absence de repliement corporatiste et de formalisme organisationnel, même si pour ce dernier point ce fut également une des faiblesses : non que, en soi, l'absence de formalisme organisationnel soit une faiblesse, mais cette absence manifestait ici l'absence de définition d'objectifs à partir de ce que signifiait le "retrait du plan Juppé".

Dans les jours qui suivirent la grande manifestation du 12 déc, le mouvement de grève, dans sa dynamique était parvenu au point où il se dévoilait à lui-même ses propres causes, ses propres conditions d'existence. Il était parvenu au moment où ce dévoilement peut se muer en la remise en cause pour un mouvement de ses conditions. Arrivé à un certain point, indéfinissable à l'avance, il devient évident que l'on ne peut continuer à se battre contre le capital sur une base inscrite, même conflictuellement, en totalité dans sa reproduction.

Du partage entre salaire et profit, on serait passé aux notions même de salaire et de profit comme cibles de la lutte ; déjà les notions de sécurité sociale, de service public et d'acquis commençaient à avoir du plomb dans l'aile. De la précarité et du chômage comme forme "dégradée" du salariat on passait à leur compréhension comme étant le coeur de la situation de salarié ; de la critique des élites séparées et arrogantes on passait à celle de l'autonomisation de nos propres rapports dans l'Etat ; des problèmes de la redistribution de la richesse on passait à la nature même de cette richesse comme marchandise et capital. L'autodépassement d'un conflit de classe, sa "fusion", n'est pas un problème de conscience ou d'abandon de la nature de classe de la lutte, mais bien au contraire s'inscrit et s'inscrira comme la dynamique d'un conflit de classe. Le procès de dépassement de la lutte revendicative s'amorce dans la lutte revendicative elle-même, lorsque celle-ci, à l'intérieur d'elle-même, en ce qu'elle pose ses exigences sans tenir compte de la logique de reproduction du système, tend à remettre en question les conditions mêmes de l'existence de l'exploitation.

Dans une période de crise, de conflits, de manifestations, on voit légèrement se lézarder la définition sociale de chacun, et tous les processus définitoires socialement. Leur reproduction est momentanément remise en cause. Ce qui était intrinsèque, la définition sociale de chacun, apparaît de façon brumeuse comme contingente, d'où d'autres relations qui peuvent brièvement se mettre en place. Cela est un processus objectif et non une transformation psychologique, ce n'est pas une affaire de prise de conscience préalable. Cela passe par des rapports de forces, des affrontements à l'intérieur même du mouvement, une crise de la reproduction des rapports sociaux. Dans cette dynamique est renvoyée à chacun sa définition sociale, d'abord comme aléatoire, et parfois plus profondément comme contingente. Ce qui apparaissait comme inéluctable dans l'autoprésupposition des rapports sociaux, se dévoile soudain comme contingent, non dans la révélation d'un fond humain antérieurement caché par la manipulation des individus et des choses, mais dans la production d'autres rapports sociaux qui s'effectue dans la lutte avec le pôle antagoniste de la société, donc forcément sur la base de ce que l'on est comme classe dans cette société. Malheureusement, on était bien loin de tout cela.

Si le mouvement de décembre, n'a pas quant à lui dépassé ses conditions initiales d'existence, cela peut tenir à trois ordres de raison.

Tout d'abord ses conditions initiales elles-mêmes. Le mouvement a débordé la défense des acquis et le cadre catégoriel qui aurait pu formellement être le sien, il a su comprendre sa raison d'être au niveau du partage social entre salaire et profit et se reconnaître au niveau des conditions de la reproduction d'ensemble de la société, et par là-même ne pas se figer dans son existence immédiate, dans les catégories données par l'autoprésupposition du capital. Cependant si le point de départ a été débordé, il serait faux de considérer qu'il était devenu inexistant : rôle dans le déroulement de la grève du thème du service public (bien que souvent sans illusions) ; revendication de continuer à être ce que l'on était dans la reproduction actuelle du capital et dans son futur (retraites).

Ensuite la période dans laquelle le mouvement a éclaté, il ne s'agit pas d'une période "révolutionnaire". La réforme de la sécurité sociale s'inscrit dans un ensemble de mesures de restructuration du capital portant sur le niveau des salaires et le marché du travail qui a un sens pour lui et s'impose par là-même à l'autre terme de la contradiction, car c'est toujours dans le pôle capital que se retrouvent les conditions de la reproduction du rapport. Ce sens c'est, pour le capital, la mondialisation de l'échange entre capital et travail, et du rapport des capitaux entre eux. La mondialisation n'est pas pour chaque capital individuel ou chaque aire nationale une contrainte extérieure, une méchante manipulation des marchés internationaux, mais une contrainte interne de ses propres lois d'accumulation, qui s'exprime dans la concurrence (cette dernière ne fait que renvoyer à chaque capital sa propre contrainte interne d'accumulation). Sur la base de la restructuration globalement acquise, c'est une période d'accumulation du capital qui s'ouvre. Période qui n'aura rien à voir quant à son rythme avec ce que nous avons connu sous les "trentes glorieuses" (nous voyons déjà réapparaître les cycles courts), ni quant à ses implications salariales. On ne peut prévoir la longueur de cette phase, mais l'accomplissement de celle-ci et sa crise seront les conditions nécessaires du dépassement par elle-même de la lutte revendicative. Les luttes de décembre et de nombreuses luttes identiques tant en Europe qu'aux Etats-Unis, indiquent l'achèvement de cette phase de restructuration. En effet pour le capital le rétablissement du taux de profit n'est jamais suffisant, ni l'abaissement de la valeur globale de la force de travail, c'est toujours de façon conflictuelle que se fixe les nouvelles règles de l'exploitation et les nouvelles modalités formelles de l'implication réciproque.

Enfin, le troisième ordre de raison tient au cours interne du mouvement, à la conscience qu'il avait de lui-même, ce qui synthétise en fait les deux séries précédentes dont les éléments se retrouvent dans l'immédiateté de la lutte. Il y a d'abord la conscience (c'est à dire la pratique de la grève, ses revendications, l'activité des grévistes, les objectifs, la conduite des manifs, la rédaction des tracts, les tenues d'A.G, les liaisons entre secteurs en grève...) d'être parti simultanément sur un ras-le-bol général et sur la volonté de perpétuer une situation antérieure ; mais ensuite au travers du caractère massif du mouvement s'effectua le passage de

la défense de sa situation à la reconnaissance d'une contradiction sociale parcourant et structurant cette société : salaire et profit. Enfin, au fur et à mesure des activités dans la grève, des discussions, des clivages internes, il y eut la découverte du décalage entre les revendications et leurs propres causes : revendiquer sur le partage, la distribution, alors qu'elle n'est que le résultat de cette division de la société entre d'un côté, salariés, ouvriers, travailleurs (le mouvement n'a pas eu le temps d'éclaircir son vocabulaire), et de l'autre capitalistes, patrons, élites, technocrates (d') ; "nous" et "eux".

De là une certaine "peur", relevant de la conscience de la situation d'ensemble. Au travers de la globalisation du mouvement, c'est une contestation plus générale du capitalisme qui était en train de sourdre, quelque chose de beaucoup plus important, de beaucoup plus profond que ce décidé au départ. Fin décembre, le mouvement est retombé de façon volontaire, bien qu'accompagné par l'activité syndicale. Il est retombé de façon volontaire, calmement, il y eut peu de heurts, alors que c'est fréquent entre travailleurs et syndicats au moment de la reprise. Nous n'étions pas prêts, nous et la situation (ce qui est identique) à affronter ce que nous avons découvert, à passer à la suite.

Le petit texte suivant a été diffusé, dans le collège où il travaille, par l'un d'entre nous. Cette diffusion n'aurait pas été possible sans le mouvement antérieur de décembre 95.

Vive le rapport Fauroux

Critiquer le rapport Fauroux au nom du mythe d'une école égalisatrice et intégratrice sociale est un piège. Si ce rapport est une chance c'est qu'il vient mettre noir sur blanc et formaliser ce qu'est déjà l'école. Partout, les différences entre établissements scolaires, classes à l'intérieur des collèges et lycées, filières dans le supérieur, partout la ségrégation sociale par la sélection scolaire, sont déjà et ont toujours été la raison d'être de l'école. Le rapport Fauroux nous débarrasse d'un mythe devenu encombrant pour ceux-là même qui l'avait forgé. Il dit ce qui est, tant mieux. Mais ce faisant il modifie et radicalise les données des conflits à venir. C'est la classe moyenne, grande consommatrice de ce mythe, qui en est la principale victime, celle qui pendant trente ans avait pu se faufiler dans l'ascenseur social. L'école ne fera là, comme d'habitude, qu'entériner et reproduire une mutation accomplie en dehors d'elle.

Nous voilà donc amenés à situer nos luttes, non en référence à ce mythe, mais au rôle réel de l'école, c'est à dire la reproduction des classes sociales et la livraison de la main d'oeuvre nécessaire jusque et y compris dans sa déqualification. Là, sur cette base, nous nous retrouverons au côté des élèves (et de tous ceux, enseignants ou non, s'activant dans les établissements). Non aux côtés des élèves en général, non aux côtés des "plus défavorisés", avec un oeil mi-condescendant, mi-éxcédé, mais à leurs côtés parce que nous mêmes, nous avons, dans l'avenir que nous réserve ce rapport à lutter contre la même déqualification, le même développement de la précarité, la même sous-traitance de certaines activités. Bien-sûr il ne s'agit pas d'accepter comme fatale cette évolution, mais de la combattre pour ce qu'elle est et sur la base de la situation qu'elle crée.

Nous n'avons plus qu'à nous comporter en salariés ordinaires dans une entreprise ordinaire. On veut de la productivité, refusons leur, on veut de l'efficacité dans la segmentation précoce de la main d'oeuvre, on peut faire cela avec une mauvaise volonté évidente. On veut nous choisir qualitativement, soyons "mauvais". On veut flexibiliser, raccourcir les vacances, perlons les absences. C'est là-dessus que l'on crée les véritables rapports de forces dans ce qu'est en réalité l'école, sans exclure les affrontements frontaux sur cette base et cette conscience. Nous sommes des salariés, comportons nous en salariés, arrêtons de cogérer. Notre force réside dans notre place dans le processus de production de formation dont "ils" ont besoin.

Nous savons depuis quelques mois que l'on obtient plus, et plus rapidement, directement dans l'action, que dans le déroulement d'interminables négociations, processions rituelles ou référendum.

Nous ne sommes pas contre la segmentation sociale que reproduit l'école au nom d'une école mythique, mais parce qu'en tant que salariés de cette institution, nous sommes embarqués dans cette mutation des conditions d'exploitation du travail. C'est contre cela que nous luttons, pour nous-mêmes, et par là solidaires de tous les futurs exploités pour une bouchée de pain, nos élèves (pas tous). Il n'y a pas d'intérêt général des élèves.

Etre contre les réformes envisagées dans le rapport Fauroux, c'est mettre notre lutte à l'heure de ce qu'est déjà l'école.

Vive le rapport Fauroux.

Un enseignant
23 Mai 96

Notes sur la brochure :
“ La lutte de classes en France. Novembre et Décembre 95”
 (“Echanges et mouvement”, Avril 96, B.P. 241, 75866 Paris Cedex 18)

Il est inutile de s'étendre sur l'importance du travail effectué par la revue “Echanges et mouvements”. Elle est devenue un véritable point incontournable de tout travail théorique, non seulement à cause des informations sur les conflits et cela à l'échelle mondiale, mais encore par son rôle de caisse de raisonnement des débats théoriques en cours, sans oublier son recensement de presque toutes les publications. C'est actuellement la seule véritable revue, c'est à dire : travail d'un groupe, lieu de rencontre, point de focalisation des diversités, caisse de raisonnement, inachèvement permanent. L'analyse critique que nous présentons de la brochure sur le mouvement de Nov-Déc 95, se situe comme une collaboration à ce travail, même si, à travers elle, nous exposons, à partir de quelques thèmes essentiels, une critique plus générale des conceptions à la base du travail de ce réseau.

La situation : détermination objective

Dans la brochure sur “La lutte de classe en France”, le mouvement de Nov-Déc 95 n'est pas posé comme un événement survenant comme un coup de tonnerre, il est situé dans le continuum des luttes, tant celles que l'on voit aux actualités que celles informelles, souterraines, qui constituent l'existence quotidienne de la classe, et auxquelles *Echanges* accorde une importance primordiale dans sa compréhension des rapports capitalistes comme essentiellement contradictoires. C'est théoriquement là que se situe le fondement de sa conception de la lutte de classe lui permettant de rejeter les problématique du parti, de la conscience, du militantisme, de l'intervention volontariste dans les luttes pour les modifier, en infléchir le cours. En effet si la permanence de la lutte est la définition même de l'existence de la classe, cela signifie que la lutte n'est pas une superstructure, une suite d'événements se rapportant à une base autre, les luttes sont donc toujours leur propre contexte, leur propre situation. Ne se référant pas à une base autre, à une conscience, à une volonté, elles sont d'emblée leur propre mouvement, elles ne se définissent pas par rapport à un but extérieur ou à une cause préalable. Elles sont elles-mêmes leur cause, leur situation et leur but.

Cependant *Echanges* ne va pas au bout de cette démarche théorique, il n'y a pas suppression des catégories économiques, technologiques et sociologiques en tant que telles, de telle sorte que cette permanence de la lutte de classe sous ces formes les plus souterraines, diffuses, existe sous un double aspect : *comme leur propre référence* et *comme situation* qui serait leur cadre. Si bien que les luttes ne peuvent être que ce qu'elles sont, mais ce qu'elles peuvent être c'est en fait ce qu'elles sont, posé à l'extérieur d'elles-mêmes : la contradiction entre le prolétariat et le capital, comme lutte de classes, se pose, dans la démarche d'*Echanges*, à l'extérieur d'elle-même comme *Situation*.

Pourquoi cette dualité et cet inachèvement de la démarche? Il s'agit de préserver l'objectivité en tant que situation (un destin) pour ne pas accepter les problématiques de la conscience, de l'intervention etc. On a changé le point de vue, mais on a conservé la même problématique, si bien que *Echanges* en est amené à critiquer toutes les formes de gauchisme, d'interventionnisme, sur leur propre problématique théorique : l'activité du prolétariat comme effet d'une causalité extérieure. Cependant là où *Echanges* innove c'est dans le fait que cette cause extérieure c'est l'activité de la classe elle-même extériorisée en tant que Situation. Dans *Echanges* on a deux fois la lutte de classe : une première fois en tant que suite d'événements, une deuxième fois comme cadre et cause de ces événements. L'analyse paraît alors ne jamais quitter les événements tout en fournissant une explication absolue, totale, en ce que ce sont ces événements eux mêmes qui sont extériorisés comme leur propre causalité. D'où tout l'intérêt mais aussi toutes les ambiguïtés et le fait que l'idéologie spécifique d'*Echanges* semble toujours s'évanouir quand on croit la saisir, semblant toujours nous laisser entre les doigts qu'un empirisme événementiel.

“La conscience de classe se développe avec la lutte et ce ne sont ni les calmants, ni les excitants, qui lui donnent corps et l'amènent à se hisser à d'autres niveaux que ceux des débuts limités de la lutte...L'organisation de classe est l'organisation qu'elle se donne au cours de la lutte et qu'elle estime adéquate pour atteindre le but qu'elle s'est fixée. Buts, moyens et organisations sont irrémédiablement liés et contingents à une situation qu'il n'est au pouvoir de personne, capitalistes, gouvernements, etc. de modifier fondamentalement. “(p 41) Cela est destiné à “expliquer” pourquoi le mouvement de nov-déc ne s'est pas étendu.

Dans cette analyse tautologique, tout renvoie à tout de façon indifférenciée : la lutte ne s'est pas étendue parce que les travailleurs ne l'ont pas fait. Ils ne l'ont pas fait parce que ce n'était pas leur but ; ce n'était pas leur but parce que la situation à laquelle était liée leur but ne l'autorisait pas, cette situation personne ne la modifie (“fondamentalement” ?) ni le gouvernement, ni les capitalistes, ni le “etc”, que l'on ne peut que supposer être la classe ouvrière. Si le mouvement ne s'est pas étendu c'était parce que c'était une situation où il ne

s'étendait pas et personne n'y pouvait rien changer : "Les "barrières" que bien des "explicateurs" voient dans ce cloisonnement n'existent qu'autant que pratiquement aucune tentative n'existe pour les balayer." L'évidence du fait s'autonomise comme sa propre explication. Dans le n° 76 (juin déc 93), à propos de la grève chez Timex en Ecosse : "...si cette solidarité ne s'étendait pas, c'était d'abord parce que les autres travailleurs, pour sympathisants et solidaires qu'ils pouvaient être envers cette lutte n'étaient pas prêts à faire plus (sinon il l'aurait fait repoussant les obstacles pouvant être mis à leur action)" ; "Tous (les gauchistes etc.) oublient que les luttes sont le résultat de relations dialectiques entre des forces sous-tendues par des intérêts divers et que les grandes luttes ont aisément balayé de leur dynamique les barrières dérisoires des premiers opposants à leur extension, quitte à retrouver d'autres barrières beaucoup plus importantes que seule une extension de la lutte (pas une solidarité) peut lever" : quand ça marche pas, ça marche pas ; quand ça marche, ça marche.

Le gouvernement, les capitalistes, la classe ouvrière, les groupes politiques, ne sont pas plus des déterminations passives de la "situation" qu'ils n'en sont des "deus ex machina". La situation, si l'on veut appeler cela ainsi, n'est que le mouvement et le résultat de leurs activités qui ne sont pas plus libres que la situation n'est la réalité objective tyrannique qui les agirait. Pourquoi dans cette grève "la conscience de classe ne s'est elle pas élevée à d'autres niveaux"? Voilà une question à laquelle le texte ne répond pas, si ce n'est en montrant par des citations de grévistes (très importantes) que quelque chose d'autre pouvait être en gestation. Ce qu'il faut alors expliquer (c'est tout de même la raison d'être d'une analyse quand on publie une brochure), c'est précisément la coexistence dans la grève de novembre-décembre de ces buts limités et de cette conscience d'autre chose possible. Voilà qui mériterait de se faire un tant soi peu "explicateur". Mais pour cela (si l'on ne veut pas ressortir le schéma toujours prêt du parti manquant, de la trahison syndicale, de la classe toujours prête à la révolution ...), il faut prendre les acteurs comme réellement des acteurs *créant* une situation et agissant dans cette situation et ce rapport de forces, qu'ils créent, à partir de ce qu'ils sont, dans leur rapport réciproque à un moment historique. La "situation" c'est, comme pourrait très bien le dire Echanges, toujours déjà un flux d'activités, la lutte constante de la classe, donc un procès constant de modifications de soi.

La révolution ne proviendra pas d'une situation qui ne sera découverte comme situation révolutionnaire que lorsque la révolution aura eu lieu. La situation c'est une dynamique, un rapport contradictoire et non pas une détermination fatale. Les buts que l'on se fixe sont eux-mêmes susceptibles de transformation au cours de la lutte, son point de départ peut être dépassé ou sur le point de l'être. *Echanges* le dit par ailleurs, la situation est modifiable ou évolutive, mais dans la problématique d'*Echanges* il faut se souvenir que toute lutte, tout mouvement, est donné deux fois : d'une part comme récit phénoménologique, d'autre part comme substance causale objective d'elle même et, il y a des tiraillements.

La "situation" est une contradiction entre les classes et par là-même elle est dynamique et se modifie. Il ne s'agit pas de concevoir un processus indéterminé, la contradiction est toujours une contradiction réelle, historiquement existante et déterminée. La "situation" n'est pas la causalité objective abstraite des activités, mais rapport : rapport de forces, entre les activités pratiques concrètes des hommes. Bien-sûr *Echanges* dit cela, mais ces activités concrètes sont extériorisées comme cadre et causalité dominant les "événements", c'est à dire finalement elles-mêmes, ce qui aboutit à la tautologie que nous avons relevée. Concevoir réellement la "situation" comme activités, n'est pas une formule pour en fin de compte dire la même chose, cela permet de poser l'activité de la classe comme une réalité et non le fantôme, l'ombre portée, de la situation. Elle se produit consciemment dans ses contradictions, elle produit ses caractéristiques et ses limites, elle est sa propre dynamique, et il n'y a pas "rien à faire" puisque la situation serait tout, et toujours déjà donnée. Les travailleurs ne sont pas les acteurs d'une farce d'assez mauvais goût, dans la mesure où le scénario serait déjà écrit et d'où la seule morale à tirer serait : cela était comme ça, parce que cela ne pouvait pas être autrement.

Dans le n° 81, à propos de la revue "L'esclave salarié" publié à Barcelone, on lit : "On retrouve à quelques formulations et réserves près les mêmes éternelles considérations sur le rôle des minorités révolutionnaires, qui toujours non seulement inversent les termes des luttes (c'est la lutte elle-même qui détermine sa propre dynamique et non la praxis des minorités organisées, qui agiraient de manière décidée à certains moments --s'agit-il de relents bolchéviks-- et en abstrait la situation dans laquelle ces luttes se déroulent. Ce n'est jamais la "volonté révolutionnaire" qui règle le cours et le contenu de la lutte, mais les tâches que le mouvement doit affronter dans son développement qui lui donnent ses objectifs ses formes et son action réelle)". (p 37)

On retrouve tous les problèmes concernant le déroulement, la nature et la compréhension de l'activité de classe selon *Echanges*, dans ce paragraphe. On ne peut qu'être d'accord avec la critique des minorités agissantes, de la volonté révolutionnaire etc. Mais comme toujours on oscille entre la tautologie : "C'est la lutte qui détermine sa propre dynamique", qui pourrait très bien se lire à l'envers, "la lutte n'est rien d'autre que sa dynamique", et l'explication par la "situation". Ici la "volonté révolutionnaire" est critiquée en ce

qu'elle intervient dans la lutte de façon abstraite, en disant, si l'on comprend bien : "il faut faire ceci ou cela", donc sans tenir compte de la situation. Ou plutôt sans considérer que l'action n'est que sous une autre forme, la situation dans son objectivité.

La question que ne peut pas poser *Echanges* est celle de l'activité dans la grève, de la dynamique même de celle-ci dont il est fait pourtant si grand cas. Quels sont les rapports entre situation et dynamique ? La réponse que l'on pourrait deviner se situerait autour de la notion de "tâches". Le cours de la lutte, sa dynamique, sont réglés par "les tâches à affronter", c'est à dire finalement par la situation. Les tâches donnent à la lutte ses objectifs, ses formes, son action réelle (quelle est la différence entre les tâches et les objectifs?). Finalement la dynamique disparaît, les tâches c'est la situation vue de façon subjective. Toute la problématique semble tourner en rond.

Mais prenons la lutte des dockers de Liverpool, telle qu'elle est rapportée dans ce n°. Quelles étaient les "tâches à affronter"?

Le fait d'imposer aux patrons de prévenir à l'avance avant d'imposer des heures supplémentaires? Le retour au statut des dockers? La résorption du chômage à Liverpool? La réintégration de 150 dockers? La mise sur pied d'une solidarité internationale entre les dockers?

Quels étaient "les objectifs"? La même chose que les tâches?

Quelle est l'action réelle? L'accomplissement de ces tâches?

En ce qui concerne les formes de la lutte on est d'accord, elles découlent des réponses aux questions précédentes.

En ayant posé la situation avant et à côté de l'activité, c'est l'activité dans les luttes qui, paradoxalement quant aux ambitions d'*Echanges*, ne peut plus être analysée, mais seulement anecdotiquement décrite. Toute la substance réelle (l'objectivité comme résultat et mouvement de l'activité concrète des individus et des classes), comme lutte de classe, de l'activité du prolétariat a été a priori transférée dans la situation. La lutte alors ne peut être que ce qu'elle est, mais on est bien incapable de débrouiller l'écheveau de sa dynamique et même de produire celle-ci, autrement qu'en décrivant que les choses changent. Tant que l'on ne comprendra pas le cours contradictoire du mode de production capitaliste immédiatement comme lutte de classes, et que l'on cherchera à référer chaque lutte à une situation qui l'engloberait, la déterminerait dans ses tâches ; et donc tant que la lutte de classes sera posée comme réaction et superstructure, c'est chaque lutte que l'on sera incapable de comprendre et même de décrire comme activité effective.

Dans ce paragraphe, la relation entre tâches et objectifs est problématique. Le texte affirme que ce sont "les tâches à affronter" dans le développement de la lutte qui donnent à celle-ci ses "objectifs". Pourtant si par exemple l'objectif est la réintégration de 150 dockers, c'est l'objectif qui déterminera les tâches : piquets de grève, action vers les chômeurs qui pourraient se porter candidats, refus d'accroître la productivité pour suppléer à leur absence... L'inversion est étrange, mais il ne faut pas lui chercher de signification particulière. Pour *Echanges*, finalement l'ordre n'a pas d'importance. "Tâches", "objectifs", "formes de lutte", "action réelle", tout cela est donné de façon indifférenciée dans la mesure où en fin de compte, l'action n'a pas de dynamique en elle-même. "Tâches", objectifs", formes de lutte", action réelle", peuvent alors se confondre, l'ordre des déterminations n'a pas d'importance. Tout cela n'est que la face subjective de la situation qu'il n'est au pouvoir de personne de modifier, et qui détermine toute cette activité, dans laquelle toutes les déterminations s'équivalent.

Il est exact que les objectifs déterminent les tâches à affronter (je préfère dire cela dans cet ordre), les formes de lutte et "l'action réelle" (c'est à dire, si je comprends bien, le déroulement empirique). La question réside dans le statut, la compréhension, que l'on donne de ces objectifs. Soit, ils sont eux-mêmes déterminés par la situation dans laquelle la lutte se déroule, soit, ils sont un moment d'un flux continu qui est le cours contradictoire du mode de production capitaliste, comme lutte de classe, et qui est son propre procès de transformation et, si l'on veut conserver le terme, sa propre situation (il faut le conserver pour rendre compte du moment de l'autoprésupposition dans la contradiction entre prolétariat et capital).

Dans le premier cas, "l'action réelle" n'en est pas une, comme le montre la redondance et la permutabilité des déterminations de l'action. Dans le deuxième cas, chaque lutte n'est ni indéterminée (elle est toujours résultat et mouvement du cours historique du mode de production capitaliste), ni résultat, ni quelque chose d'englobé dans un cadre qui la subsume sous la sphère de l'objectivité. Sinon, "l'activité réelle" ne vient qu'enjoliver un processus historique objectif, donner un peu de sang et de larmes à ce cours objectif. *Echanges*, bien sûr, affirme sans cesse la dynamique existant dans les luttes, mais sans jamais la produire, sans jamais chercher à confronter ces deux notions : situation déterminante et dynamique. S'il y a une situation donnée déterminante ; comment l'activité, en tant que lutte déterminée dans toutes ses caractéristiques par cette situation, peut-elle être dynamique ? C'est à dire dépasser cette situation. Il est évident qu'*Echanges* n'exclut jamais cet aspect des luttes, mais sans jamais pouvoir en produire la compréhension. Dans ces cas là, *Echanges* fait appel à la "dialectique" : situation déterminante, action, modification de la situation déterminante. Mais là, on a juste produit un va-et-vient réflexif, une permutabilité des causes et des effets, sans

expliquer pourquoi l'action peut modifier la situation, en quoi dans ce qui la définit cette dernière est modifiable. Pour produire réellement une “dialectique”, il ne suffit pas d'avancer des formes de relations entre des éléments, il faut que ces formes de relations soient les formes de la connexion interne de ces éléments : la dialectique a un contenu. Il faut donc que la “situation” soit en elle-même un processus, une objectivité qui se dissolvent en activité, et non une objectivité déterminante, à laquelle il n'est au pouvoir de personne de changer quoi que ce soit. *Echanges* prend l'objectivité bien réelle de la situation des luttes, des conditions, de façon non critique, c'est à dire ne les prend pas comme un moment même de la lutte de classes en tant qu'autoprésupposition du capital, qui n'est elle-même qu'un moment du procès général de la lutte de classes. En tant que tel, ce moment implique en lui même sa remise en cause, sa dissolution comme moment de l'objectivité, dans l'activité tant de la classe capitaliste que du prolétariat. La situation est alors elle-même dynamique, tout comme les luttes. Peut-on alors continuer à poser cette Situation comme objectivité déterminante ? Non.

De la situation à la révolution en passant par la sociologie

La situation, comme extériorisation de l'activité des classes, en tant que cadre et cause de cette activité elle-même, ne peut définir ses catégories que dans les termes de l'économie et de la sociologie, c'est à dire de *données* objectives. La chose est très nette dans le texte sur la grève de Nov-Déc 95, lorsqu'il s'agit d'expliquer la non-jonction du privé. Ce qui est cité comme une analyse de classe (l'analyse de T.T., reproduite p 49) devant couper court et remettre à leur place tous les gesticulateurs, qui pris dans le mouvement, et n'ayant pas atteint la sagesse de la situation, pouvaient chercher à l'étendre, est en fait une plate analyse sociologique de la distinction entre couches de travailleurs. Une analyse de classe c'est une analyse des polarisations sociales à un moment historique donné sur la base de la formalisation de la contradiction entre travail et capital. Les distinctions catégorielles existent et existeront toujours à l'intérieur de la classe ouvrière, elles n'expliquent donc pas par elles-mêmes la jonction où l'absence de jonction, au mieux il faudrait expliquer pourquoi tel ou tel type de divisions existantes est retravaillé, produit dans le conflit (toute proportion gardée, c'est comme si on se contentait de l'explication ethnique dans les conflits africains). En outre, même sociologiquement, cette analyse fait l'impasse sur ce qu'est réellement, de nos jours, le travail dans le secteur public ainsi que les salaires. Et cela semble contradictoire avec les affirmations juste précédentes selon lesquelles c'est toute une société qui était rejetée.

Il est vrai que dans une note de bas de page de l'avant-propos du texte (p5), *Echanges* écarte l'analyse de T.T : “Sans parler de ceux qui comme T.T.(voir annexe), courent après un prolétariat mythique en estimant toujours que celui qui vient d'agir n'est pas le bon (puisque la société n'a pas été renversée sans doute?) ; ainsi le mouvement de décembre aurait été le fait des classes moyennes.” Cependant p 49, quand il s'agit de produire une explication de la non-jonction du privé, c'est à dire au moment crucial de l'analyse du mouvement, *Echanges* n'a rien d'autre à offrir que les analyses de T.T. Elles sont alors exposées comme explication, comme on utiliserait n'importe quelle citation, et qui plus est assorti de la qualification d'analyse de classe, qualification somme toute élogieuse. T.T. est alors cité sans aucune critique, sans aucun recul. En fait *Echanges* accepte dans le détail ce qu'effarouchée, elle refuse en gros au nom de ses grands principes. Il est évident que les passages cités, où les grévistes sont qualifiés “d'ouvriers”, seulement un peu différents, sont repris à son compte par *Echanges*.

Comme souvent, *Echanges* propose son “explication” en laissant la parole à une sorte d'intervenant extérieur. L'intervenant extérieur joue souvent dans *Echanges* un rôle capital, il est chargé de dire ce que l'idéologie d'*Echanges* ne peut pas dire, c'est à dire qu'elle en est une. Dans un discours qui ne se veut que phénoménal, l'intervenant extérieur fera “l'explicateur”, ou sera le porte-parole des “tendances profondes”, sous l'aspect des citations prolétariennes brutes, ou exprimera la perspective historique révolutionnaire dans laquelle on aimerait bien placer le mouvement (les mêmes citations). Sous la forme du graphique du “Financial Times”, il dira également que la forme extériorisée de l'activité de la classe en tant que situation, c'est l'objectivité économique dans ses catégories non-critiquées.

Pour comprendre cette non-jonction c'est peut-être le “rejet de cette société” qu'il aurait fallu interroger. Ce “rejet” en est resté au niveau de la répartition. La restructuration du capital, la délocalisation, la précarisation, le chômage, la destruction du travail comme lien de communauté, sont parvenus à un tel degré dans le secteur privé, qu'il aurait fallu que le mouvement du secteur public dépasse ses conditions initiales, ce qui n'a pas eu lieu, pour que “le privé prenne le relais”. C'était bien ces problèmes généraux de la restructuration, parvenus à un degré extrême dans le privé, qui étaient à la racine du mouvement de décembre, mais toujours exprimés dans les termes de la répartition, et encore souvent de l'identité ouvrière fondée sur le travail (idéologie du service public, keynésianisme...). Ce n'est pas une hypothétique disparition des différences à l'intérieur de la classe ouvrière (ce qui ne peut être qu'un résultat), qui fait que la jonction peut avoir lieu, mais l'approfondissement de la contradiction générale entre le capital et le travail dans la forme et le contenu historique de la restructuration actuelle, qui sans “unifier” les conditions fait qu'un mouvement peut dépasser ses conditions initiales.

De toute façon cette question de la “jonction du privé” comporte quelque chose de gênant. Quelque chose qui ressemble aux questions récurrentes du genre : pourquoi il n’y a pas eu La Révolution en Russie en 1917, ou en 18 en Allemagne ? Au lieu d’expliquer ce qui a eu lieu, on cherche à expliquer pourquoi quelque chose n’a pas eu lieu. En fait cela relève de ce que l’on a toujours comme grille d’analyse un modèle abstrait de mouvement social ou de révolution. On explique dans le cas de décembre assez facilement ses causes en tant que mouvement de la fonction publique, il est possible d’en dégager les limites, à partir de là on explique pourquoi le privé “n’a pas suivi”, en expliquant le mouvement qui a eu lieu et non celui qui aurait pu avoir lieu. Le mouvement n’a pas remis en cause ses principes initiaux malgré sa dynamique (dynamique qui explique pourquoi on se pose la question de la jonction du privé), on dégage cette dynamique et les limites du mouvement, cela suffit à expliquer le mouvement tel qu’il a eu lieu et par conséquent pourquoi le privé ne s’est pas joint.

La vision sociologique triomphe, dans le n° 75 (fév-juin 93), lorsque *Echanges* se laisse aller à exposer sa conception de la révolution. Pour *Echanges* réformisme ou léninisme furent des versions différentes de “l’idée que le socialisme ou le communisme pouvait être réalisé par une autorité supérieure... laquelle autorité fixerait les règles d’or d’une société nouvelle” (p58). Cette conception correspondait surtout : “à une réalité économico-sociale d’une société hiérarchisée dans laquelle on pouvait penser qu’il suffisait de changer les têtes pour qu’elle devienne humaine. Dans un monde où les techniques tenaient une place de plus en plus grande, l’immense majorité des prolétaires, de la population, pouvait considérer qu’elle était incapable de gérer quoi que ce soit et qu’elle devait faire confiance non plus à ceux qui possédaient, mais à ceux qui savaient. C’est cette conception qui est présentement balayée par l’Histoire... par la pénétration de plus en plus profonde du capital et des techniques qu’il utilise”. “D’un côté se développe une grande vulnérabilité du système (d’où la poussée vers la coopération minimum nécessaire pour que l’entreprise capitaliste puisse rester compétitive, c’est à dire puisse répondre à tout moment aux besoins du marché et réaliser la plus-value - avant les autres concurrents si possible -) ; de l’autre la circulation quasi- instantanée d’une information et la réponse productive rapide avec une simplicité technique liée au développement de l’appropriation générale de cette technique qui modifie radicalement les perspectives que l’on pouvait autrefois tracer dans la gestion d’une autre société (non plus sous la forme d’une utopie mais d’une réalité se développant sous nos yeux).” (p 61).

Ce passage sur la révolution est important parce qu’il montre que l’abstraction des événements pour former dans le cadre des catégories de la sociologie, de l’économie, de la technique, la notion de situation, ne se limite pas à une abstraction ponctuelle dans le temps de ces événements. Du fait des catégories qu’elle met en oeuvre, elle leur confère dans les termes de ces catégories un devenir : celui du déterminisme des catégories économiques, sociologiques, techniques. La notion abstraite de situation ne se limite pas à une abstraction des événements dont ponctuellement elle va servir de cadre et d’explication tautologique, elle englobe le devenir de ces événements.

Le communisme se ramène à une question de gestion démocratique par la base, rendue possible par la diffusion de certaines techniques. Plus de “destruction de l’Etat”, plus “d’affrontement ouvert” : “la révolution doit venir du sein même du système capitaliste mondial et doit être l’oeuvre de tous”(p 58). “Du sein même” signifie : le capitalisme nécessite la participation des travailleurs, en même temps que la diffusion de techniques adéquates autorise la gestion d’une autre société. A partir de là, bien-sûr, on ne voit pas pourquoi la révolution ne serait pas “l’oeuvre de tous”. La résistance quotidienne, la lutte souterraine, pas spectaculaire, dont *Echanges* fait grand cas, à juste titre, n’est alors que le négatif à partir duquel se dévoile le but final : la prise en charge de la production, la gestion d’une autre société. Cette lutte ne ferait que manifester que tout est là pour passer à autre chose, puisque les moyens techniques sont là. “Autorité”, “hiérarchie”, “techniques”, “gestion”, “oeuvre de tous”, tout est là pour que le récit événementiel des luttes et de leur devenir soit posé dans les termes de la sociologie, de la technique, de l’économie. La contradiction entre le prolétariat et le capital a disparu, la question de la révolution et du communisme se ramène au problème suivant : est-ce que le prolétariat dispose des moyens techniques lui permettant de gérer lui-même la production. C’est en définitive, ce à quoi se ramène, pour *Echanges*, toute l’histoire de la lutte de classe. Le mode de production capitaliste est devenu une longue période de transition créant les conditions techniques de la libre gestion prolétarienne.

Dans le n° 81, p 44, on trouve une interview d’un certain Pierre Rolle, reprise d’une revue intitulée “La Gauche”. Dans sa présentation *Echanges* déclare que les “thèmes de P.R. rejoignent des sujets souvent abordés dans *Echanges* et font l’objet de débats qui, bien sûr, n’ont pas et ne peuvent avoir de fin”. A propos de la disparition de la classe ouvrière, qu’il conteste avec raison, P.R. déclare que c’est la figure centrale du métal qui donnait identité à toute la classe qui a disparu, il ne s’agit donc que d’un changement de peau. Une telle approche ne répond pas à la question et évite de se la poser. Si le changement de peau était si évident dans une structure des rapports sociaux demeurée identique et n’ayant changé que son acteur principal, la question ne lui aurait jamais été soumise. Pour P.R., rien n’aurait changé

dans les rapports entre prolétariat et capital, seule la figure emblématique de la classe aurait été modifiée. Cependant ce n'est pas là le point essentiel de ce texte.

La classe ouvrière n'a pas disparu, elle est même plus importante numériquement, il s'agit là de choses toujours bonnes à rappeler, mais pour P.R le plus important c'est qu'elle "est plus hégémonique qu'elle ne l'a jamais été". Pourquoi la classe est-elle hégémonique ? Premièrement parce que la politique de tous les Etats n'a d'autres buts que de gérer la classe ouvrière ; elle n'a pas disparu, et même s'est renforcée en ce que la classe au travers de ses incarnations et institutions "est l'objet premier de toutes les politiques économiques". Deuxièmement parce que ce sont "ses énergies qui sont confisquées pour faire fonctionner toute la société." (p 45)

Le problème réside dans le fait que cette existence hégémonique n'apparaît qu'au travers de l'institutionnalisation, la classe s'échappe alors à elle-même ainsi que son hégémonie qui "est gérée de l'extérieur" ; plus loin il s'agira d'une gestion seulement "à demi de l'extérieur". Pour P.R, le plus simple, ce qui vient tout de suite à l'esprit serait de dire : "m.... (P.R.est poli) à la fin...(mais nerveux)", et de récupérer cette gestion extérieure, cette institutionnalisation en tant que salarié, assuré social, membre d'association, citoyen, et de faire cela soi-même. Finies alors "l'extériorité" et la "dispersion" du travailleur dans toute ses "reconnaisances". Mais, malheureusement, nous dit P.R, ce n'est pas si simple. Ce n'est pas si simple parce que la classe ouvrière n'est pas prête à prendre en charge toutes ces gestions d'elle-même : "par exemple la politique éducative...cela fait encore débat en son sein", et ces conflits "engagent des formes de société". La classe ouvrière n'est pas prête à surmonter le morcellement de sa gestion extérieure, encore moins l'extériorité de cette gestion. En conclusion et en synthèse, P.R. déclare : "nous savons bien que ce n'est pas pour aujourd'hui. Par conséquent les débats internes à la classe ouvrière, mais qu'elle ne reconnaît pas, elle les reconnaîtra de plus en plus comme étant les siens...Autrement dit, en conséquence du fait que la classe ouvrière est formidablement dominante par sa puissance, par son nombre aussi, tout en étant toujours asservie par le capitalisme, les conflits de la société de transition sont maintenant internes à la classe ouvrière." Le problème est donc alors d'expliquer le décalage entre une hégémonie qui nous mène à une hégémonie de la classe salariée, et le fait que c'est toujours la bourgeoisie qui dirige.

Pour P.R, la perpétuation de la domination du capitalisme, malgré l'hégémonie ouvrière, repose sur le fait que cette socialisation de la classe ouvrière, qui la rend hégémonique (dans la société capitaliste, il n'est question que d'elle), est une "socialisation en extériorité", ce qui entraîne qu'elle ne se reconnaît plus. "Cette socialisation est une socialisation à demi", "la bourgeoisie règle la reproduction, les qualifications, l'apprentissage de la classe ouvrière en grande partie en extériorité...ces systèmes à demi socialisés, où la reproduction de la classe ouvrière est faite à partir de prélèvements sur elle, de principes plus ou moins admis, proposés, discutés, même s'ils sont mis en oeuvre de l'extérieur, sont très difficiles à déchiffrer." Et enfin voilà la perspective révolutionnaire : "La classe ouvrière a cet immense choix à faire de passer de cette socialisation faite de l'extérieur, sur elle, à une situation où elle deviendrait l'agent unique de constitution de la société et devrait dès lors aussitôt affronter aussi cette socialisation incomplète, ces contradictions, ces choix, ...Tous les germes de la capacité du salariat à se régler lui-même, à reprendre les instruments forgés par la bourgeoisie sont présents."(p 47) Et de conclure : "Le capitalisme, c'est un circuit du capital réglé par des capitalistes, des Etats capitalistes, dont il n'est pas si facile de s'emparer pour instituer le socialisme." (p 48). Cela est bien vrai.

Tout ce tissu d'âneries, même pas autogestionnaires, n'aurait strictement aucun intérêt, si cela ne se trouvait pas dans *Echanges*, avec pour seul commentaire : "il s'agit de sujets souvent abordés dans *Echanges* et qui font l'objet de débats". Il semblerait si l'on rapproche ce texte d'autres passages où *Echanges* tente de définir sa vision du socialisme ou d'une "société différente", que la question en débat c'est finalement : la capacité des ouvriers à gérer eux-mêmes le salariat. Le débat pourra porter sur les fait de savoir si la socialisation effectuée dans le capitalisme est un "germe", un "obstacle", une "socialisation à demi", une "extériorité", si la classe ouvrière doit ou non prendre part au débat la concernant dans le capitalisme et d'abord si elle le peut, si toutes les représentations sont des extériorités, à quel niveau elles le sont etc. Mais le fond demeure le même. Que l'on parle de "la capacité du salariat à se gérer lui-même", ou d'une autre redistribution de la plus-value"(n° 80 p 7), ou de la capacité des ouvriers de prendre en charge la production qui leur est offerte par le développement technologique (n°75) ; "l'autre société" c'est la même mais gérée par les ouvriers.

C'est la conception de la lutte de classes qui détermine cette vision de l'autre société et non l'inverse. Pour *Echanges*, comme pour P.R, la lutte de classe entre le prolétariat et le capital, n'est pas réellement une contradiction entre prolétariat et capital, mais une réaction, une défense du prolétariat face au capital. Le prolétariat est déjà la société future, chaque lutte est une affirmation de ce qu'il est déjà la société ; dans chaque lutte, il doit se retrouver lui-même : rejeter tout ce qui lui est extérieur. Pour le prolétariat, l'objectif de chaque lutte n'est pas l'abolition de la société existante (à terme), mais de se retrouver soi-même. La révolution en tant que rupture disparaît à l'horizon, la lutte est tout, la révolution devient le procès des luttes,

le procès de cette conquête de soi. Comme le Tiers-Etat, qui n'était politiquement rien, mais déjà socialement tout, le prolétariat est déjà tout, il ne lui reste plus qu'à le découvrir lui-même, c'est l'essence de chaque lutte pour *Echanges* et le but final pour P.R.

"L'autre société", c'est la même, mais dans laquelle les ouvriers se seraient affirmés, non après une révolution (on sait bien qu'*Echanges* se méfie maintenant des grandes luttes ouvertes, des manifestations spectaculaires, que la révolution "affaire de tout le monde" est en procès "au sein même du capitalisme"), mais par la reconnaissance "au sein même du capitalisme" de ce qu'ils sont. Cette reconnaissance valant révolution, et équivalant à changer la société, chaque lutte en est la révélation, et pose cette reconnaissance pour objectif. C'est la récurrence des : "lui-même", "elle-même" etc . , le prolétariat n'a qu'à devenir par lui-même ce qu'il est lui-même dans le capitalisme et ce n'est plus le capitalisme. Il n'y a plus pour *Echanges* de question : "Des luttes actuelles à la révolution". La question n'a pas de sens, les luttes actuelles dans le contenu qu'y met *Echanges*, dans l'objectif que la classe s'y fixe, les tâches qu'elle doit y affronter ont pour objet la transmutation du capitalisme en une autre société de par la révélation de la classe ouvrière à elle-même.

Situation : conscience et "tendances profondes"

Dans *Echanges*, on avait déjà dégagé deux niveaux dans l'analyse des luttes (le récit événementiel et la situation), il faut maintenant considérer que, du fait des caractéristiques de l'abstraction causale comme situation, le niveau du récit événementiel se scinde en deux strates : le récit phénoménologique, c'est-à-dire le ponctuel, d'une part ; les "tendances profondes", c'est-à-dire le devenir, d'autre part. Par exemple : en tant que récit phénoménologique la grève de nov-déc est défensive, c'est une réaction ; en tant que "tendances profondes" : "le mouvement est devenu politique du fait de sa masse", "il prit un caractère global, politique au sens de contestation du système". Les "tendances profondes" du mouvement ne sont pas dégagées dans le cadre d'une analyse, mais données sous le sceau de l'évidence comme paroles de grévistes, témoignages, donc "vrais". Ce qui est problématique ce n'est pas ce que disent ces témoignages, c'est l'absence de cadre théorique autour de ces témoignages, d'explications (n'en déplaise à *Echanges*). Le témoignage a deux fonctions dans le discours d'*Echanges*, toutes deux se rapportant à son rôle de mode d'exposition des "tendances profondes".

Tout d'abord en tant que témoignage, il est spontané, il est de la matière brute, non filtré par les "explicateurs". C'est la situation qui parle, c'est la tendance profonde comme déterminisme. Le témoignage, dans sa "spontanéité", dit le devenir comme déterminisme. Il est chargé de nous dire : la classe sait de par la situation. Les tendances profondes en tant que mise en mouvement des catégories de l'économie, de la sociologie, de la technique, ne peuvent être exprimées dans le cadre d'un discours théorique analytique, le témoignage dans sa brutalité, c'est la personnification de l'objectivité, son anthropomorphose. Il pose l'activité, la conscience comme pur reflet : de toute façon les choses sont ce qu'elles sont.

Ensuite, le témoignage de la classe en lutte est un intervenant extérieur de choix pour dire ce qu'*Echanges* dans le cadre de sa problématique ne peut pas dire : j'ai une conception particulière de la lutte de classe, de la révolution, du communisme et dans tous les textes je présente et défend cette position. Non *Echanges* n'a pas de positions particulières, *Echanges* exprime du réel à l'état brut, la preuve : ce que je pense c'est pas moi qui le dit , c'est du témoignage donc du réel. Le témoignage pour être recevable par *Echanges* ne doit pas refléter une pensée construite, une analyse, le prolétariat n'agit que par réflexe puisqu'il n'est que la situation comme action : "Ils (les prolétaires) le feront (des activités illégales) sans avancer de théorie révolutionnaire sur le parlement et sans être conscient qu'en réalité ils attaquent l'ordre bourgeois" (n° 79, p8). Pour *Echanges*, la lutte de classe est une affaire de muets (sauf pour témoigner) et de décérébrés, tout se passe à l'instinct. La situation donne toujours tout d'emblée, on ne peut rien faire d'autre que ce que la situation permet de faire, mais la situation pour *Echanges* est un cadre causal préalable à l'action et non la résultante d'activités diverses et contradictoires, voulues et pensées. Dans un article intitulé "Endiguer la lutte de classe" (n°79) : "La légitimation des revendications de salaire lorsque l'entreprise "marche bien" n'est que le masque d'une inquiétude plus profonde d'une classe dominante devant une lutte de classe qui s'articule sur des problèmes globaux mettant en cause les bases mêmes du système d'exploitation sans que les luttes l'expriment ouvertement et consciemment." *Echanges* se trouve là piégé par son propre système, la classe ne sait pas mais *Echanges* sait, et *Echanges* sait que la classe n'a pas besoin de savoir. Le savoir d'*Echanges* ne sert qu'à une seule chose : à combattre, à longueur de digressions logées dans les récits de luttes, la conception léniniste du rôle de la conscience dans la lutte de classe. Pour un léniniste, il faut introduire la conscience pour que la lutte mette en cause les bases mêmes du système ; pour *Echanges*, tout cela se passera instinctivement, sans en avoir la conscience, puisque l'activité est réaction.

Le problème c'est que c'est de la même conscience dont il s'agit., indispensable et venant de l'extérieur pour les uns, inutile et même dangereuse pour les autres. Dans les deux cas ce qui est appelé conscience, c'est un discours fini, élaboré en dehors de la pratique et toujours posé préalablement à elle comme un devoir-être. La pratique ou l'activité de la classe n'ayant jamais plus que la fonction d'exemple, c'est cette conscience qui octroie aux acteurs la

compréhension de leur action. Fonctionnant sur la même vision de la lutte de classe comme suite d'événements manifestant des lois objectives, ou une situation, posées extérieurement à elle, léninistes et échangistes ont la même conception de la conscience comme révélation de ce qui dépasse l'activité, de sa face cachée. Cette révélation pour les uns est nécessaire à ce que l'activité de la classe puisse s'élever jusqu'à la remise en cause de ces lois objectives, pour les autres ces lois n'étant rien d'autre que les événements et l'activité posés à l'extérieur d'eux-mêmes, elle n'a nul besoin d'être formulée, tout au contraire la formulation ne peut qu'introduire un décalage, une déviation.

Pour “Echanges”, les choses peuvent se dérouler sans elle (la conscience), sans même que l'on s'en aperçoive, l'activité ne peut connaître de retour sur soi, elle est construite en tant que pratique, et en tant que ce qu'elle sait d'elle-même, comme un instinct puisque la causalité n'est que l'événement à l'extérieur de lui-même. C'est bien parce que la tautologie est parfaite, incluant même les “tendances profondes”, que les textes d'*Echanges* peuvent être intéressants et pertinents. Ce que ni le léninisme, ni *Echanges*, ne parviennent à concevoir, faute d'une compréhension des “lois” de l'accumulation capitaliste comme contradictions entre des classes (ce qui n'est pas une question de “point de vue” comme l'ont soutenu les opéaristes, mais de transformation de l'objet), c'est la conscience comme l'auto-compréhension de ce que l'on fait et de ce que l'on est, produite dans la contradiction avec le capital. En ce que le capital se pose toujours comme la médiation de cette compréhension, la conscience n'est pas un instinct, elle est médiée, elle est une réflexion, qui se produit de façon conflictuelle contre le capital, extériorité, et comme conflit à l'intérieur de l'activité de la classe, intégration de cette extériorité. C'est la contradiction entre le cours de l'autoprésupposition du capital, comme destin, et comme crise de cette autoprésupposition, contradiction qui se noue à l'intérieur même de la classe en lutte. C'est pourquoi les lutes sont si bavardes, et passent tant de temps à s'expliquer elle-même, à se définir, à pondre des textes, des tracts...

Situation : “tendances profondes” et événements

C'est à propos des “tendances profondes” que nous avons abordé la question de la conscience selon *Echanges*, afin de comprendre la relation entre celles-ci et la phénoménologie événementielle. Ne possédant pas un concept d'activité de la classe, comme activité réelle construisant consciemment la situation, il semble constamment que événement et tendances profondes mènent deux existences séparées. Ces “tendances profondes”, exprimées dans le texte par les témoignages, ayant leur propre vie par rapport au cours événementiel, il arrive que se produisent des interférences difficiles à maîtriser.

Avant de nous intéresser à ce que donnent ces interférences dans le texte sur le mouvement de nov-déc, on commencera par voir la question de façon générale à propos du rapport entre le cours des lutes et la révolution, tel que l'expose *Echanges*.

Cette relation en tant que récit phénoménologique (telle qu'elle est exposée dans une réponse à des camarades grecs, “s'étonnant” de voir les travailleurs d'Air-France accepter le référendum de la direction, après leur “lutte radicale”), est critique, et intègre les aléas de la lutte de classe : “ L'idée clé d'une telle proposition est qu'une lutte sauvage est l'expression d'une avancée dans la conscience de classe et d'un mode autonome d'organisation, dont la permanence, passée la lutte en question, devrait apparaître dans les attitudes ultérieures des travailleurs, comme si cette “conscience” devait constituer les marches d'un escalier conduisant à la révolution finale” (n°78, juil-déc 94).

Cette relation en tant que “tendances profondes” existe au niveau de la nécessité, et ne connaît pas ces aléas : “Nul doute que l'expérience tirée de ces limites tissera les relations dialectiques d'où surgiront d'autres formes de lutte dans une prise en mains totale de l'action par les travailleurs eux-mêmes” (à propos de la grève d'Alsthom) ; (n° 79, p20).

Dans le texte sur le mouvement de nov-déc, c'est sur la question de la nature des syndicats, et de l'importance du rôle des A.G, que les interférences et les incohérences apparaissent.

La question syndicale a toujours été au centre de la problématique d'*Echanges*. Ayant toujours une perspective révolutionnaire d'affirmation de la classe prenant en charge la production, la gérant différemment, *Echanges* ne peut paradoxalement reconnaître pleinement et entièrement le prolétariat comme classe du mode de production capitaliste. Il faut que le rapport contradictoire du prolétariat au capital ait quelque chose qui excède le capital puisque l'abolition de celui-ci sera son affirmation, il faut également que cette abolition ne soit pas simultanément la sienne propre. Le syndicalisme exprime socialement l'existence de la classe à l'intérieur de l'implication réciproque entre prolétariat et capital dans l'autoprésupposition de ce dernier. *Echanges* a toujours un problème avec la définition du syndicalisme, il s'agirait d'un intermédiaire, ce qui est assez mystérieux comme définition sociale. Ce qui fait dire à un correspondant: “En somme nous avons les partis “ouvriers” et / ou les syndicats d'un côté et de l'autre une classe ouvrière mythique, suspendue entre ciel et terre qui “accepte” en fait les miettes apportées par les syndicats fondés sans doute par les petits hommes verts importés par un patronat qui, pas folle la guêpe, a en somme inventé les syndicats pour châtrer la classe ouvrière.” (n° 76, p46)

Dans le récit événementiel du mouvement, *Echanges* est toujours à deux doigts de reconnaître le syndicalisme comme mode d'existence et d'activité de la classe : "Des organismes parallèles ne se créent que si les structures en place ne répondent pas à ce qu'attendent ceux qui luttent et les syndicats, dans la période montante de la lutte, ayant tiré l'expérience des coordinations précédentes ont pris bien soin de laisser les assemblées de grévistes libres de définir leurs actions" (p35). Une telle affirmation, fondamentalement juste, devrait amener *Echanges* à reposer le problème des syndicats et du syndicalisme, qui ici sont bien définis comme une existence fonctionnelle de ce qu'est la classe dans son rapport conflictuel au capital, et non comme une simple forme organisationnelle, un outil, ou un intermédiaire.

Dans le n° 78, toujours à propos de l'acceptation du référendum par les travailleurs d'Air-France, on peut lire p24 : "Les sociologues, aussi bien du côté patronal que syndical, ont bien travaillé et toutes les touches du piano de la collaboration de classe vont être utilisées pour cette réintégration des travailleurs dans la fonction capitaliste de l'entreprise : élitisme d'entreprise, survie d'une entreprise nationale, serrer les rangs contre l'étranger...coopération, consultation ; qu'on ne s'y méprenne pas il ne s'agit pas de valeur plaquées artificiellement par la direction et les syndicats sur un ensemble hétérogène d'intérêts (la structure capitaliste elle-même), hétérogénéité provisoirement estompée par une certaine unité dans la lutte *mais de l'expression même de ces intérêts qui existent pour autant que l'entreprise existe*...La direction fait tout pour promouvoir une autre unité : celle de la pérennité de l'entreprise impliquant tous les travailleurs.". On est très près de la reconnaissance du syndicalisme comme fonction de la classe dans le mode de production capitaliste, de la compréhension de l'implication réciproque. Même, dans le n°78, un texte américain de Rachleff, identifie absolument la remontée de la lutte de classe aux Etats-Unis et les mouvements de renouveau et de recomposition syndicaux sur la base du localisme, de la segmentation sexuelle ou communautaire de la force de travail et cela sans un soupçon de recul critique. Cependant il ne s'agit pas d'une définition structurelle de la classe dans une totalité qui serait le mode de production capitaliste, mais d'intérêts provisoirement communs dans la mesure où l'entreprise existe, de collaboration de classe, d'intégration. En fin de compte on comprend qu'il ne s'agit pas d'un rapport structurel, mais d'un rapport de forces. Une formule de cette citation est intrigante : "la fonction capitaliste de l'entreprise", y en a-t-il une autre? quand on parle de la révolution comme gestion nouvelle, on peut se poser la question.

Alors que dans le récit événementiel *Echanges* et sur le point de reconnaître le syndicalisme comme fonction de la classe ouvrière dans son implication réciproque avec le capital, et donc la classe comme classe de ce mode de production, il en va tout autrement quand il s'agit des "tendances profondes".

A propos des manifestations durant le mouvement de nov-déc : "...ces manifestations ne parviennent pas à exprimer des revendications et une organisation propres". Pour *Echanges* tant que le mouvement ne dépasse pas le syndicalisme tout ce qu'il dit ou fait ne lui est pas propre, alors que par ailleurs toutes les analyses ou descriptions se fondent sur un déterminisme radical du style : les ouvriers ne font jamais que ce qu'ils ont décidé de faire. Il faudrait reconnaître que le syndicalisme est une organisation et une revendication propres des travailleurs qui, bien sûr peuvent faire bien d'autres choses plus excitantes., mais cela *Echanges* ne le peut sans perdre ses "tendances profondes", c'est à dire sa conception de la révolution comme auto-libération de la classe. Il faut donc qu'elle soit toujours, positivement, dans le mode de production capitaliste autre chose que son rapport d'implication réciproque et contradictoire avec le capital, par lequel structurellement elle se définit, même si cette auto-libération que portent ces "tendances profondes", se résume caricaturalement à "une autre redistribution de la plus-value." (n° 80, p 7)

Une telle conception de l'auto-libération de la classe réclame que les "tendances profondes" apparaissent : "Les manifestations sont en quelque sorte le prolongement de l'unité et de l'ouverture des assemblées générales tout comme des contacts horizontaux qui s'établissaient. Des embryons d'inter-comités locaux qui ne sont pas des intersyndicales mais plutôt des inter-collectifs de base organisent les départs en commun à partir de lieux locaux de rassemblement vers les lieux de manifestations..."(p33). "C'est la base qui tient le mouvement" (p45). Pourtant, p39 : "leur (de la part des syndicats) apologie de la démocratie d'assemblée leur laisse le contrôle de tout ce qui est au-delà, notamment l'organisation des manifestations". Quelques parasites apparaissent là entre les "tendances profondes" et le récit. Mais cela n'empêche que "le mouvement à la S.N.C.F, qui fut au centre de la grève, fut un mouvement spontané en ce sens que, s'il se greffa sur une action limitée syndicale, sa prolongation en grève illimitée fut uniquement l'action de la base (...) La cohésion des assemblées de grévistes...faisait que toute manoeuvre et manipulation devenait difficile...La démocratie de base existait. Il n'apparaissait pas nécessaire de créer d'autres structures." (n°80, p 5). Ce qui n'empêchait tout de même pas les syndicats sans manipulation, ni manoeuvre, de tout contrôler au delà des assemblées. *Echanges* ne soulève pas le problème qu'il y a à considérer que d'une part le mouvement est totalement dans les assemblées générales aux mains de la base, que la démocratie de base existe, que ces assemblées de par leur cohésion sont très difficilement manipulables, et d'autre part que ces assemblées laissent aux syndicats l'organisation et

l'initiative sur tout ce qui dépasse leur strict déroulement interne. *Echanges* ne semble pas s'apercevoir des affirmations contradictoires qui se succèdent dans son texte à propos de la question : “qui tient le mouvement?”. Dans le texte sur la grève d'Air-France (n°78), il était question de la “dialectique” entre “l'élan des grévistes” et le syndicalisme. Même s'il s'agissait toujours d'un rapport entre l'activité de la classe et quelque chose qui lui est comme un encadrement, le fameux médiateur, une tentative d'explication de ce genre de situation était avancée. Ici rien. Il semblerait qu'*Echanges* dans ce mouvement de Nov-Déc 95, soit incapable d'avancer la moindre critique de la démocratie de base. Lorsque celle-ci prend un peu d'ampleur, elle est située en opposition pure et simple avec les syndicats, presque deux mondes différents, chacun laissant faire l'autre.

Dans le texte sur le mouvement, publié dans le n°80 (p7), la tendance à l'affirmation de la classe est même présentée comme un “pouvoir réel” en passe de se substituer au pouvoir légal. C'est toute la problématique sous-jacente d'*Echanges* qui se révèle. C'est la révolution comme affirmation de la classe, présupposé idéologique d'*Echanges*, qui l'amène à la surévaluation des assemblées générales. Ce serait pour *Echanges* comme faire injure au mouvement que de voir dans la démocratie de base telle qu'elle a réellement existé, une faiblesse du mouvement lui-même. Elle exista beaucoup pour elle-même, sans autre but que son propre fonctionnement. Il s'agirait de comprendre cette faiblesse comme “la liaison dialectique” avec le syndicalisme, non en tant que rapport entre un “élan” et une “entrave”, un contrôle, mais rapport à l'intérieur de l'activité de la classe, dont le syndicalisme fait tout autant partie que la démocratie de base.

Quand, en conclusion de la brochure, comme titre du dernier chapitre, *Echanges* pose la question : “Les syndicats ont-ils dirigé la grève ou la grève a-t-elle dirigé les syndicats?”, le texte répond en faveur des “tendances profondes” auxquelles les syndicats, définis ici sans ambiguïtés aucune comme organe de médiation, essaient de s'adapter. Ce qui n'empêche, et c'est là tout l'intérêt d'*Echanges*, de décrire de façon extrêmement intéressante cette évolution et adaptation des syndicats en en faisant remonter le processus à la fin des années 80 avec les coordinations, en outre l'analyse de l'impasse des nouveaux syndicats radicaux tape juste :

“La grève a provoqué des remous conséquents parmi les centrales syndicales. Principalement dans les centrales les plus engagées ouvertement dans la régulation du marché du travail ; elles le sont toutes mais assumant plus ou moins ouvertement leur fonction essentielle..., il est évident que l'usure des centrales traditionnelles empêtrées dans leurs positions reconnues qu'il leur faut à tout prix préserver, chacune jouant sur le registre qui lui paraît le mieux adapté à son passé dans la compétition sévère pour la place d'interlocuteur privilégié, leur laisse peu de choix dans des conflits de l'ampleur de celui de décembre. D'où des contestations internes et des scissions qui, objectivement, signifient le développement, à la mesure de ce que nous avons dit de la désaffection des médiations traditionnelles, d'un renouveau syndical mieux adapté à la présente situation : cela remonte à plusieurs années déjà, comme un sous-produit des coordinations de la fin des années 80, d'exclusions pour refus de se plier à la politique des centrales, de scissions pour jouer d'une autre façon dans la “défense des acquis.” (p64). Sur la création de nouveaux syndicats : “...leur crédibilité dépendra non pas de la justesse de leurs positions et de la vigueur à les défendre, mais de leur capacité de discussion avec les directions, donc de participer à l'aménagement du système, exactement ce qu'ils peuvent reprocher actuellement aux centrales traditionnelles. S'ils veulent garder -- sans concessions-- leur position de “lutte de classe” acquise dans les conflits actuels, ils seront éliminés ou réduits à végéter, à plus ou moins brève échéance, car il n'y a plus de place sous le capitalisme autre que d'intermédiaire entre le capital et le travail pour la fixation du prix de la force de travail...” (p64). A propos des centrales traditionnelles : “Il leur sera difficile de revenir sur ces positions (les positions inhabituelles de “démocratie totale”), et leur rôle d'autrefois d'organisation dictant au prolétariat la ligne à suivre s'en trouve complètement transformée.” (p65) C'est pour de telles analyses que la lecture d'*Echanges* est irremplaçable et constitue une base, un stimulant et une référence pour toute analyse théorique.

Il faut lire *Echanges* pour comprendre la lutte de classe, non seulement pour le côté informatif mais aussi pour l'analyse théorique qui y est développée et qui doit être comprise comme telle. Le but de ce texte est simplement de mettre à jour cet appareil idéologique sous-jacent à ces analyses, en donner une grille de lecture pour en tirer le maximum, et ce malgré le ton parfois un peu polémique de ces notes.

Des luttes actuelles à la révolution

L'analyse du mouvement de grèves de décembre 95, telle que nous l'avons développée dans le livre "Le journal d'un gréviste", contraint à remettre sur le métier une question théorique essentielle : la liaison entre le cours quotidien de la lutte de classe et la révolution. Pour essayer d'avancer sur cette question fondamentale mais délicieusement sensible, il faut commencer par faire le point sur ce qui était et est toujours, en grande partie, notre position. Cette dernière est exposée de la façon la plus synthétique dans un texte de septembre 91, publié dans T.C. 12, pages 78 à 85.

La critique du programmisme constitue le point de départ de notre position : si la révolution et le communisme sont bien l'oeuvre d'une classe du mode de production capitaliste, ils ne sont pas, en droite ligne, la victoire d'un des termes de la contradiction en jeu dans l'exploitation. Il ne s'agit pas de la victoire du prolétariat développant et affirmant ce qu'il est dans le mode de production capitaliste et s'élevant en classe dominante. La proposition fondamentale, principielle, qui en résulte est alors la suivante : *il ne peut il y avoir transcroissance entre le cours quotidien de la lutte de classe et la révolution, celle-ci est un dépassement produit dans et par cette contradiction.*

S'il n'y a pas transcroissance, il y a donc un moment médiateur entre ce cours quotidien de la contradiction entre prolétariat et capital et son dépassement. Ce moment médiateur, c'est alors la crise : "Pour qu'il y ait révolution, il faut qu'il y ait crise impliquant une non-reproductibilité (le rapport de prémisses) de l'implication réciproque." (p 79). Le rapport de prémisses est la situation limite de l'implication réciproque entre prolétariat et capital. Dans ce rapport le prolétariat est simultanément impliqué et reproduit comme classe par le capital (la crise du rapport salarial, le chômage massif, ne changent rien à la définition sociale de la classe), comme classe de la valorisation, et incapable de le valoriser, non seulement de par le développement quantitatif de celui-ci, mais surtout de par le contenu qualitatif de ce développement (la restructuration actuelle, le nouveau cycle de luttes). Le rapport de prémisses est alors une pratique dans laquelle le travail accumulé est posé par le prolétariat comme prémisses d'un libre développement de l'humanité dépassant l'aliénation qui est l'existence, comme présupposition, d'une particularité sociale à reproduire, ce qui est la définition des classes.

"Le mouvement qui fait passer la liaison entre le cours quotidien de la lutte de classes et la révolution, d'une abstraction théorique à une relation immédiate,...ce mouvement est la crise économique générale du rapport de production capitaliste." (d°). Inversement, tant que l'implication réciproque entre prolétariat et capital se résout dans la reproduction du capital et son autoprésupposition, l'activité du prolétariat dans la contradiction trouve dans cette implication une limite infranchissable. Cette situation de la contradiction à l'intérieur de l'autoprésupposition définit les notons de luttes immédiates et de cours quotidien de la lutte de classes et aucune dynamique interne ne leur permet, dans ce cadre, de dépasser cette situation.

Les luttes quotidiennes ce ne sont pas essentiellement des événements mais, la partie émergée de la contradiction entre prolétariat et capital, telle qu'elle est le développement du capital. Il s'agit de la conflictualité constante dans le cadre du travail et / ou de la reproduction sociale. Elles sont par là principes de l'accumulation et se résolvent dans l'autoprésupposition du capital, sans que celle-ci les épuise en ce qu'elles procèdent d'affrontements d'intérêts irréconciliables. Elles sont le principe par lequel ce développement se formalise dans les transformations du procès de travail, de la reproduction sociale de la force de travail, de la concurrence entre les capitaux. On pourrait même considérer, c'est un point extrême, que la notion de luttes quotidiennes a encore cours dans une situation révolutionnaire (cela mériterait discussions). La défense des intérêts immédiats contraint le prolétariat à agir pour la destruction du système dominant, mais elle ne peut se confondre avec la destruction de ce système. Les deux peuvent être considérés soit comme des moments diachroniques, soit même comme des instances synchroniques dans la révolution qui pourra connaître leur opposition. C'est là qu'il faudrait distinguer : "s'emparer des moyens de productions" et "considérer le capital comme prémisses".

C'est dans ce système que nous critiquons toutes les démarches interventionnistes, qui de la situation constamment contradictoire entre le prolétariat et le capital passent plus ou moins directement à la révolution. Ces démarches reposent toujours sur un non-dit : "ce n'est pas la révolution, mais ça en est le procès." (pédagogie, construction d'une force alternative). Le dépassement de cette structuration de la lutte de classes, comme cours quotidien, ne dépend pas, dans la problématique ainsi définie, d'une dynamique interne des luttes, car celles-ci sont définies dans cette structuration, mais du changement de la forme générale de la contradiction, la crise de la reproduction du capital.

Cependant la position développée dans T.C.12 ne se limite pas à une opposition statique entre cours quotidien et révolution, nous affirmons un lien historique entre le cours quotidien et la révolution. La nature de ce lien est double : *formel* et *dynamique*.

1) En ce qui concerne son aspect *formel* : le cours quotidien de la lutte de classes donne forme à la contradiction telle qu'elle se structure dans la crise et la révolution. C'est la même contradiction, historiquement définie, qui structure le cours quotidien d'un cycle de luttes, qui est la dynamique de l'implication réciproque, et qui éclate comme non-reproductible dans la révolution. Pour le nouveau cycle de luttes on abstrait trois caractéristiques fondamentales, qui le différencient radicalement du programmatisme : disparition de toute confirmation d'une identité ouvrière ; toute lutte trouve dans ce qui la définit ses propres limites comme étant la reproduction du rapport (limites que cette reproduction lui signifie chaque fois de façon spécifique, selon ses propres caractéristiques) ; l'affrontement avec le capital, est pour le prolétariat affronter sa propre constitution en classe. Considéré dans sa plus grande généralité sous l'aspect de ces trois principes, le cours quotidien de la lutte de classe structure son dépassement en révolution. Dans une période où la lutte quotidienne se structurerait comme montée en puissance de la classe à l'intérieur du capital, l'objectif de la révolution ne pouvait être immédiatement le même que dans le cycle de luttes actuels.

La communisation de la société n'est pas le résultat de l'élimination préalable du capital, elle est comme abolition du capital, l'activité dans laquelle le prolétariat s'abolit. L'activité révolutionnaire du prolétariat produit le capital comme prémisses d'un libre développement de l'humanité (désobjectivisation pratique). Le rapport de prémisses est un rapport contradictoire entre le prolétariat et le capital, dans ce rapport le prolétariat est simultanément impliqué et reproduit par le capital comme classe de la valorisation, et incapable de le valoriser, non seulement de par le développement quantitatif de celui-ci, mais de par le contenu qualitatif de ce développement. C'est le moment où le cours quotidien de la lutte de classe produit son dépassement, c'est le moment de sa fusion. L'incapacité qualitative à valoriser le capital est dans la crise de la phase qui s'ouvre avec la restructuration actuelle, le point ultime de la signification historique du capital, elle répond sur la base d'une modification qualitative de la structure de la contradiction entre le prolétariat et le capital (nouveau cycle de luttes), à la question faussement naïve : "jusqu'à quand le taux de profit devra-t-il baisser ?".

Le rapport de prémisses est alors une pratique dans laquelle la valeur accumulée est posée par le prolétariat comme prémisses d'un libre développement de l'humanité. L'indépendance des rapports sociaux, qui caractérise l'aliénation, n'est rien d'autre que la scission de la société en classes, dont la reproduction passe nécessairement par leur implication réciproque. Cette reproduction est par là pour chacune une présupposition étrangère et antagonique. L'aliénation c'est l'existence, comme présupposition antagonique, d'une particularité sociale (définition des classes) à reproduire.

Rapport entre les classes, le rapport de prémisses n'est pas une base objective existant en dehors de la pratique du prolétariat, il n'est dans ce stade du procès de la révolution qu'activités de fractions communistes de la classe. Fractions, car la classe est par définition prise dans la reproduction du capital, même en crise, c'est cela en outre la médiation de l'activité révolutionnaire, quant à son contenu, par l'opposition au capital. En abolissant toute présupposition antagonique d'une particularité sociale à reproduire, l'activité du prolétariat contre le capital est une désobjectivation pratique du monde dans lequel se meut l'activité humaine ; une désobjectivation de tout le travail social accumulé dans le capital, en ce que celui-ci, comme rapport social, est nécessairement objet. Après que le capital a désenchanté le monde, le prolétariat le désobjective. Il fallait le capital pour produire ces notions extravagantes d'activité en soi, et de produits en soi, ou conditions de l'activité. Il fallait le capital, pour poser leur rencontre comme ayant pour préalable, et résultat, l'objectivité, contrainte latente à sa reproduction, forme à reproduire du rapport social, et faire de cette rencontre même, le mouvement de l'objectivité.

Dans le rapport de prémisses, l'accumulation du travail social perd la détermination sociale contradictoire du capital, c'est-à-dire perd son caractère d'objectivité. L'activité comme sujet, le produit comme objet, perdent leur détermination sociale antithétique de travail et de capital et leur séparation, présupposant leur rencontre et en résultant tout aussi constamment. Comme rapport social à reproduire, le capital est nécessairement objet (capital latent, capital en soi), face au travail. La désobjectivation pratique du monde des produits de l'activité sociale antérieure, c'est l'abolition de leur détermination sociale contradictoire face au travail salarié, et de la détermination sociale contradictoire de l'activité comme sujet en soi, en tant que travail salarié. L'objectivité et la subjectivité sont abolies dans ce qui les définit comme objectivité et subjectivité : la contrainte à être reproduites dans leur séparation. Séparation qui, comme préalable et résultat, définit le capital comme objectivité et le travail salarié comme subjectivité.

"Mais au fait que sera la richesse une fois dépouillée de sa forme bourgeoise encore limitée ? Ce sera l'universalité des besoins, des capacités, des jouissances, des forces productives, etc. des individus, universalité produite dans l'échange universel. Ce sera la domination pleinement développée de l'homme sur les forces naturelles, sur la nature proprement dite aussi bien que sur sa nature à lui. Ce sera l'épanouissement entier de ses capacités créatrices, sans autre présupposition que le cours historique antérieur qui fait de cette totalité du développement un but en soi ; en d'autres termes, développement de toutes les forces humaines en tant que telles, sans qu'elles soient mesurées d'après un étalon préétabli.

L'homme ne se reproduira pas comme unilatéralité, mais comme totalité. Il ne cherchera pas à demeurer quelque chose qui a déjà été, mais s'insérera dans le mouvement absolu du devenir" (Marx, "Fondements ..." Ed Anthropos, p 450). Nous n'avons pas affaire là à un état social indépendant du développement même du capital, qui ne ferait que lui succéder, mais à la résultante de ce développement contradictoire. La production de ce devenir s'effectue comme lutte de classes, et plus précisément comme contenu de la contradiction dans laquelle le prolétariat abolit les classes.

Affrontant sa constitution en classe dans le capital, l'activité révolutionnaire du prolétariat est production de rapport entre individu dans leur singularité. Le rapport de prémisses est l'achèvement du nouveau cycle de luttes, déterminé par le contenu de celui-ci : la contradiction au niveau de la reproduction du rapport, la coalescence entre la constitution en classe du prolétariat et sa contradiction avec le capital, la disparition corrélaire de toute identité ouvrière. La contradiction entre les classes est devenue la "condition" de sa propre résolution comme immédiateté sociale de l'individu.

2) En ce qui concerne son aspect *dynamique* : la contradiction entre prolétariat et capital qui fonde le cours quotidien de la lutte de classe est pour le capital sa propre dynamique (tous les problèmes découlent en fait de cette identité). Le capital subsume la contradiction dans son propre cycle, mais cette contradiction devient par là-même les multiples contradictions internes du procès d'accumulation capitaliste, et fonde la réalité et la pertinence de l'économie. La contradiction entre le prolétariat et le capital, telle qu'elle est le cours quotidien de la lutte de classes et le cours dynamique des contradictions du capital, constitue et nécessite la crise de la reproduction comme médiation à son dépassement. Cela parce que la contradiction devient nécessairement économie dans son procès, sous une forme historique chaque fois spécifiée. Et non de par une fatalité de la détermination économique de la lutte de classe.

Ce deuxième aspect reprend en lui-même le premier. Il fait que, étant données les caractéristiques du cycle de luttes, en produisant le développement du capital comme la médiation à son dépassement, le cycle de luttes produit son dépassement non dans ses caractéristiques internes mais dans la crise du rapport d'implication réciproque. Etre contre le capital c'est, dans ce cycle, être contre les limites du cours quotidien qui ne sont plus produites comme internes à lui, mais comme reproduction du capital. Pour chaque lutte, ces limites sont produites, de façon spécifique, par la manière dont cette reproduction conflictuelle, où dans ce cycle se constitue la classe, est toujours susceptible de renvoyer à chaque lutte sa propre base d'existence, la reproduction du capital, comme fractionnement, isolement, fixation, marginalisation...

Nous pouvons encore considérer toute cette problématique comme opératoire en ce qui concerne la liaison entre le cours quotidien de la lutte de classe et la révolution. Cependant, un point est laissé dans l'ombre, un point essentiel : le passage des luttes du nouveau cycle à la révolution dans l'activité de la classe. Nous savons qu'il ne s'agit pas d'une transcendance, mais si nous n'abordons pas cette question en tant qu'activité de la classe, nous conférons à la crise un rôle démiurgique, en ne la concevant que comme crise du capital modifiant l'activité de la classe, modification qu'elle ne fait alors que subir. Quel est du point de vue de l'activité de la classe, le contenu de ce passage ? Qu'est ce que la crise de la reproduction du rapport d'implication réciproque en ce qu'elle est mouvement de l'activité du prolétariat ? La liaison entre le cours quotidien et la révolution, après avoir été correctement posée, devient au dernier moment, au moment crucial, une liaison externe, celle de la crise délimitant deux moments de la lutte de classe, dont on ne produit pas les connexions internes comme *activité de la classe* dans la crise.

Toute la limite de cette problématique, malgré les liens produits entre cours quotidien et révolution, procède, en ce qui concerne la liaison comme activité de la classe, d'une opposition rigide entre d'une part les notions de "prospérité capitaliste" et de "calme social", et d'autre part celle de "crise". "Prospérité capitaliste" et "cours quotidien" ont tendance à se muer en concepts face à celui de "Crise", et à ce moment là il ne reste plus qu'à construire un système, où de toute façon la question essentielle de la lutte des classes et de sa transformation en révolution sera par avance résolue dans la définition des concepts opposés de "prospérité" et de "crise". La lutte des classes n'apparaîtra plus que comme le sang et les larmes de l'accumulation.

Cette coupure formelle entre crise et prospérité nécessite alors de conférer un "sens" au développement économique. Les notions d' "irreproductibilité" du rapport capital-prolétariat, ou de "tendance à l'irreproductibilité" (quel que soit le contenu qu'on lui donne) apparaissent comme "sens" de la crise économique généralisée. Ce "sens" vient suppléer ce que l'on ne conçoit pas : la lutte de classe à l'intérieur de la reproduction du capital dans son propre mouvement de dépassement, en tant qu'action même de la classe. Il suffirait alors de dire : "crise de la reproduction", "crise de l'autoprésupposition", ou "pas de restructuration supérieure", "pas de perspective ouvrière programmatique". Avec ce "sens", l'irreproductibilité

du rapport entre prolétariat et capital est donnée d'emblée comme contenu prédéterminant les actions respectives des classes. Que les contradictions de cette reproduction préparent une crise économique générale, ne signifie pas ipso-facto que l'irreproductibilité est déjà la tendance existant dans le procès qui précède la crise. Les contradictions de l'exploitation, du taux de profit, de la concurrence sont largement suffisantes pour rendre compte de l'instabilité de la reproduction.

L'aggravation de l'irreproductibilité est en fait illimitée, asymptotique. En ayant enfermé la crise révolutionnaire dans le processus de l'irreproductibilité, dans le procès d'une impossibilité, comme déjà donné, même si ce n'est que comme sens, la révolution est une réaction : nier l'irreproductibilité. L'action du prolétariat a disparu.

L'irreproductibilité, le "sens" de la crise, sont de ces notions qui permettent de mettre la fin d'un processus, son aboutissement, dans le processus lui-même, en lieu et place de la production réelle de cet aboutissement et cela donne les "sens" et les "tendances". On construit alors le déroulement de la crise comme mouvement de son aboutissement. Après, comme d'habitude, il va falloir retrouver l'aboutissement sous diverses formes dans le procès qui le produit. Ce n'est pas en soi, dans le fait de différencier "prospérité" et "crise", que se trouve l'erreur consistant à résoudre à l'avance la question de la transformation des luttes en révolution ; c'est dans la façon dont on les articule ou non, et en général ces deux notions sont faites pour ne pas être articulées quand elles sont utilisées comme dernière instance du rapport "luttes quotidiennes" et "révolution". Dans la première (prospérité), la lutte de classe, par définition, a pour "sens" la reproduction du rapport, il n'y a pas besoin de dire plus, puisqu'on est en période de prospérité, dans la seconde, par définition également, son sens est "l'irreproductibilité du rapport". A partir de là, comment l'activité du prolétariat *devient* de l'une à l'autre, est une question qui est évacuée ou résolue d'avance dans la simple énonciation des deux concepts. On pourrait également décider d'appeler "crise", une situation de rupture révolutionnaire, mais on n'aurait guère avancé dans le problème, on l'aurait simplement supposé résolu par un artifice de vocabulaire. Le passage de la prospérité à la crise (notions que personne ne songe à nier) est la transformation, l'évolution d'un rapport entre prolétariat et capital. Ce n'est pas l'action du prolétariat qui met le capital en crise, mais les situations et activités respectives du prolétariat et du capital qui se modifient. Poser prospérité et crise comme constatation première, c'est poser d'emblée ce qui en réalité est un rapport entre les classes, comme cadre, prédéterminant les activités des classes en présence. c'est en cela que malgré le lien produit, l'opposition demeure rigide.

En critiquant le programmatisme, on a eu tendance à abandonner la révolution comme action de la classe. Lorsque celle-ci était une affirmation de soi, elle allait d'elle même. Depuis la critique du programmatisme nous faisons une théorie dans laquelle l'activité du prolétariat est constamment problématique. Il est exact qu'elle ne va plus de soi en tant qu'activité révolutionnaire, comme elle pouvait aller de soi dans le programme, où la révolution était la poursuite de façon radicale de son activité d'auto-affirmation dans le mode de production capitaliste. A la place nous avons eu tendance à créer des "systèmes de la révolution". Nous avons bien-sûr montré que ce n'était pas *La* contradiction qui produisait le communisme, mais dans la contradiction, le prolétariat qui produisait le communisme contre le capital, de par sa situation et sa définition dans la contradiction (T.C.8 et 9). Tout cela est bel et bon, mais il nous faut retrouver l'action de la classe partant de ce qu'elle est contre le capital et se déterminant elle-même contre lui. La révolution a lieu non pas parce qu'on arrive au terme du mouvement des contradictions (quelles qu'elles soient), mais bêtement, parce qu'à un moment le prolétariat fait la révolution, ce qu'une compréhension correcte de la contradiction entre prolétariat et capital doit inclure. Il y a un moment où toutes les déterminations, tous les procès contradictoires, toutes les significations historiques ne suffisent plus, si elles ne posent pas que c'est la lutte du prolétariat, dans *sa* dynamique, qui produit la rupture révolutionnaire.

La révolution est un conflit entre les classes qui met un terme au capital, elle est la détermination ultime du procès contradictoire du capital comme contradiction entre le prolétariat et le capital. C'est dans cette contradiction de classes, de par son contenu, que le mode de production capitaliste apparaît comme un mode de production historiquement déterminé, parce qu'il produit une classe révolutionnaire, c'est à dire portant contre lui le dépassement de ses contradictions, et *le contenu de ce dépassement* comme période radicalement nouvelle de l'histoire de l'humanité. La fin est produite, elle n'est pas déjà le sens caché du mouvement : irreproductibilité, socialisation du travail ou de la nature etc. Il ne faut pas concevoir le procès des contradictions capitalistes produisant la révolution, comme étant déjà en lui même le procès de son achèvement comme révolution. C'est ce que j'appelle les "systèmes de la révolution". Systèmes dans lequel on ne conçoit qu'une contradiction est productive de son dépassement, que si on a fait de son dépassement ou de sa fin le principe même de son cours.

Le capital a des contradictions qui sont amenées à produire leur dépassement ou simplement des crises. Si par exemple, la précarisation peut, par analogie, dans une vision européenne, être baptisée "tendance à l'irreproductibilité", mondialement elle est intégration dans le procès de l'exploitation de millions d'individus. A partir du moment où l'on a engrossé

les contradictions du capital d'une tendance quelconque, on n'est plus à même de reconnaître ces contradictions comme la condition et le procès même de la valorisation. A ce moment là l'activité de la classe comme moment du dépassement de la contradiction, comme production réelle et non prédéterminée de ce dépassement devient superfétatoire, l'activité de la classe est cernée dans le système comme le mouvement de la fin par lequel seul le procès a existé, la fin donnée dans le procès comme activité.

Ce n'est pas l'irreproductibilité de cette contradiction qui produit la communisation. C'est la communisation qui rend la contradiction entre le prolétariat et le capital irreproductible. On ne peut poser et posséder tout le procès de la révolution et de la communisation avant l'action révolutionnaire, il ne s'agit pas ici de critiquer la prévision, qui est la réalité pensée, mais l'antériorité logique dans la construction des éléments d'un système, qui se prend pour le déroulement de la réalité. Un "système de la révolution" n'a pas de saut qualitatif, de point de fusion, c'est en cela que l'action révolutionnaire disparaît.

On peut concevoir la limite du capital comme révolution sans passer par l'hypostase (le grand mot est lâché, j'ai évité téléologie) du "sens de la crise". Qu'est ce qui fait de cette "crise finale" une crise finale ? Rien d'autre que son déroulement, et non l'accomplissement d'un sens ou d'une tendance. C'est la crise du mode de production capitaliste dans les termes du mode de production capitaliste, elle résulte de la baisse du taux de profit, contradiction entre des classes (c'est en cela que la question souvent posée : "jusqu'à quel point devra-t-il baisser?", n'a pas de sens.). Il faut partir du fait que dans tous les conflits, le plus important est la distinction dans la reproduction du capital de l'activité de classes distinctes. C'est dans tous conflits ce qui saute aux yeux. Constamment de la simple résistance dans le procès de travail, à la grève généralisée ou insurrectionnelle, ce sont deux activités de classes qui s'affrontent, celle du prolétariat et celle du capital. C'est constamment que le prolétariat est en contradiction avec l'existence sociale de son travail comme valeur accumulée devant se valoriser dans la reproduction de l'échange avec le travail vivant. C'est constamment, dans le procès de la valorisation, qu'il se constitue comme classe, c'est à dire comme activité socialement distincte contre l'activité du capitaliste.

L'activité du capital dans la crise est une aggravation de l'exploitation de toute la classe, même si cela passe par un chômage massif et même cela passant par un chômage massif ; le prolétariat comme d'habitude lutte contre cette aggravation. On est toujours, ici, dans la structure du cours quotidien des luttes. La crise se produit comme crise finale dans le fait que dans cette lutte se produit un mouvement double et symétrique.

Du côté du capital, comment, avec quels objectifs (que l'on peut même envisager comme consciemment poursuivis), le capital affrontera-t-il le prolétariat ? Comment se produit le fait que son accumulation ne parvient plus à avoir un sens contre le communisme ? Jusque là, cette capacité résidait pour le capital dans l'approfondissement de son processus contradictoire (cf "Fondements" t 2 p 222), mouvement dans lequel son propre développement est qualitativement la réponse adéquate au communisme, au communisme tel qu'il se présente historiquement dans chaque cycle de luttes. Le capital ne parvient pas à "retourner" la lutte du prolétariat contre celui-ci, à la reprendre en lui, c'est l'impossibilité à restaurer le taux de profit. Toute crise dans laquelle le capital cherche à restaurer le taux de profit, si elle a pour victime essentielle tout le prolétariat, se déroule immédiatement dans des conflits intercapitalistes, dans lesquels comme classe du capital le prolétariat se trouve embarqué. Le conflit s'achève en ce que l'une des aires capitalistes parvient au travers de la dévalorisation générale de la crise, à représenter une solution globale pour tous les capitaux, y compris les vaincus, par le mode de valorisation qu'elle est à même de promouvoir. Il ne fait aucun doute que le capital reprendra cette démarche, qui n'est pas une tactique, un machiavélisme, mais une fatalité inscrite dans sa nature. C'est dans ce mouvement là que les conditions antérieures de la valorisation, et du cycle de luttes, seront déterminantes : contradiction entre prolétariat et capital se définissant au niveau de la reproduction de leur rapport ; disparition d'une identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital ; identité entre l'existence comme classe du prolétariat et sa contradiction avec le capital ; la contradiction au niveau de la reproduction, c'est à dire au niveau de sa reproduction, pose, dans sa forme et dans son contenu, le rapport de prémisses comme son dépassement, c'est l'impossibilité pour le capital à reproduire en lui sa contradiction avec le prolétariat. L'énoncé même de ces conditions antérieures montre qu'il n'y a pas de situation qui, saisie unilatéralement, soit sans issue pour le capital. La crise du rapport d'exploitation est donnée dans le prolétariat et dans le capital, comme recherche de l'aggravation de l'exploitation et comme résistance à cette aggravation. C'est cette résistance qui dans son déroulement spécifique montre que le roi est nu, que contre le prolétariat et, de par l'activité de celui-ci, il ne peut produire un mode de valorisation supérieur. C'est dans cet instant que la contradiction entre les classes se transforme de moment de l'implication réciproque, en extériorisation de l'appartenance de classe. L'activité du prolétariat peut devenir, dans ses objectifs, dans le cours des mesures de lutte contre l'exploitation, attaque pratique des déterminations mêmes de l'exploitation.

Du côté du prolétariat : il n'est amené à agir pour la destruction du système dominant que parce que la défense de ses intérêts immédiats l'y contraint. Mais il ne peut faire de cette destruction une conquête progressive et ne peut la mener à terme que comme l'abolition de toute les classes et de lui même comme classe, cette abolition n'est même pas une résultante nécessaire de celle du capital, mais le contenu des mesures qu'il prend dans cette lutte contre le capital. Le procès de dépassement de la lutte revendicative s'amorce dans la lutte revendicative elle-même, lorsque celle-ci, à l'intérieur d'elle-même, pose ses exigences sans tenir compte de la logique de reproduction du système, et par là tend à remettre en question les conditions mêmes de l'existence de l'exploitation. C'est à dire simplement lorsqu'elle devient dans son cours de lutte revendicative jusqu'au boutiste, dépassant par là sa cohérence de lutte revendicative.

Quand dans une société capitaliste on remet en cause au niveau social le partage entre salaire et profit, il devient vite évident, pour ceux qui sont dans la lutte, que cette société ne peut aller à l'encontre de ses propres bases, de sa propre logique, ce sont les notions mêmes de salaire et de profit qui peuvent devenir les prochaines cibles. Se trouver dans une situation, où c'est l'abolition de la société dans laquelle nous sommes nous-mêmes engagés, définis, qui devient l'objectif du mouvement, de plus dans une situation sociale où en nous-mêmes, que ce soit comme salariés, prolétaires ou travailleurs, on ne peut plus se produire une identité à libérer contre cette société, un projet de réorganisation de celle-ci sur la base du salariat ou du travail producteur de valeur, se trouver dans cette situation et agir en conséquence, c'est là que s'amorce la fusion d'un conflit. Cela signifie que l'appartenance de classe qui était nécessité, définition sociale préalable à reproduire parce qu'impliquant sa reproduction, devient contingente. S'il est évident que toute grève, toute lutte n'est pas potentiellement la révolution, inversement, une fois une périodisation correcte des cycles de luttes et des phases du capital établie, nous ne pourrions jamais définir à l'avance ...

La fusion d'un conflit est le moment où lutter contre le capital, devient, dans le cours de la lutte, remettre en cause sa propre condition de salarié, qui est alors produite dans le cours du conflit comme une contrainte extérieure, en même temps que c'est en tant que salarié que l'on se bat contre le capital et que simultanément on produit des rapports nouveaux. On communise la société, c'est-à-dire qu'on la supprime en tant que substance autonome du rapport entre les individus, qui se rapportent à eux-mêmes dans leur singularité. Les rapports sociaux antérieurs, sans que cela tienne à un plan d'ensemble inexistant et impossible, se délitent dans cette activité sociale où l'on ne peut faire de différence entre l'activité de grévistes et d'insurgés et la création d'autres rapports entre les individus, de rapports nouveaux, dans lesquels les individus ne considèrent ce qui est que comme moment d'un flux ininterrompu de production de la vie humaine.

A partir de là, le passage à la fusion n'est pas un processus interne à la classe, mais son conflit avec le capital et l'évolution des rapports de forces, donc des objectifs et de la conscience qui se déterminent dans la lutte. C'est un procès dans lequel le capital est lui-même acteur, procès auquel il cherche à conférer un sens, dans lequel il construit, comme sa nécrologie, sa signification historique. L'issue de la lutte si elle dépend de la période du capital où elle se déroule n'est jamais donnée d'avance. De par sa nature, la fusion d'un mouvement ne peut se réduire à la somme de ses conditions, car elle en est le dépassement et non l'accomplissement.

Ici le prolétariat ne se distingue pas, formellement, des autres classes révolutionnaires de l'histoire, il n'est amené à agir pour la destruction du système dominant que parce que la défense de ses intérêts immédiats l'y contraint objectivement. Il s'en distingue substantiellement, en ce qu'il ne peut faire de cette abolition une conquête progressive, une montée en puissance à l'intérieur de l'ancien système (comme la bourgeoisie), en ce qu'il ne peut abolir la domination de la classe dominante sans s'abolir lui-même comme classe et toute société de classes. Dans le cours historique du mode de production capitaliste, une telle situation est l'aboutissement d'un cycle de luttes où le rapport entre prolétariat et capital ne porte plus la confirmation d'une identité prolétarienne face au capital, où la contradiction entre les classes se situe au niveau de leur reproduction.

A force de rendre problématique l'action du prolétariat, on a perdu de vue qu'il partait simplement de ce qu'il est, pour produire autre chose que le capital. On a perdu toute la force qu'il y a dans le verbe faire. Quand on dit que le prolétariat fait la révolution, c'est ce "faire" qu'il faut fouiller, comme action de la classe. Le point crucial qui définit ce faire, c'est le moment où la lutte arrive à ce climax où dans la classe en lutte, les rapports contre le capital se tendent à un point tel que la définition comme classe devient une contrainte extérieure, où l'appartenance de classe se construit comme contingente. Cela parce que déjà, dans la lutte, des divergences, des clivages, parfois violents, sont apparus à l'intérieur de la classe, de telle sorte qu'elle n'apparaît plus comme une fatalité, comme un rapport ou une action allant de soi.

Nous pouvons toujours théoriquement nous approcher à une distance infinitésimale de ce point de fusion de la lutte de classe, mais en tant que tel il échappera toujours à la détermination théorique. Nous pouvons réunir théoriquement toutes ses conditions, déterminer même qu'il ne peut pas ne pas se produire, sans jamais pouvoir déterminer pourquoi là, il se

produit. Historiquement le nombre de ces conditions est infini, il en résulte que dans la théorie c'est toujours une probabilité d'évolution que nous appréhendons. Cependant il arrive toujours un moment où à force de frapper des boules, on fait un carreau. De par sa nature même ce moment échappe à la détermination théorique, car il met en jeu l'action du prolétariat en tant que classe, au moment où l'appartenance de classe devient contingente. C'est, par exemple, l'aspect désespéré du livre de Trotsky sur la révolution russe : la recherche du pourquoi de ce moment qui échappe toujours à toutes les causalités qu'il accumule.

Ce n'est pas l'aggravation illimitée de la crise qui produit la révolution, mais l'action du prolétariat dans la crise qui produit le communisme. Il ne s'agit pas d'un simple "il faut manger, il faut survivre" face à la crise de la reproduction capitaliste. C'est un "il faut survivre", qui a un contenu fourni par ce que le prolétariat est contre le capital et qui transforme la "réaction" en *action positive* contre le capital, pour produire le communisme comme son dépassement. Il ne s'agit plus de réaction, la défense de ses intérêts immédiats a amené le prolétariat au point où il est conduit à agir pour la destruction du système dominant. S'il y a un saut qualitatif, c'est qu'il y a relation avec cette défense, articulation dans sa forme et son contenu. C'est, au cours de cette défense acharnée, la production de l'existence de classe comme contrainte extériorisée dans le capital qui est ce saut et cette articulation, qui est le moment où la défense de ses intérêts immédiats amène le prolétariat à abolir le système dominant. Cela parce que positivement il trouve en lui même la capacité à produire contre le capital, à partir de ce qu'il est comme classe, *autre chose* (cf T.C.9).

C'est dans la crise qu'il y a un moment où le jeu réflexif de l'implication réciproque parvient au point de l'extériorisation de la contrainte de classe, c'est là que l'implication réciproque, en crise, devient *action d'une classe* trouvant dans ce qu'elle est contre le capital, au moment où sa définition comme classe lui est contrainte extérieure, la capacité de produire le communisme. Cette situation n'est pas étrangère à tout le cours antérieur du capital dans sa signification historique comme contre-révolution, comme constant cours et dépassement de ses contradictions en tant que réponse au communisme. A ce moment le prolétariat devient à même de considérer tout ce cours antérieur du capital comme la propre condition d'existence de son dépassement.

En fait, la crise aboutit à une situation où le prolétariat est amené à dire (et à faire) : "moi je peux faire autre chose parce que je suis ce que je suis contre toi le capital". Bien-sûr, on en arrive là par la crise de l'implication réciproque, mais le moment de la communisation ne tient pas à une irréproductibilité produite comme une impasse qui, en tant que telle, ne pourrait être que niée, et donc obligerait à faire autre chose (pour survivre ?), mais à l'action révolutionnaire qui définit cette crise. La révolution par défaut, est inséparable de tous les "systèmes de la révolution". Depuis la fin du programmatisme, l'activité révolutionnaire du prolétariat est devenue si peu évidente (c'est un euphémisme) que la théorie le dispense même de *faire* la révolution. La révolution n'est pas une résistance, mais une rupture produite par cette résistance.

Le prolétariat met à jour dans sa lutte contre le capital les notions de salaire et de profit, pose par sa lutte la richesse produite et accumulée dans sa forme sociale de capital, c'est à dire impliquant l'existence du salariat, de la plus-value, de la marchandise, *qui le définissent lui-même* ; il commence à s'emparer des moyens de production comme mesure de sa lutte contre le capital. On est alors au stade où le mouvement comme lutte quotidienne atteint son point de fusion, l'eau va se mettre à bouillir, à changer d'état. Le moment du saut qualitatif est celui où, à partir de là, la classe, dans la lutte contre le capital, produit le propre fait d'être une classe comme une contrainte extériorisée, imposée par le capital. C'est le moment déterminant de la lutte des classes. Mais l'eau a beau bouillir, a beau avoir changé d'état c'est toujours de l'eau, heureusement.

Heureusement, car dans cette situation où l'appartenance de classe est la relation conflictuelle avec le capital, le prolétariat lorsqu'il "s'empare des moyens de production", le fait comme mesure dont la forme et le contenu lui sont fournis par ce qu'il est : abolition de l'échange, de la valeur, de la propriété, de la division du travail, des classes etc. ; sur la base de l'échange, de la valeur etc. C'est le moment où son action de classe n'a pour contenu que l'abolition des classes, la communisation de la société. L'eau cesse alors d'être de l'eau, même sous forme de vapeur.

La crise est ce moment de l'histoire du mode de production capitaliste où se noue l'irréconciliabilité absolue entre la logique de l'accumulation capitaliste et les revendications ouvrières que cette accumulation même implique, parce qu'elle les fait siennes en tant que mouvement nécessairement contradictoire de l'exploitation. La révolution ne procède pas directement de la résistance quotidienne, des luttes revendicatives, elle en est l'aboutissement non comme une transcendance, mais comme dépassement produit de cette irréconciliabilité. En tant que contenu, cette irréconciliabilité se donne comme production de la contingence de l'appartenance de classe, en ce qu'elle est alors produite au cours de la lutte comme contrainte, extériorisée dans le capital. C'est alors la mise en évidence pratique et la mise en cause du rapport structurel qui fait que la lutte est revendicative (cours quotidien) : le rapport salarial. La crise est avant tout crise de l'implication réciproque, de l'autoprésupposition du capital, elle est

par là ouverture intégrant ce qui est, l'histoire passée, comme libre prémisse et non comme détermination nécessaire à reproduire. La classe trouve alors, dans ce qu'elle est contre le capital, la capacité de communiser la société, au moment où simultanément, elle traite sa propre nature de classe comme extériorisée dans le capital.

ANNEXE

Bien que faisant parfois référence à un texte non-publié : “Le travail, sa fin et son dépassement”, la lettre qui suit éclaire la question de la liaison entre le cours quotidien de la lutte de classes, la révolution et le communisme. Dans cette lettre, la critique de ce texte est centrée sur le rejet d’une conception pour laquelle il y a coupure radicale entre la contradiction prolétariat / capital et le saut dans le communisme. La critique s’attache à montrer à quelles positions théoriques et à quelles impasses aboutit cette conception de la coupure et, sur quels schémas philosophiques elle repose : définition d’une essence de l’homme, hypostasie de tous les rapports sociaux et activités humaines, histoire comme réalisation d’un principe abstrait : téléologie. C’est toujours à la vieille question : “Comment une classe agissant strictement en tant que classe peut-elle abolir les classes?“, qu’il s’agit de se frotter.

La “détermination communiste du prolétariat” est le problème essentiel que soulève ta dernière lettre et les notes critiques sur “T.C 9” . Déjà, l’expression elle même me gêne à cause de la multiplicité d’approches qu’elle peut recouvrir et parce qu’elle évoque de façon presque obligatoire une nature révolutionnaire du prolétariat.

Je sais bien que pour toi cette notion n’est pas gênante, puisque à partir du moment où l’on dit que le prolétariat est révolutionnaire c’est qu’il a une nature révolutionnaire . Quant à moi je pense que la notion de nature révolutionnaire renvoie à quelque chose de beaucoup plus précis que la capacité du prolétariat à faire la révolution et à produire ,contre le capital, le communisme. Pour moi, “nature révolutionnaire” recouvre une positivité communiste, que le prolétariat posséderait en lui même, face ou contre le capital, et par laquelle il est en contradiction avec lui ; c’est en cela que c’est une notion qui appartient au programmatisme. Si la nature révolutionnaire ne renvoie qu’à une particularisation des termes d’une contradiction, peut-on encore parler de nature, terme qui définit une intériorité, définissant elle même la contradiction. Si le prolétariat a une nature révolutionnaire et, qui plus est, une “détermination communiste”, le communisme est le triomphe du prolétariat, même si son triomphe le fait disparaître ; comme le papillon est le triomphe de la chenille. C’est la contradiction entre le prolétariat et le capital qui porte le communisme de par le contenu spécifique de la particularisation du prolétariat dans cette contradiction.

Cette détermination communiste, que tu cherches tant à définir positivement, es-tu vraiment sur qu’elle trouve sa place dans ta conception de la révolution et du communisme ? En effet, chapitre 8 de ton texte sur le travail , tu écris : “Aucun rapport de classe ne peut évoluer de lui même vers un tel dépassement...”. Dans ton système le “rapport social de crise” vient justement établir, et combler, un hiatus entre le prolétariat comme classe et “le saut dans l’inconnu de la liberté absolue”. L’utilisation de la “ nécessité humaine du communisme “ ; de cette notion hybride “d’individu prolétaire” ; du “rapport social inter-individuel“, cache mal un des problèmes fondamentaux de ton texte : quand on a le prolétariat on ne peut avoir la révolution (communisation et non communisme), quand on a la révolution, on ne peut pas avoir le prolétariat, car c’est une classe, et aucun rapport de classes ne peut évoluer vers un tel dépassement.

Dans ces conditions, la détermination communiste du prolétariat n’est elle pas qu’une façon de se rattacher à tout un passé théorique, qu’une façon de reculer devant l’ultime saut de l’abandon des classes au moment où il s’agit de produire le communisme? En effet, l’activité de crise n’est pas encore communisation de la société, il faut qu’une nouvelle rupture intervienne : rupture dans la première rupture qu’est la crise . D’où vient cette nouvelle rupture qui elle seule peut engendrer le communisme (chap 8), en libérant le contenu potentiellement, négativement communiste de l’activité du prolétariat? Elle vient, cette nouvelle rupture, d’une nécessité humaine. Le prolétariat ne peut quant à lui nous amener qu’à “l’activité de crise” qui, si elle se fige, pourrait être bien proche de la fameuse “barbarie”. La détermination communiste du prolétariat ne nous mène pas au communisme, mais à un état de décomposition sociale d’où, par une “nécessité humaine”, donc plus prolétarienne, peut apparaître la révolution.

Dans ta problématique, la production du communisme ne se rattache même plus à la crise en tant que crise du capital, et à un rapport contradictoire entre des classes qui demeurent celles du capital. Pour toi la crise crée d’abord un rapport social nouveau, qui lui même ne fait que nous mener négativement au point, où c’est par un acte absolument libre, que l’on passe au communisme. Que le communisme soit le règne de la liberté n’implique absolument pas que sa production le soit. Tu te trouves dans la nécessité, pour meubler ces ruptures, et passer tout de même au communisme, de produire toute l’armature philosophique sur le sujet, l’être générique, la nature, la détermination naturelle etc...”Détermination communiste”, “nature révolutionnaire du prolétariat”, sont des notions qui annoncent déjà le type de contenu que l’on va leur donner, et dans la situation actuelle d’impossibilité de développement programmatique cohérent, on est confronté à l’impossibilité de les mener à terme, c’est à dire de leur faire produire la révolution, ce qui serait la moindre des choses pour la détermination communiste d’une classe.

Qu'il s'agisse de la "détermination communiste", de la restructuration, ou de la crise, la question est celle de la capacité du prolétariat à produire le communisme. Je répondrai d'abord par une sorte de boutade : le communisme c'est ce que produit le prolétariat abolissant le capital. Je ne peux avoir aucune idée de ce qu'est le communisme, autre que celle découlant de ce qu'est le prolétariat dans sa contradiction avec le capital. La contradiction qui porte le communisme c'est le développement contradictoire du mode de production capitaliste qui, débarrassé de l'illusion nécessaire de l'autoprésupposition, est une contradiction entre deux classes, dans laquelle chacune a une position spécifique, celle du prolétariat est définie dans T.C.8 et T.C.9.

Dans ces numéros la capacité du prolétariat à produire le communisme est produite comme une abstraction à partir des concepts de prolétariat et de capital (abstractions qui n'existent qu'historicisées). Le prolétariat est défini comme négation des conditions existantes, sur la base de ces conditions, comme mouvement interne de ce dont il est la dissolution : le procès du capital comme accumulation. A partir de là je ne vois pas comment tu peux dire que cela renvoie à l'idée de la libération de ce que le capital ensererait comme dans un carcan.

Tout le développement du capital, en tant que pôle du rapport, sa force contre-révolutionnaire, est d'être à même de poser en lui la dissolution de ses catégories fondamentales comme mouvement de leur propre existence, de leur propre développement. C'est par là qu'il est à même de résoudre, dans son propre développement, sa contradiction avec le prolétariat. C'est à dire de se restructurer dans ses crises, de résoudre comme son propre mouvement une contradiction portant le communisme, c'est là la signification historique du capital, c'est à dire son rapport au communisme et par là à toute l'histoire passée. Sa nature de "contradiction en procès" comprise comme contradiction de classes et non comme contradiction économique interne d'un pôle du rapport, est à la fois sa puissance et sa nécrologie.

La capacité du prolétariat à produire le communisme est bien dans T.C.9 une abstraction, mais une abstraction produite dans le mode de production capitaliste comme procès contradictoire, donc produite comme historique. La question est alors : comment cette capacité devient effectivement, pratiquement, à un moment donné, production du communisme ? le "Hic Rhodus" comme tu dis. C'est là que sont nécessaires les notions de cycle de luttes et de crise. Pour moi, la crise du mode de production capitaliste est un élément théorique central, sans pour autant jouer le rôle démiurgique qu'elle tient chez toi. Le rapport social créé par la crise et dans lequel se déroule la communisation de la société est toujours un rapport entre le prolétariat et le capital, c'est ce que je développe sous la dénomination de rapport de prémisses. La révolution n'est pas le communisme, mais la communisation de la société, c'est dans ce qu'il est contre le capital, c'est à dire en tant que classe de ce mode de production, que le prolétariat trouve la capacité d'abolir la valeur, les classes etc..., et le contenu de cette abolition ; sans que pour autant, dans le communisme, on passe son temps à abolir les classes etc... (cf, le texte "Sur la révolution" dans T.C.3). Le contenu du communisme c'est ce que je développe en conclusion de T.C.9, et à la relecture de ton texte sur le travail, je ne trouve pas que ton approche positive du communisme soit bien différente.

Pour moi, la question consiste alors à savoir quel est historiquement, dans le développement du mode de production capitaliste, le stade dont la crise s'articule comme rapport de prémisses, d'où l'importance de l'analyse historique du capital et de ses crises. Cela ne me gêne pas de déboucher sur le communisme comme produit de l'impossibilité implicite de l'accumulation du capital, tout dépend de ce que l'on met là-dedans, de la façon de comprendre cette impossibilité et ce qui y mène. Je constate d'autre part que ta façon de procéder a besoin également de cette impossibilité implicite ou explicite, sauf, et c'est là la différence, que pour toi le rapport entre le prolétariat et le capital nous mène seulement à l'impossibilité du capital, à laquelle tu ajoutes le problème du saut dans la liberté. Mais ce saut sera toujours effectué par des "gens" existant dans un rapport social, des "gens" déterminés d'une façon ou d'une autre, ne serait-ce que parce qu'une situation nouvelle est toujours le dépassement d'une situation antérieure.

Ce qu'il me semble que tu n'arrives pas à produire c'est la révolution, c'est à dire une situation déterminée par l'ancien, et produisant du nouveau, c'est l'abolition comme création, la crise comme rapport de prémisses et communisation. Tu demeures dans une problématique de l'exclusion des termes : soit il s'agit de classes, de rapport entre prolétariat et capital, alors il ne peut s'agir de communisation ; soit on passe au communisme, mais alors on agit plus en tant que classe, plus de façon déterminée par le rapport social antérieur. Malgré, ou plutôt à cause du rôle que tu veux lui faire jouer, c'est ce qu'est une crise que tu ne comprends pas. Soit c'est le rapport capitaliste, soit c'est la production du communisme, que cette dernière s'effectue dans la crise du rapport social capitaliste, dans l'action du prolétariat de par sa situation dans la crise de ce rapport, est une structure logique que tu ne peux admettre. Cela revient fréquemment dans ton texte sur le travail. Pour toi la crise de l'ancien te mène au bord du nouveau et c'est tout, à partir de là on fait appel à autre chose, à un autre registre théorique. Est-ce vraiment gênant que le "saut dans la liberté" soit lui même déterminé? de toute façon à

moins d'envisager l'acte gratuit d'on ne sait quel sujet humain seulement humain, il le sera toujours.

Ce stade, dont la crise s'articule comme rapport de prémisses, c'est celui que la restructuration actuelle initie, je te joins à cette lettre un petit texte faisant le point sur la façon dont j'envisage actuellement l'analyse de cette restructuration (texte publié dans T.C. 12 sous le titre: "Problématique de la restructuration"). J'ai beaucoup tatonné depuis T.C.3. (Mars 80) sur la définition de cette restructuration. Je suis tout à fait d'accord que la formule "la valorisation qui parcourt" est pour le moins ambiguë, pour ne pas dire "hérétique". Dans les diverses formulations qui se sont succédées, je tourne toujours autour du point suivant : la contradiction se noue au niveau de la reproduction du capital, avec ce que cela implique d'abord comme disparition d'une identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital, et surtout comme coalescence entre la contradiction entre le prolétariat et le capital et le procès constitutif des classes. C'est cette coalescence qui s'exprime dans les aspects dynamiques du nouveau cycle de luttes (cf T.C.7 p 38). C'est cette coalescence qui confère au rapport entre le prolétariat et le capital, dans la crise du stade de développement du capital qu'elle détermine, la configuration de rapport de prémisses (T.C.7, p 39). La grande différence entre nous, arrivé à ce point, c'est que ce saut dans la liberté, ce sont les prolétaires tels qu'ils sont dans ce rapport avec le capital, qui sont à même de l'effectuer ; les prolétaires ne veulent demeurer ce qu'ils sont dans leur contradiction avec le capital (cf T.C.9.), l'humain et l'inhumain sont des produits actuels, c'est la révolte contre l'ordre existant qui les définit ("Idéo All" Ed Soc p 475). La capacité à produire le communisme est tout à fait positive.

Les axes de la communisation de la société sont définis d'après ce qu'est le prolétariat: l'abolition des classes, de la valeur.... C'est alors la mise en place de rapports d'individus immédiatement sociaux. Traiter consciemment tout objet comme activité humaine, dissoudre l'objectivité en flux d'activités, traiter sa propre activité comme particularisation concrète de l'activité humaine etc...(T.C.9, p 42). L'abolition n'est pas un acte négatif, la destruction est créatrice comme disait Bakounine, abolir c'est forcément produire quelque chose de nouveau. Si je ne parle pas de façon centrale d'abolition du travail, c'est que je ne fonctionne pas comme toi, dans un système théorique fondé sur l'analyse du travail, c'est à dire du rapport entre l'homme et la nature comme point originel de la théorie communiste. Pour moi ce qui importe c'est le rapport social qui fait que l'activité humaine est travail, l'important c'est alors l'abolition de ce rapport social (la séparation d'avec la communauté), et non l'abolition du travail, terme auquel je ne reconnais aucune dynamique intrinsèque, aucune valeur explicative théoriquement fondatrice.

Cependant je pense que ta critique met le doigt sur un point que je ne prend pas en compte dans ma façon de présenter les choses. Ce que je crois comprendre, je dis cela absolument sans intentions polémiques, c'est que pour avoir cette détermination positive, il faut déduire les classes, l'aliénation, la succession des modes de production, d'une abstraction qui en dise le pourquoi, sans cela on ne peut, pour toi, que déduire la reproduction de l'existant, ou le communisme comme capitalisme en négatif. Cette détermination positive, tu la cherches dans la production théorique d'un sujet dont l'activité contradictoire produise l'aliénation, les classes..., et qui in fine, dans la crise du mode de production capitaliste, trouve la possibilité de dépasser, grâce à tout le développement antérieur, ce qui avait fait de son activité une activité contradictoire.

Je reconnais que ta façon de voir les choses donne du souffle à la production du communisme, qui dans ma problématique pourrait souffrir d'être assez étiquée. Le communisme, déduit exclusivement des contradictions du capital, ne semble se définir que comme un dépassement de celui-ci, dépassement réduit alors à un négatif. Malgré un désaccord absolu avec tout ton système (fondé sur un être ou une activité donnés d'emblée dans toute leur plénitude, et simultanément d'emblée rudimentaires, et n'étant ce qu'ils sont qu'en le devenant - là réside la téléologie-), je pense que tu soulèves une vraie question. Le dépassement du mode de production capitaliste n'est production du communisme que si ce qui fait que le dépassement existe contient non seulement la réponse aux contradictions du capital, mais aussi dépasse ce qui fit que le capital fut. Il s'agit de montrer que le communisme n'est pas l'étape suivante sur la ligne de la succession des modes de production.

Le grand piège que renferme cette question, c'est justement de vouloir y répondre par un "parce que" et non par un "comment". Dans le premier cas, la réponse nous renvoie aux "origines", aux abstractions donnant tout d'emblée, mais n'existant qu'en se réalisant, aux grandes contradictions trans-historiques dont on a énormément de mal ensuite à ne pas faire le moteur de l'histoire.

L'homme est un être générique, c'est peut-être une abstraction utile pour dire que l'homme s'auto-produit quelque soit le stade historique de développement, qu'il n'est pas plus rudimentaire au paléolithique qu'au XXI^e siècle ou dans le communisme ; cela sert à dire qu'il n'y a surtout aucune détermination naturelle dont il devrait se défaire même en la faisant sienne. Si l'homme a une histoire, je n'ai pas à prouver la nécessité de cette histoire par rapport à une abstraction. L'abstraction me sert à dire que cette histoire est une auto-production et que l'homme se détermine lui-même. Il y a un sens à cette histoire qui n'est pas

un sens général de l'histoire, ce sens résulte des contradictions spécifiques de chaque mode de production que dépasse le suivant. Si on parvient à la situation où le dépassement de contradictions spécifiques, celles du capitalisme, sort du règne de l'aliénation, il ne faut pas s'imaginer que toute l'histoire passée n'avait pour sens que de produire cette situation.

La confrontation avec tes positions m'amène à introduire un aspect que j'avais négligé, nécessaire pour dégager le communisme de la succession des modes de production. Il faut montrer que le dépassement des contradictions spécifiques du capitalisme dépasse toute séparation de l'individu d'avec la communauté, séparation commune à tous les stades historiques antérieurs, et cela de par la nature et le contenu spécifiques de la contradiction entre le prolétariat et le capital. C'est là la signification historique du mode de production capitaliste. A la question "pourquoi cette séparation?", je réponds "parce que l'homme était serf, prolétaire, esclave...". Serf, prolétaire, esclave...il ne pouvait l'être que dans une société scindée en classes. Bien sur cela apparaît comme une vulgaire tautologie, mais cette tautologie dit simplement que l'homme est un être générique, être social, historique, s'auto-déterminant. Vouloir se sortir de cette apparente tautologie, c'est produire de façon séparée l'homme comme être générique, et l'homme comme être générique déterminé, c'est expliquer les stades de la détermination à partir de catégories indéterminées de la généricité. Si j'ai besoin d'une abstraction produisant l'aliénation pourquoi n'aurai-je pas besoin d'une autre, produisant cette première abstraction qui aboutit à l'aliénation? Tu te sors de cette spirale infinie grâce à l'obstacle naturel (tu ne dépasses pas ce que dit Marcuse de l'opacité naturelle, même si tu n'en acceptes pas les conséquences), et à la notion bizarre "d'être générique rudimentaire".

Pourquoi le serf est-il serf? l'esclave esclave etc...? Je ne peux en dire plus que ce que me permet de dire l'étude des modes de production. Toute autre réponse sort du domaine de la théorie (mais non de sa critique). En posant en problème l'origine, on entre soit dans l'archéologie sans fin du chaînon manquant, soit dans la spéculation qui se retrouve avec une abstraction ET une histoire, c'est, je pense, ton cas avec le "rudimentaire" et les catégories qui sont données d'emblée avec l'homme mais ne le sont qu'en le devenant. Il est intéressant de relever que choisissant de répondre au "pourquoi", par la deuxième branche de l'alternative, tu dois te coller avec la première. Une fois cette question de l'origine reconnue comme pertinente, il n'y a plus que ces deux solutions, qui sont soeurs ennemies.

Dernier point sur cette capacité du prolétariat à produire le communisme : les cycles de luttes. La conception que l'on a du communisme est produite par ces cycles qui scandent l'histoire du capital et de la lutte de classes : 1848-1871 ; 1871-1914 ; 1914-1970 ; 1970- ? , les dates indiquent des périodes charnières et non des frontières. Ce qui apparaît comme définition pratique du communisme dans les crises qui ponctuent ces cycles est produit dans la lutte de classe de chacun de ces cycles, même si nous pouvons dire, nous maintenant, que c'est du même communisme dont il s'agit, et cela à partir de la façon dont dans les termes spécifiques de chaque époque il produit son impossibilité (cf T.C.8, p17).

Tout est assez simple dans les deux premiers cycles, on est en plein programmatisme, même si c'est avec des différences : l'existence de la classe qui se reconnaît elle-même pour soi, s'affirme dans chaque lutte, elle est l'élément positif à affirmer, au travers de la libération du travail. On passe donc facilement du cours quotidien de la lutte de classe à la révolution. Cela se complique dans le troisième mais il y a toujours identité ouvrière, auto-organisation, conseilisme, autonomie, devenir hégémonique ; même si déjà tous ces éléments sont très instables comme on le voit dans le duo qu'ils finissent par former avec l'auto-négation du prolétariat (cf T.C.7, p6-7-8-). Mai 68 et les mouvements plus ou moins similaires de la période en sont restés là, et ont échoué dans la capacité de restructuration contre-révolutionnaire du capital. Il se peut que l'on puisse trouver ici et là, dans ces mouvements, certains des éléments dynamiques du cycle actuel, dont je fais la liste dans T.C.7 p 38, cela serait assez normal, mais il n'y sont que marginaux, et n'en constituent pas l'élément structurant. On demeurerait alors dans l'auto-organisation et son corrolaire, exprimant son impossibilité, l'auto-négation. Tout se complique avec le cycle actuel, là évidemment l'appel au dépassement du cours quotidien n'a rien d'une positivité à dégager. Je trouve la formule humoristique que tu utilises, "pendant les luttes la valorisation continue", très juste. Ce qui est primordial avec le nouveau cycle, c'est que la reproduction du capital devient, en tant que telle, la limite des luttes, elle joue le rôle que pouvait tenir précédemment l'affirmation du prolétariat, à la fois dynamique et limite des luttes du programmatisme. La reproduction du capital devient la limite spécifique de ce cycle de luttes, de par la configuration de la contradiction dans le nouveau cycle, configuration qui renvoie à l'analyse de la restructuration. Cela entraîne que, appeler leur dépassement, pour les luttes de ce cycle, ne peut être conçu comme un mouvement interne de ces luttes, comme, dans le programmatisme classique, on pouvait l'envisager dans les affrontements entre marxistes et anarchistes, ou plus récemment entre auto-organisation et auto-négation.

Les aspects dynamiques que j'énumère ne peuvent être des éléments à dégager, ce qui n'empêche que constamment dans le cours quotidien de la lutte de classes, ils montrent le contenu de la contradiction et son sens. Ils montrent également comment se présentera le rapport entre les classes dans la crise de ce stade : le rapport de prémisses. Non seulement ils le montrent, mais encore ils sont partie prenante de la production de cette crise, non que le

prolétariat mette en crise le capital (vieille et respectable idée ultra-gauche), mais le développement du mode de production capitaliste n'est rien d'autre, constamment, que le développement de la contradiction entre le prolétariat et le capital et celle-ci a une histoire. Non seulement la situation de la lutte de classe quotidienne n'est pas sans issue, mais encore c'est dans cette contradiction quotidienne, définitoire de ce qu'est le développement du capital, que cette issue est produite.

La crise serait un miracle si elle n'était pas ancrer dans les luttes de classe antérieures.

Ce n'est pas parce que les éléments dynamiques de ce cycle de luttes ne peuvent être le fondement d'aucune intervention les positivisant, en les abstrayant des luttes elles-mêmes, comme germe de l'activité révolutionnaire, qu'ils n'ont pas de sens, et que ces luttes sont sans issue. Tous ces éléments ont en commun de poser la constitution de la classe dans le capital, et par là de constituer la reproduction de celui-ci, et pour le prolétariat sa propre reproduction, en limites spécifiques de ce cycle. Dans une telle structuration des contradictions quotidiennes, le rapport de prémisses est l'au-delà d'un constant "hic Rhodus hic salta", que le capital est encore à même de résoudre dans sa reproduction. La crise de cette reproduction n'induit pas une généralisation triomphante des luttes antérieures, c'est tout le rapport contradictoire qui est modifié, mais la modification n'est pas un miracle par rapport aux luttes antérieures, une ouverture vers du pur nouveau, offerte par le développement interne des contradictions du capital. Les luttes actuelles donnent forme à la crise de demain. Cette compréhension du rapport entre cycle de luttes et révolution me permet, en outre, de poser l'existence actuelle de la théorie, non sur le communisme comme quelque chose d'absolument étranger à la misère actuelle, comme un "sens" sans réalité présente, mais sur la situation actuelle de la contradiction, dans son rapport avec le communisme, même s'il ne peut plus s'agir d'une transcendance entre les deux.

Je reconnais que, dans ma démarche, le communisme est inéluctable, est-ce vraiment gênant? Le capital n'est pas éternel. Je peux me tromper sur l'analyse de ce cycle et de la restructuration, à ce moment-là, ce sera pour la prochaine fois.

Roland Septembre 94

Problèmes de la description positive du communisme

Ces thèses sur la description positive du communisme appellent trois séries de réseves. Je ne remets pas en cause le fait et la nécessité de se livrer à ce type de travail, mais on ne peut le faire qu'en sachant les limites inhérentes à cette description. Il faudrait même, idéalement, que la description parvienne à intégrer ces propres limites, je ne pense pas qu'elle puisse les dépasser.

1) On a d'autant plus besoin de cette description que l'on ne maîtrise pas la production du communisme à partir de la lutte de classe, que l'on ne parvient pas à produire le processus qui va des luttes actuelles à la révolution. La description du communisme, son affirmation positive, deviennent alors une manière d'assigner un sens à la lutte de classe, sens qui la dépasse. L'idée du communisme précède la lutte de classe, et on est dans l'impossibilité de dire d'où l'on parle du communisme. Le communisme, dans sa description, est présenté comme un choix de société, il vient au terme d'une lutte de classe qui en tant que telle ne peut jamais être la situation de sa production. La production d'une description positive du communisme devient le point central de la production théorique.

2) La description du communisme comporte en elle-même la tendance à être une tautologie. Elle a une facheuse tendance à fonctionner sur le modèle suivant : toute production matérielle, tout rapport entre les individus ne s'objectivent pas comme présupposé à reproduire parce que c'est le communisme ; le communisme est une "société" où rien ne s'objective comme présupposé à reproduire, sinon ce n'est pas le communisme. La description positive du communisme a tendance à consister à dire le mieux possible que tout est dans tout, à produire la tautologie la plus étendue possible dans ses déterminations, et donc à supprimer tous les problèmes, qui sont par définition résolus puisque c'est le communisme. Tout est dans tout et réciproquement. Une telle méthode de description a pour conséquence de décrire le communisme comme une société fusionnelle. La totalité ne se particularise pas réellement, les individus deviennent des accidents de la communauté : une ruche où chaque abeille serait consciente d'être une abeille individuelle. La totalité et son devenir est immédiatement posé comme la nature de chaque individu, à partir de là il ne reste plus qu'à décliner ce thème de la façon la plus cohérente possible, c'est à dire de la façon la plus tautologique possible, et de la façon la plus étendue.

3) Quels sont les critères qui nous font dire : "le communisme c'est cela"?

- Société parfaite que j'ai combinée?
- Envers du capital?
- Réminiscence des sociétés pré-capitalistes?
- Nature humaine?
- Déduction de la lutte de classe?
- Nature du prolétariat?
- Combinaison lutte de classe et nature du prolétariat?
- Assouvissement de quelques fantasmes personnels?

La description positive du communisme a un penchant naturel de par son caractère tautologique à ne pouvoir intégrer ses propres critères.

Vouloir aller plus loin que ce que produit le prolétariat, de par ce qu'il est dans sa contradiction avec le capital, au moment où il abolit le capital (Cf T.C9 p42), est extrêmement difficile et l'on risque le plus souvent de ne faire que répéter la même chose en oubliant d'où l'on tire ce que l'on dit.

T.C9, p 42 : "Abolissant le capital, le prolétariat trouve dans ce qu'il est dans cette contradiction, la capacité à produire le communisme comme développement de l'humanité ne considérant rien de ce qui a été produit comme limite, comme présupposition à reproduire, posant toute activité, tout rapport social entre les individus comme transformation, production, création (1). L'immédiateté sociale de l'individu, cela signifie fondamentalement l'abolition de la division de la société en classe, scission par laquelle la communauté est étrangère à l'individu. "L'état de chose que crée le communisme est précisément la base réelle qui rend impossible tout ce qui existe indépendamment des individus, dans la mesure toutefois où cet état de chose existant est purement et simplement un produit des relations antérieures des individus entre eux. Pratiquement les communistes traitent donc les conditions créées par la production et le commerce avant eux comme des facteurs inorganiques, mais ils ne s'imaginent pas pour autant que le plan ou la raison d'être des générations antérieures ont été de leur fournir des matériaux." (Marx "Idéologie Allemande Ed Soc p97)

On peut alors approcher positivement ce que sont les individus immédiatement sociaux, ou plutôt ce que sont les rapports d'individus immédiatement sociaux : leur autoproduction dans leurs rapports réciproques n'implique jamais une reproduction dans un état qui serait une particularisation de la communauté, ce qui est impliqué par la division du travail, la propriété et les classes (2). Les individus immédiatement sociaux traitent consciemment tout objet comme activité humaine et dissolvent l'objectivité en un flux d'activités (3) ; ils traitent leur propre activité comme particularisation concrète de l'activité humaine (4) ; ils considèrent pratiquement leur production et leur produit (dans leur coïncidence) comme étant leur propre fin en soi et incluant leurs déterminations, leurs possibilités d'effectuation et leurs finalités (5) ; et finalement ils posent la société comme étant à produire constamment dans le rapport entre individus, et chaque relation comme prémisses de sa transformation (6)."

Cette description se déduit :

(1) : La révolution comme rapport de prémisses en tant qu'aboutissement d'un cycle de luttes

(2) : Pour le prolétariat être une classe en contradiction avec la classe capitaliste, c'est poser son existence de classe comme une aliénation

(3) : Le prolétariat comme abolition de la propriété sur la base de la propriété

(4) : Le prolétariat comme abolition de la division du travail sur la base de la division du travail

(5) : Le prolétariat comme abolition de l'échange et de la valeur sur la base de l'échange et de la valeur.

(6) : Le prolétariat comme abolition de toute particularisation de la société en tant que classe.

L'ultra gauche, le négationnisme, et le démocratisme radical

Quelques réflexions à la suite de la lecture de la pleine page du "Monde" ("La querelle du négationnisme rebondit à l'ultra-gauche") du 8 juin, de sa reprise dans "Libération" à la fin août et de la brochure "Libertaires et ultra-gauche contre le négationnisme" (ed Réflex).

Le négationnisme est une erreur historique, les chambres à gaz ont existé, l'extermination des juifs fut une nécessité fonctionnelle pour l'Allemagne nazie dans sa guerre à l'Est, décision étendue alors à toutes les zones occupées. Que le capital dans l'achèvement de son passage en domination réelle, durant la deuxième guerre mondiale, dans son aire centre et est-européenne ait produit l'élimination des juifs n'a rien d'inexplicable pour toute analyse critique du mode de production capitaliste : achèvement de la formation des Etats-nations ; élimination des allégeances intermédiaires à des communautés particulières face à la communauté abstraite du citoyen ; universalisation de l'individu de la société civile dans son rapport à l'Etat ; élimination d'un prolétariat rétif et organisé en partie sur cette particularisation communautaire ; concurrence à l'intérieur de la petite bourgeoisie, élimination de la particularisation de la circulation du capital argent... Tout cela s'organisant en un racisme d'Etat.

Cependant le négationnisme (dans sa revivification par des éléments issus de l'ultra-gauche) est avant tout une erreur théorique sur deux points fondamentaux. D'abord sa conception générale du capital : ce dernier n'est pas conçu comme un rapport social, c'est à dire comme le procès de reproduction, toujours à remodeler *dans le matériau historique existant*, du face à face du capital et du travail, mais comme une petite affaire de comptabilité immédiate. C'est pourtant exactement de la même manière que le considère Lavacquerie dans sa participation à la brochure "Libertaire et ultra-gauche contre le négationnisme", à la différence que reconnaissant la réalité de l'extermination, il fait appel à "l'absurde" (les guillemets ne changent rien à l'absence d'explication s'ils ne sont pas justifiés) et à l'irrationnel ; de façon moins abrupte, dans le même ouvrage, le texte "Les ennemis de nos ennemis..." critique le "matérialisme primaire", la "rationalité économique étriquée", mais ne nous propose que de réintroduire un peu d'efficacité de l'idéologie dans ce matérialisme étriqué.

La rationalité de la reproduction des rapports sociaux n'est pas celle du management d'entreprise, il n'y aurait sinon jamais ni crises, ni guerres. Cette rationalité c'est pour le capital de reproduire sans cesse les conditions du face à face de la force de travail et du capital et, de l'accumulation, en surpassant ses contradictions et en les posant comme sa propre dynamique, quitte à traverser des phases prolongées de dévalorisation. C'est là qu'il y a production d'idéologie, quand le capital se prend lui même comme objet, en tant que totalité à reproduire et qu'il se comprend et agit en tant que tel. C'est là bien-sûr que "la rationalité économique étriquée" ne trouve plus son compte, mais ce n'est pas pour autant que l'on doive en appeler à l'absurde à l'irrationnel sauf à prendre pour argent comptant ce que le nazisme raconte sur lui-même.

Ensuite et c'est là l'essentiel : la critique de la démocratie. Non qu'il ne faille pas critiquer la démocratie, mais quand on le fait il ne faut pas se tromper d'ennemi, face au prolétariat, l'autre pôle de la contradiction, ce n'est pas la démocratie mais le capital. Dans l'impasse et le marasme théorique qui suivit la reconnaissance par la théorie communiste de la disparition de l'affirmation du prolétariat comme procès général de la révolution et base du communisme, l'humanité était venue supplanter le prolétariat. La lutte de classe avait été remplacée par l'affrontement entre la "vraie communauté humaine" et la "fausse", entre l'activité humaine et le capital ("La Guerre Sociale", "La Banquise" "Mordicus" ...). La "fausse communauté" c'était celle qui réunissait les individus sur la base de leur isolement et l'entérinait : la démocratie. La démocratie devenait l'ennemi intime, l'autre, du communisme. Comme forme et contenu de la société actuelle la démocratie n'était alors qu'un mensonge. "La guerre sociale" écrivit même dans un article qu'elle était un mensonge par rapport à ses propres idéaux (Rousseau), mensonge qu'il fallait dénoncer. Cela parce qu'entre la "vraie" et la "fausse" communauté, la base était la même, le même individu isolé de la démocratie et de l'échange marchand, considéré comme la base réelle de la société. La communauté humaine, le communisme était la bonne relation entre ces individus dont l'activité humaine s'était libérée de sa vampirisation capitaliste, la démocratie la mauvaise.

Voilà comment la démocratie devient l'ennemi et dans la contradiction entre prolétariat et capital se substitua au second. Son dépassement devint simple affaire de dénonciation d'un mensonge, de dévoilement, puisqu'en dessous du voile, de la forme, se trouvait déjà le même individu, l'activité humaine, l'humanité. A ce point là de la démarche et de l'impasse théorique, on ne pouvait comprendre le mouvement contradictoire des classes que comme l'affrontement

entre le vrai et le faux. Tous ne franchirent pas ce pas, mais alors ils se turent ou s'activèrent de façon extrêmement utile et nécessaire, mais la théorie était close. L'explication de la "dérive" par le comportement "radical", le "schématisme marxéux" ou la non prise en compte de "l'absurde", proposée par Lavacquerie, n'explique rien. Sauf sa propre incompréhension, et sa confusion entre le travail théorique effectué par l'ultra-gauche et les groupes qui travaillent sur la base de cette problématique en la dépassant, et les pitreries crypto-situationnistes. Il le reconnaît lui-même en disant que tout cela ne peut justifier le "basculé", si ce n'est en s'accompagnant d'"une certaine naïveté" à propos de l'impact du dévoilement du mensonge du capital et du fait que l'on puisse le situer en un point précis. En outre après avoir tiré un coup de chapeau aux analyses des communistes radicaux et de l'ultra-gauche, "l'originalité du nazisme" envoie tout cela par terre. Quant à l'explication de Dauvet : rien à dire sur l'idéologie ultra-gauche, le malheur c'est que certains ont eu besoin d'actions, oubliant les recommandations des sages figures tutélaires de Pannekoek, Mattick et Bordiga ...c'est un peu bref.

C'est pour ces raisons, qui amenèrent sa "dérive", et malgré son inexistence sociale, que l'ultra-gauche est devenue et est maintenant construite, au travers de la querelle du négationisme, comme l'ennemi nécessaire du "démocratisme radical". L'enjeu, le sujet qui est en question dans la campagne présente, ce sont les luttes de classes actuelles. Quadruppani s'en aperçoit quand il écrit : "En outre, elle (la chasse obsessionnelle aux négationnistes dans l'ultra-gauche) ouvre la porte à des amalgames stalinien bien utiles pour démoniser l'ultra-gauche et l'ensemble de l'aire révolutionnaire anti-capitaliste et anti-étatique." Ce que dans "Le Monde Libertaire" (n° 1056, oct 96), le "Groupe Maurice Joyeux", à propos du n° 47 de "Goliath" sur le négationisme avait également repéré et souligné : "Il n'est certainement pas vain de penser que le réformisme social-démocrate, à bout de souffle et sans propositions séduisantes, sans même la possibilité après quatorze années d'expérience des affaires (là aussi c'est le mot qui convient) de vendre l'illusion d'une rupture, ait besoin pour apparaître comme la seule alternative malgré son assourdissant silence en Novembre-Décembre 95, de disqualifier tous ceux qui pourraient représenter (et ont représenté durant cette même période de Novembre-Décembre 95) une contestation de l'ordre social et économique, et de son rôle de gestionnaire intéressé de ce monde, d'autant que la perspective d'une nouvelle cohabitation se présente à lui pour 1998." On assiste au sein de la recomposition qui va de la gauche du P.S. jusqu'à certaines tendances anarchistes en passant par le P.C., les Verts, la Ligue et tous les regroupements alternativistes (cf le front uni de tous ces gens dans l'anti G 7, à Lyon en Juin 96 ; la dévotion à Marcos ...) à la construction d'un ennemi : l'ultra-gauche. Le fonds théorique des gauches allemandes, hollandaises et italiennes reste le seul fondement à partir duquel peut s'élaborer une critique de ce "démocratisme radical" devenue l'idéologie corollaire et alternative au "libéralisme" et, mensuellement formalisée par "Le Monde Diplomatique".

C'est en cela que l'ultra-gauche a acquis une situation d'ennemi qui excède de loin ce qu'elle fut et encore plus ce qu'elle représente aujourd'hui, il y a construction politique et idéologique d'un ennemi qui pour le "démocratisme radical" est processus d'*autoconstruction*. Des mouvements comme celui de décembre, l'évolution de la lutte des sans papiers et de façon générale le cours quotidien de la lutte de classe montre que l'enjeu n'est pas une page d'histoire de la seconde guerre mondiale, ni même le débat théorique sur l'Etat, la démocratie et le capital, mais bien immédiatement les luttes de classes actuelles, qui sont le sujet véritable de cet affrontement, de cette démonisation, de cette autoconstruction du "démocratisme radical" au travers de la construction d'une ultra-gauche démonisée. Il ne s'agit que de lire "Le Monde Diplomatique", l'organe central du democratisme radical, à propos des grèves de décembre, pour le comprendre. Petit exemple : à propos de la manifestation de solidarité avec les "sans papiers" du samedi 28 septembre 96, organisée par le P.C.F., la C.G.T., S.U.D., la F.S.U., la C.F.D.T., une fraction du P.S., et tous les Jacquard, Schwartzenberg, Marina Vlady, Krivine, Gaillot, Harlem Désir..." Au milieu de la place du colonel Fabien, le député (P.S.), Julien Dray, sera agressé physiquement par des militants de l'ultra-gauche aux cris de "P comme pourri, S comme salaud !" Brève mais violente, ce sera la seule fausse note d'un cortège digne mais heureux de son métissage." "Le Monde 1/10/96). La critique, quoique "sommaire", n'était pas dénuée de fondements vis à vis de ceux qui furent presque 14 ans au pouvoir et multiplièrent les déclarations sur "le seuil de tolérance", les lois sur l'immigration, et la racisation de la lutte de classe dans les grèves de l'automobile de 81-84, et continuent à parler d'"immigration zéro", ou maintenant de quota à gérer avec les anti-racistes (Cohn-Bendit avait ouvert la voie). Les cortèges dignes et unanimes sont toujours des enterrements et Marina Vlady et Harlem Désir ce n'est pas un "métissage", c'est un cocktail...à l'Elysée.

Cet ennemi est nécessaire à l'alternativisme, au "démocratisme radical", à la "démocratie participative et citoyenne" pour se définir eux-mêmes. Il faut être clair : l'ultra-gauche n'existe plus depuis le milieu des années 70. C'est le "démocratisme radical" qui a besoin de ce qu'il baptise "ultra-gauche". Il a besoin de cette "ultra-gauche", *limitée* à la dérive théorique de l'opposition démocratie-communisme (qui explique le basculement négationniste, sans en faire un aboutissement nécessaire), parce que l'héritage théoriques des gauches pour

les mêmes raisons qui, il est vrai, peuvent expliquer la dérive de l'opposition démocratie-communisme, demeure ce à partir de quoi se sont élaborées les productions théoriques actuelles susceptibles de produire "à gauche" la critique de l'alternativisme et du citoyen, et, dans la situation actuelle, de continuer de parler de la révolution comme rupture, abolition du capital, des classes et communisation de la société. L'ultra-gauche devient alors simultanément l'ennemi idéologique mythique, construit pour se définir soi-même, dans l'amalgame avec le négationnisme, et l'ennemi réel en ce qu'il désigne toute critique théorique et pratique du capital et de la démocratie. Ce n'est donc pas en faisant patte blanche devant la démocratie et l'antifascisme, en cherchant l'absolution de Vidal Naquet ou de Taguieff, que l'on réfutera cet amalgame, mais en revendiquant les véritables raisons de cette démonisation : tout ce qui dans la lutte de classe travaille au dépassement de cette société. Il faut bien comprendre que ce qui est visé dans cet amalgame ce n'est pas la critique de la démocratie et du capital en ce qu'elle a pu mener certains dans l'ultra-gauche, dans des conditions historiques particulières, au négationnisme, mais cette critique elle-même, en ce qu'elle peut servir sous le nom d'ultra-gauche d'appellation générique à tout ce qui combat la vision alternativiste ou démocratique du "dépassement" de cette société comme revenant à sa perfectibilité permanente ou au mouvement progressif positif de prise en charge à l'intérieur d'elle de secteurs de plus en plus vastes de la réalité sociale.

Ce serait encore donner raison au négationnisme que d'en laisser la critique à la démocratie et à l'antifascisme et plus grave, capituler sur ce qui est théoriquement en jeu dans cette construction d'un ennemi. C'est malheureusement le chemin qui semble pris par le texte de Janover dans "Le Monde Libertaire" et celui de Gilles Perrault dans "Le Monde" en défense de Quadruppani et Dauvé. Janover, dans "Le Monde Libertaire" de juin 96, décrit avec justesse comment le stalinisme se refait une virginité dans l'antifascisme après avoir été un des grands artisans de l'écrasement du mouvement ouvrier de l'entre deux guerres, écrasement qui ouvrit la voie au fascisme et au nazisme. Cependant dans ce long article aucune critique de la démocratie qui fut pourtant la forme politique essentielle sur laquelle fut mené cet écrasement avant qu'elle ne se mue presque spontanément en forme fasciste du pouvoir du capital contre le prolétariat. La distinction, pertinente, des formes politiques, reprise de Korsh, semble n'être là que pour esquiver la critique de la démocratie.

Perrault (un "ami de l'Humanité") quant à lui, qui pourtant dit avec raison que "le ventre immonde ce sont les rapports sociaux actuels", roule dans la farine "l'ultra-gauche" en la définissant comme l'expression la plus conséquente et combative de l'antifascisme. Ce que malheureusement s'empresse de confirmer les textes de Lavacquerie et de Quadruppani qui s'appliquent à appeler antifascisme leur anticapitalisme, comme s'il y avait là simple équivalence, comme si les mots étaient neutres. D'où tout le soin apporté à se démarquer de l'antifascisme officiel de la gauche et...de la droite. Quant à Dauvé tout ce qu'il trouve à reprocher à l'antifascisme démocratique c'est d'être inefficace contre Le Pen, comme si c'était là son souci. Le racisme actuel, Vigipirate, l'attaque à la hache de St Bernard, les charters etc. ne sont pas fascistes mais capitalistes, comme ces textes le montrent pertinemment et le disent. Il s'agit là d'une pratique et d'une idéologie de l'Etat démocratique, alors pourquoi dire que la lutte contre cela est le vrai antifascisme? L'affirmation de la démocratie actuellement a absolument besoin de passer par l'antifascisme parce que la démocratie n'a tout simplement rien à revendiquer en tant que telle, la démocratie on l'a. Le passage par l'antifascisme permet de qualifier de luttes démocratiques, les luttes actuelles qui posent le caractère direct du rapport des prolétaires à leurs luttes (Déc 95, les "Sans-papiers ..."). Cette nécessité de passer par l'antifascisme fait bien sûr mettre en exergue le "phénomène Le Pen", mais il faut croire au fond que cela ne suffit pas, il faut aussi consolider cette ligne démocratico-antifasciste, par la lutte contre un anti-antifascisme, tellement le front uni avec la petite-bourgeoisie et le stalinisme est ressenti comme la "trahison" contre-révolutionnaire par excellence.

On ne peut comprendre l'actuel renouveau de la querelle négationniste et de la mise en exergue de la relation de celui-ci avec l'ultra-gauche, qu'en relation avec la recomposition générale qui s'effectue à gauche, de Julien Dray aux alternativistes anarchistes en passant par les Verts, la Ligue, Robert Hue, Alain Birh. C'est cette recomposition sur les thèmes d'un "démocratisme radical", de l'alternative comme longue marche au travers de la société actuelle, du "communisme" comme mouvement positif gangrénant progressivement la société capitaliste, qui se délimite en baptisant ultra-gauche, et en le démonisant dans le même mouvement, tout ce qui peut pratiquement et théoriquement, dans les luttes de classes, la remettre en cause.

Octobre 96

L'idéologie est souvent présentée comme la question essentielle et déterminante lorsque l'on aborde le fascisme, le nazisme. Il ne s'agit pas de nier l'importance de celle-ci, mais on ne peut la concevoir ni comme une fausse conscience, ni comme une volonté posée a priori face au réel et le modifiant. Elle est l'autocompréhension, la fixation de leurs buts, effectués par les acteurs à l'intérieur de l'autoprésupposition du capital, en cela elle lui est adéquate et elle est efficiente. Toute compréhension de ce qu'est une idéologie doit donc concevoir comme cadre son autoprésupposition et le fétichisme du capital.

Le capital se prend lui-même comme objet dans l'autonomisation et la sclérose des divers éléments sociaux de la richesse, la personnification des choses et la réification des rapports de production : capital-intérêt ; travail-salaire ; terre-rente foncière. Le mode de production capitaliste se meut à l'intérieur des formes concrètes qu'il a créées, et ces formes qui en sont le résultat l'affrontent dans le procès de reproduction comme des formes préalables, des conditions qu'il trouve toutes faites. Les agents de la production, l'Etat, le combat politique, les affrontements entre capitaux, se sentent parfaitement chez eux dans ces formes aliénées et "irrationnelles". C'est à l'intérieur de ces formes "illusoirs" que précisément ils se meuvent tous les jours, auxquelles ils ont affaire, et à partir desquelles ils fixent des buts à leur action. C'est ainsi que se présentent les conditions historiques de la valorisation à modifier et l'action dans l'histoire.

Même dans le mode de production capitaliste "l'économie" ne peut devenir le principe immédiat de la production des groupes sociaux concrets. En effet même si l'économie définit les rapports de production, elle ne peut à elle seule rendre compte de l'identité de ces groupes sociaux, elle ne peut servir de base exclusive à leur différenciation, car l'économie elle-même produit le fétichisme et la réification des rapports sociaux et se reproduit elle-même en eux. Les conditions antérieures à modifier, les buts de cette action de modification, se présentent toujours comme résultant de ces conditions, et dans le cadre de la reproduction de ces formes aliénées, réifiées.

La mystification du mode de production capitaliste, la réification des rapports sociaux, sont accomplies non simplement dans l'imbrication immédiate des rapports de production matériels avec leur détermination historico-sociale, mais lorsqu'elles redonnent formes à ces déterminations historico-sociales selon les conditions historiques à affronter, et le matériau historique préalablement créé : l'Allemagne sera le travail, les Anglo-américains le capital, les Juifs l'intérêt, la France et la Russie la terre. C'est ainsi que le capital allemand vise sa propre reproduction totale comme rapport social, son accumulation et sa participation à la domination mondiale du capital : comme un antagonisme des formes réifiées de la reproduction capitaliste. L'idéologie est la motivation immédiate, la mise en forme concrète des buts de cette activité de reproduction, elle est la forme empirique dans laquelle se meuvent les acteurs du drame, et par laquelle ils fixent leurs buts. Toute condition antérieure, tout matériau historique peut se trouver investi par par cette "irrationalité".

C'est là bien-sûr que la rationalité économique étriquée ne trouve plus son compte...

L'état, la démocratie, le nouveau cycle de luttes et la recomposition de la gauche et extrême gauche

(à propos de la première lettre d'Alain Bihr)

L'Etat

Toutes nos divergences et, on va le voir, elles sont nombreuses et de taille, procèdent de la conception de l'Etat.

Nous aurions une conception instrumentaliste de l'Etat, pourquoi pas, tout dépend de ce que l'on met là-dedans. Je serais quant à moi amené à penser en ce qui vous concerne que vous n'en avez aucune, et que sur tous les sujets que nous aborderons l'éclectisme et l'opportunisme vous tiennent lieu de position.

Paraphrasant Engels dans "L'Origine de la famille..." (Ed Sociales p 156), vous dites : "L'Etat n'est pas d'abord un instrument entre les mains de la classe dominante, il est d'abord le produit de la lutte des classes : il est cette partie de la société qui s'érige au dessus du reste de la société pour maintenir l'unité d'une société déchirée par les conflits de classes ; il est donc aussi la sanction institutionnelle, l'institutionnalisation du rapport de forces qui s'établit entre l'ensemble des classes sociales". Là ce n'est plus de la paraphrase mais de la sollicitation abusive, de l'interprétation intéressée pour donner un vernis théorique aux pratiques politiques que vous défendez par la suite, et auxquelles nous nous attacherons plus loin.

Sur cette sollicitation de texte, une fois n'est pas coutume, je laisserai la parole à Lénine (la chose est rare chez les idiots infantiles de "l'ultra-gauche") : "D'une part les idéologues bourgeois et surtout petits-bourgeois, obligés sous la pression de faits historiques incontestables de reconnaître que l'Etat n'existe que là où existent les contradictions de classes et la lutte des classes, "corrigent" Marx de telle sorte que l'Etat apparaît comme un organe de *conciliation* des classes. Selon Marx l'Etat ne pourrait ni surgir, ni se maintenir, si la conciliation des classes était possible. Selon les professeurs et publicistes petits-bourgeois et philistins --qui se réfèrent abondamment et complaisamment à Marx-- l'Etat a précisément pour rôle de concilier les classes. Selon Marx, l'Etat est un organisme de domination de classe, un organisme d'oppression d'une classe par une autre ; c'est la création d'un ordre qui légalise et affermit cette oppression en modérant les conflits des classes . Selon l'opinion des politiciens petits-bourgeois, l'ordre est précisément la conciliation des classes, et non l'oppression d'une classe par une autre ; modérer le conflit, c'est concilier, et non retirer certains moyens et procédés de combat aux classes opprimées en lutte pour le renversement des oppresseurs." ("L'Etat et la Révolution" Ed Soc, t 25, p 419). Et plus loin, il exprime parfaitement la synthèse entre les "deux" aspects, que vous ne parvenez pas à comprendre. "La société antérieure, évoluant dans des oppositions de classes, avait besoin de l'Etat, c'est à dire dans chaque cas, d'une organisation de la classe exploiteuse pour maintenir ses conditions de production extérieures, donc surtout pour maintenir par la force la classe exploitée dans les conditions d'oppression données par le mode de production existant (esclavage, servage, salariat). L'Etat était le représentant officiel de toute la société, sa synthèse en un corps visible, mais cela, il ne l'était que dans la mesure où il était l'Etat de la classe qui, pour son temps, représentait elle-même toute la société." (d° p 428). L'Etat représente toute la société dans la mesure même et parce qu'il est l'Etat de la classe dominante.

Votre conception de l'Etat le pose comme un objet neutre en soi, ballotté au gré des rapports de forces entre les classes et dont il exprimerait la conciliation pour leur éviter de s'entre-déchirer. Bien-sûr la classe dominante serait avantagée dans cette course à la direction de l'Etat, elle en fait donc son Etat. Mais, cela seulement dans la mesure où elle concilierait en lui l'antagonisme entre ses intérêts et ceux de la classe dominée : "l'Etat institutionnalise le rapport de forces". Dans cette neutralité en soi que vous conférez à l'Etat, je pense que gît le plus beau des instrumentalismes : l'Etat objet neutre résultant de la lutte des classes, qui donc, en lui-même, n'est qu'instrument.

Pour vous donc l'Etat est "traversé" par les rapports de forces entre les classes à l'intérieur de la société et grace à "l'institutionnalisation" de ce rapport de forces, il empêche les classes de s'entredéchirer : un organisme de conciliation, un arbitre. Simultanément, pour le discours du dimanche, vous conservez l'Etat de classe, il est vrai que les choses sont tellement "complexes". La synthèse de cet éclectisme serait de considérer que l'arbitre est influençable selon la masse des supporters de chaque camp.

L'Etat comme Etat de la classe capitaliste représente l'ensemble de la société. Le processus qui fait que la classe dominante peut faire passer ses intérêts de classe particulière pour les intérêts de l'ensemble de la société ne relève pas de la mystification idéologique, ni de la propagande, même s'il peut inclure et fournir la base de l'une et l'autre. Capital et travail sont dans un rapport contradictoire d'implication réciproque dont le contenu est l'exploitation,

au travers du mouvement de celle-ci (achat-vente de la force de travail, consommation productive de la force de travail, transformation de la plus-value en capital additionnel), le capital subsume sous lui le travail, de telle sorte que à l'issue de chaque cycle, toutes les conditions de la reproduction se retrouvent dans le capital face au prolétariat. Le principal résultat du procès de production, c'est la reproduction du rapport entre le capital et le travail. Le capital s'auto-présuppose, en ce que sa propre reproduction implique celle de la force de travail en tant que telle face au capital, de la propriété foncière, et sa propre division en capital industriel, commercial et financier.

Cependant si nous avons l'Etat en tant qu'Etat de classe et par là-même comme représentant de l'ensemble de la société, nous n'avons pas encore produit la séparation d'avec la société, il nous faudra ensuite pour achever l'analyse revenir de l'Etat sur les rapports de classes, afin de ne pas le figer en une superstructure-reflet.

L'Etat en tant qu'organisme extérieur à la société ne se développe pleinement qu'avec la bourgeoisie et le mode de production capitaliste. L'activité sociale des individus est indépendante d'eux, c'est leur propre manifestation d'eux-mêmes en tant qu'individus sociaux qui leur fait face, ce qui signifie que la société se divise en classes, et donc que l'Etat, en tant que représentation de la communauté, "extérieure" à elle, est l'Etat de la classe dominante. Non seulement comme instrument de la domination, mais surtout en tant qu'extériorité, représentation de la société, il est un Etat de classe. On pourrait même dire que le premier aspect n'est qu'une détermination du second. C'est en se construisant dans son extériorité à la société qu'il est Etat de classe, et nécessairement de la classe économiquement dominante. Sa forme est d'autant plus générale, universelle, que son intérêt est particulier. L'Etat est d'autant plus représentatif de la société qu'il est le pouvoir exclusif de la bourgeoisie, il est le lieu où les contradictions de la société capitaliste se représentent à elle-même comme n'ayant de sens qu'à l'intérieur du pôle qui subsume l'ensemble de la société : "toutes les luttes à l'intérieur de l'Etat, la lutte entre la démocratie, l'aristocratie et la monarchie, la lutte pour le droit de vote, etc...ne sont que des formes illusoire sous lesquelles sont menées les luttes effectives des différentes classes entre elles." (Idéo. All. Ed Soc, p 62). Le citoyen en étant le formalisme égalitaire du capital en chair et en os, mène toute lutte comme membre à part entière de la communauté extériorisée, de par sa genèse, quoi qu'il fasse, l'action du citoyen renforce l'Etat comme extériorité et Etat de classe.

La nature de ce procès d'extériorisation réside dans la nature même du capital. D'abord parce que le capital libère l'Etat de toutes ses entraves : religions, états, privilèges...Mais on ne peut en rester là, ce ne serait que poser les conditions de l'extériorisation et non le mouvement lui-même. Le mouvement lui-même réside dans le fait que le capital dédouble sans cesse les individus et les classes elles-mêmes. Les individus en individus particuliers (membres d'une classe, particularisation de la totalité) d'une part, et citoyen (petite monade isolée) d'autre part. "La sphère de la circulation des marchandises, où s'accomplissent la vérité et l'achat de la force de travail, est en réalité un véritable Eden des droits naturels de l'homme et du citoyen. Ce qui y règne seul, c'est Liberté, Egalité, Propriété et Bentham. Liberté ! car ni l'acheteur ni le vendeur d'une marchandise n'agissent par contrainte, au contraire, ils ne sont déterminés que par leur libre arbitre. Ils passent contrat ensemble en qualité de personnes libres et possédant les mêmes droits. Le contrat est le libre produit dans lequel leurs volontés se donnent une expression juridique commune, Egalité ! car ils n'entrent en rapport l'un avec l'autre qu'à titre de possesseurs de marchandise, et ils échangent équivalent contre équivalent. Propriété ! car chacun ne dispose que de ce qui lui appartient. Bentham ! car pour chacun d'eux il ne s'agit que de lui-même. La seule force qui les mette en présence et en rapport est celle de leur égoïsme, de leur profit particulier, de leurs intérêts privés. Chacun ne pense qu'à lui, personne ne s'inquiète de l'autre, et c'est précisément pour cela qu'en vertu d'une harmonie préétablie des choses, ou sous les auspices d'une providence toute ingénieuse, travaillant chacun pour soi, chacun chez soi, ils travaillent du même coup à l'utilité générale, à l'intérêt commun " (Capital, t. 1, p. 178-179, Ed. Soc.). Le procès ne s'arrête pas là, la généralisation abstraite du citoyen est formellement dépassée et reprise dans le fétichisme spécifique du capital. "Dans la formule capital-profit, ou mieux, capital-intérêt, terre-rente foncière, travail-salaire, dans cette trinité économique qui veut établir la connexion interne entre les éléments de valeur et de richesse et leurs sources, la mystification du mode capitaliste de production, la réification des rapports sociaux, l'imbrication immédiate des rapports de production matériels avec leur détermination historico-sociale se trouvent accomplies; et c'est le monde enchanté et inversé, le monde à l'envers où monsieur le Capital et madame la Terre, à la fois caractères sociaux, mais en même temps simples choses, dansent leur ronde fantomatique. C'est le grand mérite de l'économie politique classique d'avoir dissipé ces fausses apparences et ces illusions : l'autonomisation et la sclérose des divers éléments sociaux de la richesse, la personification des choses et la réification des rapports de production, cette religion de la vie quotidienne, il est tout aussi naturel que les agents réels de la production se sentent parfaitement chez eux dans ces formes aliénées et irrationnelles : capital-intérêt, terre-rente, travail-salaire ; car ce sont précisément les formes illusoire au milieu desquelles ils se meuvent tous les jours et auxquelles ils ont affaire" ("Le Capital, Ed Soc, t 8, p 208). Et : "Pourquoi ces fruits de la

décomposition de la valeur-marchandise semblent-ils constituer constamment les conditions préalables de toute création de valeur ? L'explication de ce mystère est simple : le mode capitaliste de production, comme n'importe quel autre, ne se contente pas de reproduire sans cesse le produit matériel; il reproduit aussi les rapports économiques sociaux et les catégories économiques qui président à la création du produit. Son résultat apparaît donc comme sa condition avec la même permanence que ses conditions préalables comme ses résultats. Et c'est cette reproduction permanente des mêmes rapports que le capitaliste individuel imagine d'avance comme un fait qui va de soi, indubitable" (d° p 247). Avec le fétichisme spécifique du capital, la citoyenneté exprime les formes réifiées des rapports de production. Non seulement les individus se sont dédoublés, mais encore ils se sont dédoublés en tant que membres d'une classe. Et leur conflit de classe se "réglera" dans leur vie de citoyen, c'est-à-dire dans le cadre de l'auto-présupposition du capital. Le fétichisme du capital englobe et surpasse celui de la marchandise, sur lequel trop souvent on se contente de fonder le citoyen.

Jusque là, à grands traits, nous avons construit le concept de l'Etat à partir du procès de production capitaliste et de sa reproduction, mais nous avons encore d'un côté ce procès de production capitaliste, et de l'autre, comme un effet venant de lui, l'Etat, comme Etat de classe, et comme séparation d'avec la société : dédoublement, aliénation, fétichisme. Nous pouvons dire alors que le concept n'est pas encore produit, n'est pas réel, en ce qu'il n'est pas moment d'un procès d'ensemble, c'est à dire en ce que le procès qui le produit semble pouvoir se passer de lui en tant que "procès économique", pouvant se boucler lui-même. L'un est cause, l'autre conséquence, rajouter un peu de causalité réflexive ne changerait rien à la nature des termes. Produire l'Etat à partir du capital nécessite de ne pas pouvoir produire le capital sans produire l'Etat. On ne peut se sortir de la question par un changement de niveau, c'est à dire en passant au récit historique (Balibar ou Wallerstein).

La dynamique de l'autoprésupposition du capital c'est l'exploitation dans ses trois moments : achat-vente de la force de travail ; consommation du travail dans le procès de production (la subsumption du travail sous le capital) ; transformation de la plus-value en capital additionnel. C'est ce troisième moment qui nous intéresse ici. La transformation de la plus-value en capital additionnel est nécessaire mais jamais acquise de par la baisse du taux de profit. Si c'est par la voie de la concurrence que ce caractère jamais acquis frappe les capitaux particuliers, il n'en demeure pas moins un caractère du capital en général : la concurrence n'est que la mise en oeuvre de la baisse du taux de profit. Cette remise en cause, ou cette inquiétude au coeur de la reproduction, n'intervient pas à la fin de chaque cycle productif, elle est permanente au cours du procès de valorisation et fonde, dans leur implication, l'autonomie et la pratique du prolétariat et du capital tout au long de ce procès et de sa reproduction. Le caractère constamment problématique de la transformation de la plus-value en capital additionnel passe par les transformations du procès de travail, de la composition organique du capital, par les faillites, les licenciements, l'augmentation des cadences, la fixation du prix de la force de travail... Ainsi l'autoprésupposition du capital n'est pas un processus automatique, manipulant ses protagonistes, mais l'action de ceux-ci en ce qu'ils se différencient, et s'impliquent dans leur différenciation. L'autoprésupposition du capital n'est donc pas un mouvement automatique, mais l'action contradictoire des sujets de la contradiction qui comme totalité se particularise, c'est là que dans la reproduction du capital se situe l'Etat. Le plus souvent la théorie oscille entre un instrumentalisme (le bras armé de la classe dominante) et sa compréhension comme une simple fonction de l'autoprésupposition en ce que cette dernière, impliquant la péréquation du taux de profit, nécessite un "organisme" gérant les vecteurs de cette péréquation qui nécessairement dépasse les capitaux particuliers : argent, force de travail, aire de péréquation (cf Suzanne de Brunhof : "Les rapports d'argent", Ed Maspéro). Dans cette perspective les forces répressives deviennent quasiment incompréhensibles : l'autoprésupposition se suffisant bien à elle même pour remettre chacun à sa place, or ce n'est pas le cas. Du moins ce n'est pas vrai si on ne considère pas que l'autoprésupposition inclut sa remise en cause. La péréquation implique la mise en friche de certains capitaux, la réorganisation de son aire, le déplacement géographique de la force de travail, l'élimination de certaines couches sociales, ce qui revient souvent à la nécessité de recréer les conditions dans lesquelles la force de travail est à même de valoriser le capital. L'analyse du caractère jamais acquis de l'autoprésupposition permet de situer la spécificité de l'Etat dans la reproduction du capital de façon inhérente à celle-ci, le procès "économique" ne peut se boucler sans lui.

Enfin, le concept de l'Etat après avoir été produit *à partir du capital*, puis avoir été produit comme *nécessaire dans ce qui le produit*, doit maintenant poser l'activité de l'Etat comme *transformation par l'Etat du procès qui le produit*. Même considéré comme un moment de ce procès, l'Etat ne peut laisser tel quel le procès du capital qui le produit. Etant donné maintenant dans le procès qui le produit, l'Etat pose lui-même en tant qu'élément du procès de production et de reproduction du capital la transformation des rapports sociaux, qui se définissent dans ce procès, en rapports sociaux existant par rapport à lui, l'Etat. Le résultat de cette transformation c'est la "société civile", en tant que médiation de l'Etat aux rapports de production.

"L'Etat étant donc la forme par laquelle les individus d'une classe dominante font valoir leurs intérêts communs et dans laquelle se résume toute la société civile d'une époque, il s'ensuit que toutes les institutions communes passent par l'intermédiaire de l'état et reçoivent une forme politique. De là l'illusion que la loi repose sur la volonté et, qui mieux est, sur la volonté libre détachée de sa base concrète" ("Idéo. All., Ed Soc, p 106). Malgré une définition antérieure (p 104) selon laquelle la société civile est l'ensemble des rapports matériels, rapports de production et d'échanges, tous les développements et approches donnés par Marx de la société civile sont toujours en rapport avec l'Etat. La société civile est la forme nécessaire que prennent les rapports de classes en ce qu'ils impliquent l'existence de l'Etat qui s'en sépare et est une abstraction par rapport à eux (cf "La question juive" - le rapport homme / citoyen). La société civile est le mouvement de retour de l'Etat sur les rapports de classes qui le nécessitent. Les rapports de classes du mode de production capitaliste en produisant l'Etat moderne, libre et démocratique (séparé de la communauté) se produisent simultanément comme société civile. C'est l'accession des rapports de classes au spiritualisme de l'Etat, c'est l'existence même de la société civile, sa seule existence, celle de son rapport à l'Etat.

Dans l'Etat, la vie politique cherche à étouffer ses conditions primordiales, les rapports de classes, pour s'ériger en communauté véritable et absolue de l'Homme. Mais elle ne peut atteindre ce but qu'en se mettant en contradiction violente avec ses propres conditions d'existence, cette contradiction est sans issue, sans dynamique, c'est une suite d'apories. Elle se résoud dans un antagonisme lié entre société civile et Etat, ils sont un moment l'un de l'autre, antagonisme nécessaire mais sans perspective, sans dépassement possible ou élimination de l'autre. Les rapports de production capitalistes en nécessitant "l'Etat libre" se produisent simultanément comme société civile. Le fétichisme du capital qui s'enracine dans son auto-présupposition produit la politique comme dualité, comme rapport interne dans la politique de deux pôles : l'Etat et la société civile.

"La base naturelle de l'Etat antique, c'était l'esclavage; celle de l'Etat moderne, c'est la société bourgeoise, l'homme de la société bourgeoise, c'est à dire l'homme indépendant, qui n'est rattaché à autrui que par le lien de l'intérêt privé et de la nécessité naturelle, dont il n'a pas conscience, l'esclavage du travail intéressé, de son propre besoin égoïste et du besoin égoïste d'autrui. L'Etat moderne, dont c'est la base naturelle, l'a reconnue comme telle dans la proclamation universelle des droits de l'homme. Et ces droits, il ne les a pas créés. Produit de la société bourgeoise poussée, par sa propre évolution, à dépasser les anciennes entraves politiques, il ne faisait que reconnaître quant à lui sa propre origine et son propre fondement en proclamant les droits de l'homme." ("La sainte Famille", Ed soc, p 139). Société bourgeoise (ou société civile, les deux termes sont synonymes chez Marx qui va jusqu'à dire dans l'Idéologie Allemande qu'il n'y a pas de société civile avant le mode capitaliste de production) et Etat sont les deux pôles d'une même totalité: la politique. Il faut repartir du fétichisme spécifique du capital : fétichisme des éléments d'un procès de production qui en réalité forme un tout, fétichisme qui est atomisation, mais atomisation de rapports de classes (premier niveau de totalité qui n'est jamais perdu mais transformé/dépassé : la société civile) et qui plus est, de classes qui n'existent que dans leur connexion interne (deuxième niveau : l'Etat). La politique est l'unité, l'unité de cette atomisation, parce que cette atomisation est elle même nécessitée par des rapports de classes formant une totalité, elle est donc nécessairement société civile et l'unité de cette société civile face à elle-même: l'Etat. Elle est double et est elle-même la relation des deux termes de cette dualité.

"Ce qui sert de fondement à l'état de chose public moderne, c'est à dire à l'Etat moderne développé, ce n'est pas comme la critique le pense, la société des privilèges, mais la société des privilèges abolis et dissous, la société bourgeoise développée, où sont libérés les éléments de vie encore politiquement entravés dans les privilèges... toute la société bourgeoise n'est alors que cette guerre réciproque de tous les individus que seule leur individualité isolée des autres individus; elle n'est rien d'autre que le mouvement universel et effréné des forces vitales élémentaires libérées des entraves des privilèges. La contradiction qui oppose l'Etat représentatif démocratique à la société bourgeoise est l'achèvement de la contradiction classique : communauté-esclavage. Dans le monde moderne, tout individu est à la fois esclave et membre de la communauté. Mais l'esclavage de la société bourgeoise constitue en apparence, la plus grande liberté, parce que c'est apparemment l'accomplissement de l'indépendance individuelle, l'individu prenant pour sa liberté propre le mouvement anarchique des éléments de sa vie, qui lui sont devenus étrangers... Cette pseudo-liberté signifie au contraire l'achèvement de son asservissement et de son inhumanité. Ici le droit a pris la place du privilège" (d° p 142)

La revendication de plus de liberté, de plus d'égalité est le mouvement naturel de la société civile face à l'Etat, mouvement par lequel ce dernier existe et se renforce comme unité indépendante et autonome. Plus la liberté et l'égalité triomphent dans la société bourgeoise plus cela signifie que les lois propres à la reproduction d'ensemble de la société s'autonomisent par rapport à cette société bourgeoise, plus cela nourrit l'existence de l'Etat, qui n'est que dans cette opposition. C'est par là également qu'il est nécessairement Etat de classe, non en ce qu'il ne serait qu'un instrument, mais en ce qu'il est l'unité de rapports de classes en ce qu'ils

appellent leur propre reproduction et par là en ce que cette unité existe non comme unité des classes en tant que telles, mais unité de leur propre existence réifiée sous la double figure de l'individu indépendant, isolé, et de son appartenance à la communauté, cette appartenance passant par la définition dans le pôle de cette communauté qui subsume l'autre et dans lequel se trouvent posées les conditions même du renouvellement de cette communauté : le capital. Au travers de ce mouvement, ce dernier s'affirme comme la substance de la totalité, c'est l'achèvement du fétichisme du capital. Et c'est fondamentalement la cohésion de l'Etat qui est maintenue du fait de celle de la société civile et non l'inverse.

Le fondement de l'Etat dans la vie civile est d'autant plus solide qu'il existe un développement sans entraves de la société civile, ce qui est la raison d'être et le projet constant de la politique, pour laquelle le développement sans entraves de la vie civile est corollairement le renforcement de l'Etat, même si cela ne se passe qu'au travers de leur opposition.

Vous n'avez aucune conception de l'Etat, je veux dire aucun concept construit. Même plus développée que dans cette lettre, votre vision ne pourrait qu'aboutir à un vague éclectisme socio-historique, qui n'insisterait sur la complexité que de par son incapacité à penser cette complexité. "Dans la falsification opportuniste du marxisme, la falsification éclectique de la dialectique est celle qui trompe le plus les masses avec le plus de facilité ; elle leur donne un semblant de satisfaction, affecte de tenir compte de tous les aspects du processus, de toutes les tendances de l'évolution, de toutes les influences contradictoires, etc. ,mais, en réalité, elle ne donne aucune idée cohérente et révolutionnaire du développement de la société." (Lénine, d°, p 433) Si je continue à citer Lénine je vais finir par tomber malade, heureusement que "L'Etat et la révolution" est largement inspiré de textes de Pannekoek.

Vous laissez de côté la spécificité de l'Etat, la signification de son extériorité par rapport à la société, extériorité que vous avancez juste pour en faire un lieu neutre de conciliation entre les classes, d'institutionnalisation des rapports de forces : un peu pour chacun. Un rapport de forces dans la lutte des classes ne se reflète pas, ne se transpose pas homothétiquement dans l'Etat. Celui-ci n'est pas un objet neutre en soi que la société se donne pour régler ses conflits, il en est une représentation, une aliénation. Placé "en apparence en dehors de la société", il est en cela même le corrélat de la parcellisation des individus et du fétichisme propre du capital, qui sont le contenu même de ce procès d'extériorisation. L'institutionnalisation, la représentation, l'organisation (termes qu'il faudrait distinguer), sont des processus de transformation d'un rapport de forces, il ne s'agit pas d'une transposition simplette, ni d'une récupération non plus. On pourrait dire que ce processus d'extériorisation et d'institutionnalisation qui vous semble si porteur pour la lutte de classe, est partie intégrante du procès de retournement des forces de la révolution en principe de la contre-révolution, c'est ce procès là que vingt ans après "La néo-social démocratie..." , vous nous proposez comme procès de la révolution, il est vrai que depuis la "classe de l'encadrement" s'est peut-être enrichie d'un nouveau membre.

Démocratie et fascisme

Une fois que l'on possède, même brossé à grands traits, un concept de l'Etat et de la politique, on peut se poser la question des diverses formes de l'Etat. On ne risque plus de les opposer superficiellement. Il ne peut être question de mettre toutes les formes d'Etat sur le même plan, même si toutes les formes d'Etat expriment, de nos jours, *exclusivement* le pouvoir du capital. Quel peut donc être le critère de distinction? Ce ne peut être cette illusion d'équilibrage des forces en présence qui nous poserait la démocratie comme l'étalon du bon Etat capitaliste pas tout à fait capitaliste (prenant en compte les intérêts du prolétariat), face aux mauvais Etats capitalistes. Aucun Etat ne prend en compte même partiellement les intérêts du prolétariat, mais exclusivement ceux du capital. L'Etat démocratique pas plus que l'Etat fasciste, que l'Etat fort etc.

Il faut tout de même une sacré dose d'aveuglement pour écrire que sous la forme démocratique l'Etat prend en compte (partiellement) les intérêts du prolétariat. Juin 48, la Commune, Fourmies, Chicago, les Pinkerton, Clichy sous le front populaire, la révolution allemande, Barcelone 37, le travail forcé aux colonies, le massacre des tranchées, le 17 octobre 1961 à Paris, l'insurrection grecque de 45-46, autant de fois où la démocratie a pris en compte, il est vrai partiellement, les intérêts du prolétariat. L'Etat peut parfois reculer dans un rapport de forces favorables à la classe ouvrière, pour reprendre, s'il le peut, le plus rapidement possible le terrain perdu. Le rapport de forces n'est jamais institutionnalisé, ce qui l'est, conformément à ce qu'est l'Etat, ce sont les nouvelles formes de reproduction du capital, qui peuvent surgir de ces violentes phases d'affrontement et, c'est toujours une nouvelle forme d'intégration de la reproduction de la force de travail, un nouveau contrôle de la classe ouvrière, même si c'est "l'Etat-providence". L'erreur consiste à considérer ce qui est intégration ou contrôle comme des concessions, une prise en compte des intérêts du prolétariat. C'est simplement le cours historique du capital qui est celui d'une contradiction entre des classes et non celui d'un noyau dur du capitalisme, le vrai capitalisme pur et dur et ne pensant qu'à lui, grignoté par les concessions arrachées par la classe ouvrière. Le capital ne peut pas ne pas

tenir compte du cours de la lutte de classe, simplement parce qu'il n'est rien d'autre, mais tant qu'il se reproduit il en est le résultat et subsume sous lui l'ensemble de la contradiction.

Prenons la grande réforme du 20's : le welfare. Il y a dans "Le Monde diplomatique" de janvier 96, un intéressant panorama du syndicalisme en Europe. Le but du texte est de montrer que les syndicats "ont contribué à l'édification d'une citoyenneté sociale et à celle des systèmes de protection aujourd'hui mis en cause. Ils se sont battus pour humaniser le travail et civiliser les capitalistes". Il faut replacer une telle affirmation dans son cadre historique, c'est à dire dans l'extraordinaire niveau de combativité ouvrière dans les années 30 aux Etats-Unis, lorsque furent jetées les bases du welfare. Combativité telle que Tronti, dans son livre "Ouvriers et capital", parle de pouvoir ouvrier pour cette époque de l'histoire des Etats-Unis. En France, dans la période qui suivit immédiatement la Libération (il ne s'agit pas ici des grèves de 47), des dizaines d'entreprises étaient occupées activement dans la banlieue parisienne et certaines remises en route en "autogestion" (cf Craipeau: "La libération confisquée"). Il faudrait aussi considérer que le système de protection sociale date en Allemagne, pour l'essentiel, de la période nazie, suite à la vague révolutionnaire des années 20, sans remonter à Bismarck. Tout cela relativise énormément l'humanisation du travail, la civilité des capitalistes et les systèmes de protection sociale qui naissent dans des périodes où la lutte de classes avaient souvent des objectifs autrement plus ambitieux.

D'autre part malgré la résistance de nombre de capitalistes individuels, il faut considérer que le système de protection sociale était devenu une nécessité pour la reproduction du capital, il était défendu par une bonne partie du monde politique bien au-delà de la gauche. De Gaulle, Keynes ou lord Beveridge n'étaient tout de même pas des révolutionnaires. C'est à la suite de ses réflexions sur la révolution russe que Keynes commence à formaliser théoriquement le salaire considéré comme investissement du point de vue du capital (et non simplement comme dépense), et la nécessité d'une certaine garantie de revenus. Quoi qu'il en coûtât aux capitalistes, il fallait intégrer la reproduction de la classe ouvrière dans un monde purement marchand et capitaliste. Cela est une nécessité à partir du moment où l'extraction de plus-value relative, c'est à dire la baisse de la valeur de la force de travail par l'augmentation de la productivité dans la branche des moyens de consommation, dorénavant soumise au capital, est devenue dominante. La domination de l'extraction de plus-value relative n'est pas un simple processus technique d'augmentation de la productivité, elle implique le bouleversement de toutes les combinaisons sociales, car elle n'est rien d'autre que l'intégration de la reproduction de la force de travail dans le cycle propre du capital. On ne pouvait plus se contenter de compter sur le retour des ouvriers à la campagne en cas de chômage généralisé comme cela avait été encore le cas en France dans les années 30 (cf Robert Salais: "L'invention du chômage"), ni sur la famille, ni sur la charité publique. De nos jours le mort de faim ou de froid, est un mort spécifiquement capitaliste, il peut donc mourir avec le consentement et la bénédiction de ses maîtres.

Il ne s'agit pas de cracher dans la soupe, mais tout de même de replacer les "acquis" ou "conquêtes" dans leur perspective historique de restructuration nécessaire du mode de production capitaliste dans les années 30 et l'immédiat après-guerre, contre une classe ouvrière qui avait été extraordinairement combative et dangereusement autonome face au capital.

Il en est de même du fameux "compromis fordiste". Ce fut tout simplement l'achèvement de l'instauration de la domination réelle du capital sur le travail, c'est à dire de son accumulation sur la base de la plus-value relative. Ce ne fut pas un compromis, mais une contrainte pour le capital, devant intégrer la reproduction de la force de travail, de passer par le cadre national où pouvait se faire cette intégration dans les conditions historiques de l'après première guerre mondiale.

Quant aux services publics ils ne contrebalancèrent jamais les lois du marché, ils les accompagnèrent et permirent leur essor et y furent globalement toujours soumis. On ne reviendra pas sur les différents tarifs d'E.D.F, sur la localisation des centrales par rapport aux entreprises grosses consommatrices, sur la prise en charge par l'état des infrastructures de la S.N.C.F, sur la politique de commande aux entreprises, sur le développement de la précarité à l'intérieur du service public, sur la segmentation des filières dans l'enseignement sous l'appellation "d'individualisation des parcours" etc. Il ne faut pas juger le rapport antérieur entre "service public" et "marché" à l'aune de la situation actuelle. Ce qui était une soumission totale aux lois du marché, c'est à dire à l'accumulation capitaliste, dans la configuration dominante d'une accumulation nationale, est devenu, c'est exact, une entrave au développement capitaliste général, dont l'appellation "marché" n'est que la feuille de vigne social-démocrate.

Bien-sûr quotidiennement, l'Etat au niveau général de la reproduction, ou un patron particulier, face à un conflit, font des concessions. Peut-on de cette constatation inférer que l'Etat de la classe capitaliste prend en compte les intérêts du prolétariat? Comme dans le cas des "grandes réformes" qui modifient, régulent, le rapport salarial, il ne s'agit pas d'un compromis au sens où les deux parties se retrouveraient occuper chacune un bout de terrain. "Grandes réformes" ou concessions quotidiennes, c'est la vie même du mode de production capitaliste qui se remodèle constamment de par la contradiction entre prolétariat et capital qui

est sa dynamique dans la mesure bien-sûr où il parvient à la subsumer dans sa reproduction, son autoprésupposition. Après l'instauration du welfare, l'Etat est tout autant exclusivement l'Etat du capital et de l'esclavage salarié, qu'après les mesures anti-grève de Thatcher.

Pourquoi le capital est-il si attaché à la démocratie (je parle de la démocratie existante et non du rêve d'elle-même qu'elle produit sans cesse)? Parce que justement c'est la forme politique et sociale la plus libre, la plus dynamique, de sa vie en tant que procès révolutionnant constamment ses conditions d'existence. Ce n'est que lorsque la lutte de classe le menace dans cette situation qu'il abandonne la forme démocratique, c'est un moment de crise de sa reproduction. Tous les Etats actuels, les plus démocratiques qu'ils soutient, ont la possibilité constitutionnelle de se muer du jour au lendemain en Etats dictatoriaux.

Que ce soit le fascisme historique des années 20 et 30 ou les dictatures militaires à la Pinochet, l'établissement de "l'Etat fort" est toujours préparé par la démocratie, par son personnel politique, sa bureaucratie maintenant la continuité de l'Etat de la classe capitaliste, comme Papon en France ou Carlo Schmid en Allemagne (conseiller juridique du gouverneur allemand à Lille, coauteur de la constitution allemande après 45, vice-président du Bundestag, ambassadeur particulier de Willy Brandt, "grand visionnaire de l'Europe" selon Jacques Delors). Le nouveau pouvoir peut même souvent s'offrir le luxe d'arriver au pouvoir à la suite d'élections ni plus ni moins "truquées" que les autres (comme dirait mon ami Dauvé). Cependant auparavant la droite bourgeoise ou la social démocratie aura assuré la défaite ouvrière ou même l'écrasement sanglant de la révolution. En devenant "Etat fort", l'Etat du capital ne sort pas de sa définition générale. La reproduction générale du capital, la transformation, qui ne va jamais de soi, de la plus-value en capital additionnel, il est maintenant du ressort de l'Etat de modifier violemment les conditions de ce mouvement. Les "Etats forts" apparaissent dans des périodes de profondes mutations du système capitaliste : le passage à une phase de monopoles dans la section 1 des biens de production dans un système qui ne s'est pas encore emparé de la section 2: Napoléon III et Bismarck ; le passage de la domination formelle à la domination réelle: l'époque classique des fascismes ; la modification du cycle mondial du capital: la vague militaire en Amérique du sud ou en Asie de l'Est. Ils apparaissent dans des aires où la mutation à accomplir est d'une telle ampleur par rapport aux capacités du capital national qu'elle s'effectue de façon sclérosée, formelle. Korsh a raison de dire que fondamentalement la politique économique du nazisme et du New-Deal sont identiques, mais quelle différence de vitalité entre les deux au profit des Etats-Unis (idem pour l'Angleterre à la fin du 19^es). "L'Etat fort" est un Etat capitaliste faible ; à un niveau caricatural en 68 il fallut qu'un banquier négocie à la place d'un militaire obsolète. Pour accomplir la restructuration nécessaire, il institutionnalise l'écrasement du mouvement ouvrier qui a eu lieu dans la période de crise de la reproduction ouvrant la phase de restructuration, écrasement le plus souvent accompli avant son instauration. Cette institutionnalisation de l'écrasement du mouvement ouvrier est le critère distinctif d'avec la démocratie, c'est la tâche spécifique de "l'Etat fort", mais en même temps elle manifeste la faiblesse et l'inachèvement de la restructuration qui en tant que restructuration du rapport entre prolétariat et capital doit s'effectuer dans l'implication conflictuelle de ces termes, qui est la vie même du capital.

Cette distinction ne peut justifier la défense de la démocratie, ni quand "l'Etat fort" la "menace", ni lorsqu'elle a été éliminée. Avant que "l'Etat fort" ne s'installe, c'est l'Etat démocratique du capital qui se charge de la répression directe de la lutte de classe, avec selon les nécessités *tous les moyens* à sa disposition. Dans cette répression le mouvement ouvrier (partis, syndicats) joue son rôle, comme on a pu le voir dans toutes les périodes de crises sociales un tant soit peu vives, et même dans chaque conflit un peu dur. Face à une lutte de classe tendant à remettre en cause les conditions de la reproduction du capital, le mouvement ouvrier est l'expression institutionnelle du fait que la classe part toujours, même dans une situation où elle la remet en question, de son implication réciproque avec le capital, il est l'expression de cette conflictualité que le capital subsume sans cesse. En cela il n'est pas un agent de l'ennemi, une 5^e colonne à l'intérieur de la classe ouvrière, mais une propre détermination de sa situation, que le prolétariat, dans sa lutte, trouve dressée face à lui et qu'il affronte en affrontant le capital. Détermination de la situation même du prolétariat dans le mode de production capitaliste, le mouvement ouvrier a une signification et une activité spécifiques, consistant à participer à et défendre la reproduction de cette implication réciproque conflictuelle qui le définit. C'est en cela qu'il peut se retrouver laminé dans le cours de la lutte de classe.

Il ne s'agit pas alors de savoir si le prolétariat a ou non à défendre la démocratie et les formes du mouvement ouvrier. Quand la question pourrait se poser, c'est sa propre lutte, l'approfondissement de celle-ci, qui est elle-même en train de se heurter aux fonctions mêmes de ce mouvement ouvrier, qui fait la distinction entre démocratie et "Etat fort" (la question ne se pose pas n'importe quand). Il ne peut être question de savoir si le prolétariat doit défendre la démocratie contre la "menace" du fascisme. Quand réellement cette situation de "menace" est présente, soit le prolétariat sort de, ou est, dans une phase violente de lutte contre le capital et son Etat démocratique, soit il vient d'être écrasé par lui. Si l'on pose donc la question sur un autre plan que moral, général, abstrait, elle n'a pas de sens. Tout au plus, cette défense de la

démocratie contre la “menace” fasciste, pourrait ne viser qu’à sauvegarder l’acquis : lois sociales, constitution démocratique, etc. Mais d’une part au niveau des lois sociales “l’Etat fort”, de Bismarck à Franco, soutient facilement la comparaison avec les Etats démocratiques, quant à la constitution démocratique, en général quand le fascisme menace, les ouvriers viennent d’en faire une expérience amère. D’autre part, il n’est pas question pour les organisations ouvrières elle-même, que dans cette lutte des “actions irresponsables” compromettent ces acquis. De cette façon c’est l’acquis lui-même qui est perdu. Non seulement donc, l’antifascisme, comme défense de la démocratie, lorsque le fascisme menace n’a guère de sens, vues les conditions historiques de cette menace, mais encore dans ce que cet antifascisme peut proposer se trouve déjà son échec. Il faudrait tout de même essayer de comprendre pourquoi l’antifascisme a toujours échoué, avant de le mettre à toutes les sauces. Toujours échoué à éviter le fascisme, toujours réussi à briser la lutte de classe.

Une fois “l’Etat fort” ou le fascisme installés, la lutte de classe ne disparaît pas parce que les formes “autonomes”, je dirai plutôt institutionnelles, du mouvement ouvrier sont poursuivies, réprimées, supprimées. Dans cette situation, la lutte du prolétariat est-elle une lutte pour la restauration d’un régime politique démocratique ? Non. Les ouvriers polonais en 70, 76, 80, les ouvriers argentins, les ouvriers du bâtiment grecs en 73, les ouvriers espagnols à la fin du franquisme, luttent pour des revendications immédiates, pour leurs propres intérêts de classe. Le cas grec des manifestations de novembre 73 est exemplaire. Du 4 au 16 nov, se succèdent des manifestations essentiellement étudiantes, réclamant le rétablissement des partis politiques, des syndicats, la liberté de la presse etc. Elles sont soutenues par les démocraties européennes, tous les vieux ténors de la politique grecque et même discrètement par Markezenis, le premier ministre, contre son patron Papadopoulos. Le 16 et le 17, les ouvriers d’Athènes et du Pirée entrent en scène, principalement ceux du bâtiment, nuits d’émeutes : banques brûlées, ministère de l’ordre public attaqué. Ce ne sont plus alors des peines avec sursis qui sont prononcées, et si quelques politiciens démocrates sont arrêtés, ce sont de jeunes ouvriers qui sont condamnés à de la prison ferme. Comme en février et juin 1848, du 4 au 16, c’était la belle “révolution”, la révolution démocratique, à partir du 16, c’est la laide, la sale, celle où le prolétariat intervient sur la propre défense de ses intérêts et attaque la domination capitaliste. Voilà les prolétaires grecs qui devraient restaurer la démocratie, qui se comportent comme ceux de Gdansk et de Sochaux. Plus question de dialogue, d’élections, de toutes façons “les hommes politiques s’enferment dans un prudent mutisme (eux qui, une semaine avant, comme Canelopoulos, leader de la droite conservatrice, demandait la légalisation du P.C, tandis que les dirigeants du P.C tressaient des couronnes à Caramanlis et au roi --N.D.A.)...M Canelopoulos, qui le 16 avait apporté un discret soutien aux étudiants, s’est contenté de demander la formation d’un gouvernement d’union nationale. Les autres leaders de l’opposition se sont pour l’instant gardé de donner leur point de vue sur les événements des derniers jours. Mais le long silence du premier ministre, M. Markezenis, surprend davantage (adieu sa tactique électorale de transition N.D.A.)” (“Le Monde” 21 nov 73).

Quand, de par la nature de l’adversaire qu’elle affronte, la lutte du prolétariat inclut la restauration de la démocratie, ceci se pose immédiatement comme une limite de sa lutte et se retourne contre lui. C’est le passage en Pologne en 80, des comités de grèves à la fondation de Solidarité, dirigé par une taupe de l’achevêché, entouré par un groupe d’experts issus du même sérail que les bureaucrates qui se trouvaient en face; Solidarité dont on a vu ensuite l’évolution dominante. Il est vrai que pour les démocrates radicaux, la démocratie existante n’est jamais la bonne.

En tant que classe définie dans le mode de production capitaliste, le prolétariat, dans sa lutte, est amené à recréer le mouvement ouvrier (tant que le rapport d’exploitation permet de confirmer celui-ci dans l’autoprésupposition du capital), c’est à dire les formes institutionnelles de l’intégration de la contradiction entre le prolétariat et le capital dans le pôle capital qui la subsume. Sa lutte a-t-elle pour autant comme objectif et contenu le rétablissement de la démocratie, rien n’est moins sûr. Il y a une étrange obstination à vouloir appeler antifasciste, la lutte du prolétariat contre le capital, lorsque l’Etat de celui-ci est fasciste (tout comme s’obstinent d’autres à vouloir l’appeler antidémocratique dans le cas inverse). Quand les ouvriers de Barcelone, Madrid, se lancent à l’assaut des casernes, le mouvement est bien impulsé par le putsch de Franco, mais ces ouvriers qui depuis des mois, bien avant la victoire du front populaire mènent de puissantes luttes, sont-ils pour autant antifascistes ? Le gouvernement républicain qui aussitôt les encadre et cherche à les désarmer ne s’y est pas trompé. Et le Front Populaire en France qui se retourne rapidement contre les luttes ouvrières qu’il faut savoir arrêter (et qu’il n’avait en aucune façon impulsées), et fait tirer sur les ouvriers, ne s’y est pas trompé non plus, préparant l’union nationale et précipitant (assez mal) la classe ouvrière dans la guerre.

Toutes les formes d’Etat ne sont pas équivalentes, mais pour le démocrate, de cette constatation évidente, on doit passer à une problématique abstraite du choix et non à une compréhension historique de la lutte de classe. Il est évident qu’en période de calme social relatif, tout le monde préfère pouvoir aller rouspéter dans son association favorite, distribuer son tract, faire signer sa pétition, sans se retrouver dans un cul de basse fosse. En période de

luttres de classes intenses, tous les régimes tendent à se ressembler, car c'est justement la situation à l'origine de "l'Etat fort". En fait toute votre sagesse se résume à vouloir que ces périodes n'existent pas : la démocratie est là comme la prise en compte croissante des intérêts du prolétariat. Pour celui qui n'a pour boussole (à part l'amitié) que la contradiction entre le prolétariat et le capital comme cours historique de la lutte de classes, produisant le renversement violent du capitalisme et de l'Etat, la question de la différenciation des régimes politiques ne peut se poser en termes de choix ou de hiérarchisation. *De toute façon nous n'avons pas le choix.* L'approfondissement de la lutte de classe contre le capital est la seule lutte qui vaille contre la "menace" de "l'Etat fort", elle en est simultanément la condition même d'apparition. La lutte contre le capital, une fois "l'Etat fort" établi, est la seule lutte qui vaille contre lui, elle peut par là-même trouver sa limite et échouer dans la restauration de la démocratie. Que l'on ne dise pas que durant la dernière guerre la Résistance exprimait les intérêts de la classe ouvrière parce que la classe ouvrière l'aurait rejointe. En France par exemple, la classe ouvrière dans son immense majorité est demeurée apathique. En outre, avec un tel raisonnement il vous faudrait dire que la classe ouvrière sait bien reconnaître ses intérêts immédiats et historiques lorsqu'elle fait du Front National le premier parti ouvrier et chômeur de France.

Après la définition d'un concept d'Etat, la question de la différenciation des formes de l'Etat de la classe capitaliste, le troisième point que soulève votre lettre concerne la "tactique", la perspective de la lutte de classe, évidemment tout dépend des réponses que l'on a données aux questions précédentes.

Nouveau cycle de luttes, démocratie et recomposition de la gauche

Votre vision politique du cours historique vers la révolution repose sur deux termes : votre "conception" de l'Etat, et le communisme comme accomplissement de la démocratie. Votre "conception" de l'Etat, on l'a déjà vue : l'institutionnalisation du rapport de forces, un équilibre évolutif entre intérêt du capital et intérêt du prolétariat. A partir de là l'aboutissement communiste, comme "accomplissement de la démocratie", résulte d'un processus graduel d'approfondissement de la démocratie existante. Ce sont là de vieilles lunes qui, si elles ne faisaient que répéter Kautsky ou Bernstein, ne mériteraient pas que l'on s'y arrête. Mais voilà cette conception est en passe de se structurer et de recomposer un nouveau visage du réformisme (bien que le terme puisse être impropre ici en ce que mouvement et but se confondent) qui va de la gauche du P.S à certains groupes anarchistes, en passant par toutes sortes de groupes alternativistes, "Charlie Hebdo" et sa mouvance, les trotskistes de la Ligue, et last but not least le P.C. (qui se tâte tout de même encore), la C.G.T. parfois, et la nébuleuse du nouveau syndicalisme (F.S.U; S.U.D ; la fraction de la C.N.T. en voie d'officialisation, etc.), et qui a déjà trouvé son héros en la personne du sous-commandant Marcos. On peut rester perplexe devant un tel rassemblement, mais le fait est qu'il a lieu. Il semblerait bien que sur ce thème de la démocratisation de la démocratie, se recompose la gauche. Il ne s'agit donc pas, chez vous, d'un simple ressucé de vieilleries social-démocrates (ce que cette conception demeure cependant en grande partie, "du passé on ne peut faire table rase"), mais d'une dynamique bien actuelle. Cela entraîne que la critique d'une telle conception est délicate; si on se contente de montrer qu'elle est fautive, qu'elle ne fait qu'entériner la société capitaliste, on manque en partie le but, en la traitant comme une erreur théorique, il faut simultanément montrer qu'elle est une réalité efficiente du rapport de classes actuel et, mener la critique en conséquence.

De façon générale, les démocrates rêvent toujours la démocratie comme forme politique indépendante en soi du mode de production capitaliste dont elle est pourtant partie intégrante. Ce serait une forme neutre, seulement traversée par cette société, une argile malléable. On la rêve sans corruption, sans grandes entreprises, sans exclusions, sans classes, sans capital, sans "maîtres du monde" etc. (se reporter à la collection du "Monde Diplomatique"). Comme vous le dites explicitement dans une compréhension très personnelle de "La question juive" de Marx, vous opposez la démocratie au capital, et vous pensez que le capital empêche la démocratie de se déployer dans son essence véritable. Alors que le texte de "La question juive", ainsi que la construction du concept de l'Etat du capital, montrent que les contradictions entre les principes de la démocratie et la réalité de la société bourgeoise sont exclusivement des contradictions internes de l'Etat démocratique. De cette base abstraite de la démocratie, c'est à dire l'autonomisation de ses principes (autonomisation qui est la religion d'elle-même que la démocratie produit comme Raison, Universalité, Egalité...), les démocrates en font le principe d'achèvement de l'histoire, dans son idée la démocratie serait amenée à dépasser le mode de production capitaliste. Balivernes. Cette conception de la démocratie et de ses principes est le fondement idéologique d'une vision du procès de la "révolution" comme devant être la prise en charge par le prolétariat de l'exigence démocratique, comme je le disais : il faudrait démocratiser la démocratie

Lorsque dans le N° 70 (Décembre 95-Janv 96) de "A Contre Courant", on lit dans l'éditorial "...tous ensemble, par la grève et la manifestation, nous étions capables de nous faire

entendre et d'imposer la prise en compte de nos intérêts", qu'est ce que cela signifie? sinon que le prolétariat pourrait faire valoir ses intérêts dans le cadre de la démocratie réellement existante et du mode de production capitaliste. L'Etat recule, fait des concessions, il ne prend pas en compte nos intérêts. Toutes proportions gardées, cela fait forcément penser à ce qu'écrit Lefebvre à propos de Lassalle dans le tome 2 de sa somme sur l'Etat (ce n'est pas celui qui vous est dédié) : "La dominance selon F. Lassalle va passer à la classe ouvrière, si elle sait s'imposer et imposer son empreinte à l'Etat, et d'abord en participant au pouvoir (à lire "La farce tranquille", Ed Spartacus, vous n'êtes pas contre cette participation, dans le cadre de ce mode de production, sous conditions il est vrai). Sa mission, c'est donc de s'emparer de l'Etat existant, sans briser cet instrument délicat et flexible, cela va de soi ; c'est à dire sans mettre fin à l'universalité rationnelle vers laquelle il tend. Par quelle voie ? Celle du suffrage universel et de la lutte parlementaire (votre article du "Monde Diplomatique" de septembre 96, appelant à une réforme électorale, confirme cette démarche), appuyée sur le mouvement populaire." (p 280). En démonstration de sa thèse selon laquelle Lassalle a triomphé de Marx dans la formation du mouvement ouvrier, Lefebvre expose ensuite les positions de Kautsky : "Il (Kautsky) veut défendre sinon la démocratie bourgeoise existante, du moins le principe démocratique. La démocratie, écrit-il ("La dictature du prolétariat", trad. fr. 1972, u.g.e.) permet à ceux qui luttent pour le socialisme de gagner à leur cause la majorité des travailleurs. Il faut d'abord convaincre pour changer le système capitaliste, c'est à dire les rapports de production. Il faut aussi ajoute-t-il, protéger les minorités et les faibles. *La démocratie assure le caractère permanent et continu de la lutte de classe.* Formule remarquable qui mérite de passer à la postérité. La minorité devient majoritaire, alors la lutte des classes permet l'abolition des classes. Ce qui aura lieu par la voie parlementaire, qui n'exclut en rien l'emploi de la force pour tenir en échec l'opposition bourgeoise. Par l'expérience de la démocratie, les masses travailleuses peuvent prendre le pouvoir dans la légalité, au cours d'une participation à tous les niveaux des ouvriers aux décisions (ne faut-il pas souligner : à tous les niveaux, pour montrer que Kautsky ne manquait pas encore d'un certain tonus?) (d° p 296-297). Bien-sûr, vous n'êtes ni Lassalle, ni Kautsky, mais la parenté de raisonnement et de perspective est néanmoins troublantes. Outre une conception illuministe de la conscience que vous partagez (cf l'article "La Brèche" dans le n° 70 d'ACC), le point essentiel est celui de l'acceptation du cadre de l'Etat au travers de la démocratie, que l'on a au préalable définie comme un système politique où peuvent se retrouver côte à côte la prise en compte des intérêts de classes antagoniques. Cette acceptation de la démocratie est contrainte de descendre de son piedestal pour devenir une acceptation de l'Etat actuel. Dans cette perspective où l'on peut en partie se reconnaître dans le pouvoir de l'Etat, dans les formes "bourgeoises" de la démocratie (il n'y en a pas d'autres), on accepte en outre, du même coup, le marché mondial, la politique internationale, le système des Etats. On se situe alors dans une perspective nationale (pour ne pas dire nationaliste chez certains comme le P.C.F). On a une conception de la France dans l'Europe, des propositions à défendre sur les échanges internationaux, sur la culture française face Euro Disney... Par là même on consolide l'Etat réellement existant.

Ce n'est jamais l'Etat en tant que tel qui intègre la classe ouvrière et sa reproduction. Une analyse plus serrée de ce phénomène d'intégration montre tout au long de ces 50 dernières années que la politique démocratique ouvrière au travers de ses organisations représentatives constitue une élite politique agissante, inventive, qui mieux que le personnel de la droite peut mener cette intégration. "Bon gré mal gré", cette élite fait partie de la classe dirigeante, en opposition féconde aux représentants directs du capital. Cette politique ouvrière n'est pas seulement le résultat d'une "intégration", elle est elle-même intégratrice. Il est totalement vain de faire porter le chapeau d'un tel processus à la bureaucratie syndicale ou politique même si elles en sont les sujets actifs.

Il est dans la nature même de ce mouvement de laisser des scories sur son passage, des déçus et des cocus. Ceux-ci alors se drapent dans leur radicalité sans pouvoir crier autre chose que : "trahison, trahison !", et jouent la mouche du coche de la gauche officielle. C'est, malgré tout ce que l'on peut tirer d'intéressant de votre livre, la trame de "La farce tranquille", à propos de tout ce qui suivit l'élection de Mitterrand. "Quant à se libérer du capitalisme tout court, *ce n'est plus* (c'est moi qui souligne) visiblement, la préoccupation à l'ordre du jour. De même que Kautsky déclarait que l'Internationale Socialiste n'est bonne qu'en temps de paix, cette gauche "audacieuse" pense-t-elle sans doute, que "la rupture avec le capitalisme" n'est bonne qu'en période de prospérité" (Ed Spartacus, p 28). Kautsky trahi par lui-même. Vous montrez bien dans cet ouvrage, la nature de la politique suivie par la gauche au pouvoir, mais au delà ce qui importe, c'est la problématique dans laquelle est cadrée cette compréhension : "... des raisons politiques plus profondes déterminèrent le choix gouvernemental, et notamment la crainte d'engager un processus qui, à travers la montée des luttes politiques mais aussi sociales qu'il aurait impliquée, risquait de lui échapper. Or la gauche au pouvoir entendait avant tout rester maître du changement, quitte à devoir renoncer au changement..." (d° p 31). Pour qu'il y ait crainte il eut fallu que cela fut leur intention, votre perspective générale vous oblige à opposer les effets d'estrade de la gauche à sa pratique, et cela parce que vous considérez comme fondamentalement, "théoriquement", possible "l'autre politique"

(Qu'attendez-vous pour faire un livre sur Chirac et la fracture sociale ?). Plût au ciel que la gauche ait agi conformément à ses discours : "La gauche a laissé se dilapider un immense capital de luttes et un formidable potentiel de combativité qui, seuls, auraient pu lui permettre, lors de son arrivée au pouvoir, d'imposer rapidement, sous la pression populaire, les réformes nécessaires à la réalisation de son projet. Autrement dit, elle s'est affaiblie elle-même en se privant d'un indispensable soutien. (d° p 142). Superbe déclaration d'amoureux éconduit. "La gauche s'est affaiblie elle-même", en ne mettant pas la "révolution" sur les rails. Il vaut mieux lire ça qu'être aveugle. La gauche dans les premiers mois a achevé le retournement de Mai 68, en principe de modernisation du capital, ce que Delors, sous Chaban et Pompidou n'avait pu faire. Ce ne fut que la première étape un tout petit peu agitée de son pouvoir. Il s'agissait d'être l'Etat du capital, cette première étape en a assuré les conditions, c'est tout. Enfin superbe conclusion lyrique : "Que chacun fasse le compte autour de lui de ce que sont devenus ses "camarades" d'hier" (d° p 154). Encore fallait-il avoir des "camarades" qui sont devenus..., nous ne devons pas fréquenter le même monde.

Pour vous donc "l'accomplissement de la démocratie n'est rien d'autre que le communisme". Occupons nous d'abord de la référence à Marx : "la libre association des travailleurs libres". Il ne faut pas jeter en l'air de telles formules, sans analyse. Cette idée de la "libre association des travailleurs libres" est développée par Marx dans le chapitre sur la marchandise dans "Le Capital". "Représentons-nous enfin une réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs, et dépensant, d'après un plan concerté, leurs nombreuses forces individuelles comme une seule et même force de travail social...Le produit total des travailleurs unis est un produit social. Une partie reste à nouveau comme moyens de production et reste sociale ; mais l'autre partie est consommée et, par conséquent, doit se répartir entre tous. Le mode de répartition variera selon l'organisme producteur de la société et le degré de développement historique des travailleurs. Supposons, pour mettre cet état de choses en parallèle avec la production marchande, que la part accordée à chaque travailleur soit en raison de son temps de travail. Le temps de travail jouerait ainsi un double rôle. D'un côté, sa distribution dans la société règle le rapport exact des diverses fonctions aux divers besoins ; de l'autre, il mesure la part individuelle de chaque producteur dans le travail commun, et en même temps la portion qui lui revient dans la partie du produit commun réservée à la consommation. Les rapports sociaux des hommes dans leurs travaux et avec les objets utiles qui en proviennent restent ici simples et transparents dans la production aussi bien que dans la distribution." Pour considérer ce texte comme une description de la société future, nous devons d'abord éliminer l'hypothèse que suggère Marx à un moment, selon laquelle ce texte n'est qu'un contre exemple abstrait destiné à faire comprendre ce qu'est la marchandise, nous devons ensuite éliminer le fait qu'il se référerait ici à "ces vieux organismes sociaux...infiniment plus simples et plus transparents que la société bourgeoise", dont il parle dans le paragraphe suivant. Admettons cependant qu'il s'agit d'une approche de la société ayant dépassé le capital.

Il ne s'agit pas du communisme, mais de la société de la période de transition, on est toujours dans cette description régie par le principe : à chacun selon son travail. Mais ce n'est finalement pas le plus important, pour l'instant. le plus important c'est que dans cette organisation sociale, la loi de la valeur demeure, c'est la forme valeur d'échange qui disparaît (cf "Capital", Ed Soc, t 1, p 74). Marx l'écrit explicitement : "Après l'abolition du mode de production capitaliste, le caractère social de la production étant maintenu, la détermination de la valeur prévaudra en ce sens qu'il sera plus essentiel que jamais de régler le temps de travail et la reproduction du travail social entre les divers groupes de production et enfin de tenir la comptabilité de tout cela." (d°, Pléiade, t2, p 1457). Ce qui perdure donc c'est la loi de la valeur telle qu'elle est développée à la fin du "Capital", non comme une relation formelle, mais comme régulation des forces productives appliquée aux différents secteurs.

Il en résulte le maintien de deux autres catégories : la division du travail et, le surtravail. Pour la première, si l'homme peut passer d'une activité à l'autre, il apparaît comme somme de manifestations de soi (Ouvrier, pêcheur, poète ...) et non comme une totalité de manifestations. Pour la seconde, entre travail nécessaire et surtravail, la question ne se pose qu'en termes de quantité de temps consacré à chacune des sphères et jamais dans les termes de leur bouleversement qualitatif. Il faudra donc, dans cette association des travailleurs libres, un organisme général gestionnaire de cette loi de la valeur représentant la distribution du temps de travail entre les divers organismes de production (ne les appelons pas entreprises), déterminant la part conservée pour l'accumulation, ainsi que celle destinée à l'entretien de tous les improductifs, et prélevant ce surplus sur une production évaluée en temps de travail. Donc cet organisme général devra établir des équivalences en temps de travail entre les productions issues des divers organismes de production, ainsi la valeur d'échange que l'on avait chassée par la porte, tout en conservant la loi de la valeur, revient par la fenêtre. Du point de départ : "les travailleurs dépensent, d'après un plan concerté, leurs nombreuses forces individuelles comme une seule et même force de travail social", point de départ qui ne conserve *que* la loi de la valeur et, parce qu'il la conserve, on en arrive à la répartition individuelle (l'autre face du rôle joué par le temps de travail). Dans ce rôle, le temps de travail mesure la part individuelle de chaque

producteur dans le travail commun. Mais là nous avons affaire à un processus que nous connaissons bien, celui qui fait qu'une heure d'un homme vaut une heure d'un autre homme, et avec cela c'est le petit jeu travail concret / travail abstrait, que nous retrouvons. Si le travail abstrait, que la loi de la valeur n'exprimait plus qu'au niveau social, est rétabli par la répartition au niveau du travailleur et du travail individuel, il faudra bien-sûr que les différents produits de ces travailleurs individuels s'affrontent, même au travers de la planification, pour assurer ce passage du travail concret au travail abstrait. Admettons même qu'il ne s'agisse pas de travaux individuels, que le machinisme aidant, dans chaque organisme productif particulier on puisse considérer que c'est une force de travail collective qui est mise en mouvement faisant disparaître la différenciation entre travail simple et travail complexe, ce qui n'est pas évident (et que donc la répartition à l'intérieur de cet organisme soit égalitaire), ce qui s'affrontera à ce moment là ce seront les produits de ces organismes productifs particuliers. On pourrait continuer en montrant que l'argent point à l'horizon.

Cependant deux catégories, fondamentales entre toutes, ne peuvent se réintroduire : le capital et le salaire. Le travailleur n'échange pas sa force de travail, mais son temps de travail, non contre "son produit intégral" mais contre son produit défalqué de toutes les retenues (accumulation, personnes improductives). Par là même l'accumulation n'est plus soumise à la contrainte, dynamique ou restrictive, de la valorisation de la valeur accumulée.

Cette société c'est la réalisation, la plénitude de la loi de la valeur qui n'évoluerait pas vers le capital, c'est la loi de la valeur sans son fétichisme (et encore, la valeur d'échange revient discrètement), la loi de la valeur transparente, c'est le triomphe de la démocratie; De la démocratie telle qu'elle se rêve elle-même. Vous avez raison !

Dira-t-on pour autant que Marx s'est laissé aller, dans cette description, à un rêve socialiste inconsistant théoriquement, certainement pas (Dieu garde !). La nécessité de la période de transition et ses apories, que vous confondez avec le communisme, ne révèlent qu'une chose : l'impossibilité de la révolution comme affirmation de ce qu'est la classe ouvrière dans ce mode de production, au travers de la libération des catégories qui la définissent : travail, travail nécessaire, surtravail, valeur. Le point essentiel est la libération du travail productif de valeur représenté par la classe ouvrière. Impossibilité, que la révolution ne rencontre pas comme l'immaturité des conditions, il n'y a pas une Révolution, un Communisme, invariants, connus de toute éternité capitaliste. C'est tel qu'ils se produisaient, dans leur propres conditions adéquates que la révolution et le communisme, en domination formelle produisaient leur impossibilité, dans leurs propres termes historiques.

Dans l'histoire du mode de production capitaliste on peut distinguer deux périodes principales. Cette distinction est effectuée par Marx dans le "6° Chapitre du Capital" ainsi que chaque fois que, dans "Le Capital" ou dans les "Fondements de la critique de l'économie politique", il est question du mode de production spécifiquement capitaliste. Ces deux périodes sont : la subsumption formelle du travail sous le capital et la subsumption réelle. Leur distinction repose sur la différenciation des modalités d'extraction de la plus-value (plus-value absolue et plus-value relative).

Il ne s'agit pas là d'une simple différenciation technico-économique. Selon que l'un ou l'autre des deux modes d'extraction de la plus-value domine, c'est l'ensemble des rapports sociaux, l'ensemble de la contradiction entre le prolétariat et le capital qui diffèrent. La domination formelle, historiquement première, se caractérise par le fait que le capital domine un procès de travail préexistant à lui : la plus-value ne peut être extorquée qu'en allongeant la journée de travail ou en multipliant les journées de travail simultanées. Cela signifie également que le mode de production capitaliste ne domine pas l'ensemble de la société, et précisément pas les branches produisant les marchandises entrant dans la valeur de la force de travail. La reproduction de la force de travail n'est pas un moment du cycle propre du capital. Cette situation s'accompagne également d'une faible composition organique du capital ; le capital lui-même fait du facteur travail l'élément déterminant de la valorisation, contrairement à la situation où la croissance de la productivité est le moyen dominant pour accroître le surtravail. La valorisation du capital est une contrainte au surtravail à laquelle le prolétariat se soumet par le premier moment de l'échange salarial, l'achat-vente de la force de travail. Le caractère salarié du travail n'est spécifié que dans ce premier moment, dans le second (la consommation du travail par le capital), produire plus de valeur que ne coûte sa reproduction, ou produire de la valeur, sont indifférenciés. Produire de la plus-value, c'est forcément produire plus de valeur totale, et non abaisser la valeur des marchandises entrant dans la reproduction de la force de travail. Etant donné ce qu'est la plus-value absolue, produire plus de valeur que ne coûte sa reproduction, ce qui est la spécificité du travail salarié, n'a pas encore de manifestation différente d'être simplement producteur de valeur. Dans le second moment de l'échange, la forme spécifique du travail salarié se confond avec la simple capacité du travail à être créateur de valeur (d'où l'importance, dans toutes les théories de la transition, de la comptabilité du travail, du système des bons, de la conservation de la marchandise, excepté en ce qui concerne la force de travail).

Avec la subsumption formelle, la domination du capital se résout en une contrainte au surtravail, sans que le travail lui-même soit entièrement spécifié comme travail salarié, sans

que le procès de travail soit un procès de travail adéquat au capital (c'est à dire, dans lequel l'absorption du travail vivant par le travail mort soit le fait du procès de travail lui-même - développement de la machinerie -), sans que les forces sociales du travail (coopération, division du travail, science) soient objectivées dans le capital fixe.

Le capital, dans son rapport au travail, se pose lui-même comme une puissance extérieure. Il s'ensuit que le prolétariat, dans sa contradiction avec le capital, le considère comme contrainte, et la révolution comme sa libération, son affirmation. La lutte de classe a pour contenu l'affirmation du prolétariat, son érection en classe dominante, la production d'une période de transition, la formation d'une communauté fondée sur le travail créateur de valeur. Le prolétariat est déjà dans la contradiction qui l'oppose au capital, l'élément positif à dégager. Le prolétariat est en effet alors à même d'opposer au capital ce qu'il est dans le capital, c'est-à-dire de libérer de la domination capitaliste sa situation de classe des travailleurs, et de faire du travail la relation sociale entre tous les individus, leur communauté. Cela revient à vouloir faire de la valeur un mode de production.

Marx, pouvait-il échapper à cela, certainement pas, ce qui ne l'a pas empêché d'être conscient de son échec politique, sous la forme du réformisme qu'une telle perspective révolutionnaire implique de façon nécessaire. Echec qu'il attribuait à des hommes, à des tactiques erronées, alors que ces hommes, ces tactiques, n'exprimaient que ce que pouvait être le cours de la révolution dans cette période : il ne pouvait que se confondre, comme progressive montée en puissance de la classe ouvrière à l'intérieur du capital, avec le développement du capital lui-même. De là à encourager, accélérer ce développement et, pourquoi pas, le prendre en charge, il n'y a que le pas du réformisme à franchir ou, celui de la période de transition. C'est toujours dans cette démarche que se situent les prises de position de Marx entre belligérants. Et qui dans les années 80, amena Engels à des déclarations pour le moins douteuses sur le caractère "progressiste" des vainqueurs de la Commune. L'affirmation du prolétariat qui était, jusque dans les années 1870, une perspective révolutionnaire, se développe par la suite comme une pure et simple disparition de la révolution.

Malgré toute cette critique, on ne peut se contenter d'opposer des positions, comme on opposerait la vérité à l'erreur. En ce qui concerne les idéologies dans la lutte de classes, les notions de vérité et d'erreur ne donnent aucun sens aux oppositions, il n'y a pas d'énoncé en soi faux (ni de vrai). Pourquoi maintenant cette recomposition générale de la gauche sur la perspective de démocratiser la démocratie, de gauchifier la gauche. La restructuration du rapport entre prolétariat et capital, à l'oeuvre depuis une vingtaine d'années et que l'on peut considérer, précisément au vu des luttes actuelles, comme achevée, a eu comme conséquence primordiale en ce qui concerne notre sujet, de supprimer toute identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital (ce qui ne signifie absolument pas la disparition des classes). Il en résulte pour tout le mouvement ouvrier, jusque-là expression de cette identité, une mutation considérable. Le mouvement ouvrier n'exprime plus une identité ouvrière confirmée par la reproduction du capital, et pronant face au capital sa différence. La mutation et la recomposition à laquelle nous assistons actuellement, et qui n'est pas spécifiquement française, exprime que la classe ouvrière à l'intérieur de son implication réciproque conflictuelle avec le capital dans le cadre de son autoprésupposition (ce qui fut toujours la substance de ce que l'on appelle "mouvement ouvrier") ne peut plus se rapporter à elle-même comme à quelque chose existant pour soi, face au capital. On ne peut plus partir de ce qu'est la classe pour soi face au capital pour développer une nouvelle société des producteurs associés. D'une part le seul dépassement possible du capital est celui dans lequel la classe s'abolit simultanément et toutes les catégories qui la définissent : force de travail, échange, salaire, entreprise, division du travail, nation... D'autre part dans tous les projets de redéfinition du capitalisme en tant que société salariale (dont le travail et le salaire constitueraient les pôles dominants), ce n'est pas une affirmation de ce qu'est la classe ouvrière qui constitue le point de départ de ce projet, c'est ce qu'est le capital, en cela c'est bien un projet alternatif. Ce qui introduit dans le cours des luttes de classe une dualité entre deux perspectives à la fois corollaires et farouchement opposées.

Il s'agit d'un projet alternatif au capital tel qu'il est, pour lui opposer ce qu'il devrait être, en tant que forme éternelle de la production, problématique d'où découlent toutes les "dérives" théoriques. Dans son projet même, la gauche alternative rend hommage au caractère indépassable du capitalisme, ce qu'on lui reproche c'est d'être "libéral", "mondial". Ce dont on rêve en fait, c'est d'une société capitaliste apaisée. A la pointe de la formulation de ce rêve se retrouve bien-sûr, à l'aise, l'intelligentsia de l'exception culturelle qui en défendant "les valeurs humaines" défend son gagne-pain, et les professionnels de l'encadrement social (animateurs, enseignants, directions syndicales...). Le souci que manifeste ce projet c'est celui d'une reproduction de l'implication réciproque entre prolétariat et capital préservée de ses contradictions et de ses drames, en cela il peut apparaître comme un débouché politique au syndicalisme. Le citoyen, l'individu abstrait de la communauté capitaliste réconciliée, est la formule magique du projet, son maître d'oeuvre, son héros.

Le processus politique d'une telle démarche, d'un tel projet, c'est la démocratisation de la démocratie, définie en tant que forme politique de la prise en compte d'intérêts divergents, au

sein d'un Etat posé en soi comme neutre. Dans une telle démarche la confusion, qui justifie de la combattre, est de considérer la lutte sur le partage entre salaire et profit qui anime la lutte de classes, comme le principe fondateur d'une nouvelle société, qui n'est que le capital sans ses mauvais côtés, une chimère bien-sûr, une détermination de la contre-révolution certainement.

Le meilleur exemple de cette démarche nous est fourni par Robert Hue dans une interview au "Monde" :

-- Le Monde : Dans votre livre vous proposez de "dépasser le capitalisme" ? Qu'est ce que cela signifie ? Sortir du capitalisme ? Le rendre meilleur ?

--Robert H : Je n'aspire pas à une société capitaliste meilleure, mais à une société débarassée du poids écrasant de l'argent roi;

--L.M : Ce sera encore le capitalisme ou ce ne sera plus le capitalisme ?

--R.H : Je crois qu'il peut y avoir aujourd'hui, dans la société française, dans son mode de production actuel, des réformes profondes telles que l'on dépasse le capitalisme. Si on va vers une autre utilisation de l'argent, si on taxe différemment les revenus financiers, si on introduit des réformes de nature à mettre l'argent au service de la société, il y aura des ruptures.

--L.M : En restant dans le capitalisme ?

--R.H : Les modifications toucheront à son essence même, en provoquant une sorte de mixité conflictuelle. ("Le Monde" 14 Mai 96)

La "mixité conflictuelle" ressemble étrangement à "la prise en compte de nos intérêts dans le cadre de la démocratie".

Quand on lutte contre le capital, qu'on lui impose des concessions, on ne le grignote pas, on sait parfaitement que cette conflictualité est définitoire de son être, on n'établit pas de mixité, d'institutionnalisation de la prise en compte des intérêts du prolétariat. Défendre de telles positions, c'est dans chaque lutte entériner le capitalisme comme forme de production indépassable, cela en faisant du cours du capital le procès de la "révolution", ou plutôt de la "transformation révolutionnaire". La révolution n'est pas une phase du mode de production capitaliste, et même si l'on voulait encore parler de période de transition, celle-ci ne peut être une mixité conflictuelle ou pour choisir un langage plus radical et alternativiste : une somme de pratiques et de lieux rupturistes. La déclaration de Robert Hue permet de comprendre votre propre formulation de la même perspective : c'est toujours l'anatomie de l'homme qui permet de comprendre celle du singe.

Regardons les choses de façon plus empirique. De quoi s'agit-il maintenant lorsque l'on parle de démocratiser la démocratie, "d'accomplir la plénitude de ses exigences" (quelles exigences) ? Va-t-on intervenir dans le débat sur l'alternative économique dans le P.S pour vérifier que, s'ils arrivent au pouvoir, ils prennent en compte nos intérêts, pour se préparer à les pousser afin d'éviter qu'ils s'affaiblissent ? Va-t-on hésiter entre savoir si la position par rapport à l'Europe est un préalable ou un développement de la politique alternative ? Va-t-on soutenir le maire de Gardanne avec Krivine et Gaudin, Chevènement et les Verts. Non bien sûr, encore que pour Gardanne ce ne soit pas si évident, front antifasciste oblige. Pour vous, je suppose que tout cela ne va pas assez loin, il faut passer de la critique du libéralisme à l'anti-capitalisme (A.C.C. n° 70 "Une brèche"). Mais quel est cet anti-capitalisme ? "L'idée s'est fait jour qu'une autre politique, qu'une autre manière de gérer la crise, d'aborder les problèmes économiques et sociaux actuels, est nécessaire et sans doute possible. Sur cette base, dans les assemblées générales de grévistes (en décembre 95), dans les piquets de grève, dans les manifestations, les discussions ont fait spontanément surgir ou resurgir des questions relatives au partage des richesses, à la réduction du temps de travail, à la nécessité de poser des freins au développement sauvage du capitalisme financier international, de remettre en cause les critères monétaristes de la construction européenne actuelle."(d°) Ce sont là toutes les limites du mouvement de décembre que vous nous proposez, non pas de prendre en considération en tant que telles, mais de considérer comme ce que le mouvement avait de plus dynamique, alors que c'est là où il s'est arrêté. La compréhension de ces revendications et ces limites pourrait encore être le fait d'une discussion entre "révolutionnaires" comme vous dites. Mais ce n'est pas de ce point de vue que vous prenez les choses. Vous, vous faites de la politique, vous, vous voyez là-dedans non seulement des revendications, mais surtout une autre politique, une autre *gestion de la crise*, c'est-à-dire que vous, vous proposez, à partir de ces revendications de mettre sur pied un nouveau programme économique de gestion de la crise du capital, une gestion soft. Evidemment, comme Robert H. cette gestion du capitalisme n'en serait plus vraiment une etc. etc...

Tout cela est très sympathique, et en plus en gérant la crise (du capitalisme je suppose). Pourquoi ne pas voter Blum au prochaine présidentielle (au second tour seulement), et en faisant attention à ce que ce coup-ci, il s'appuie sur le mouvement populaire. *Vous avez une politique à proposer dans le cadre du capital et non seulement des revendications.*

Le communisme ne nie pas, même d'une façon dialectique, la démocratie, il est la négation et le dépassement du capitalisme (et il ne l'accomplit pas dans la plénitude de ses

exigences). Pour vous, si le communisme est la négation dialectique de la démocratie, c'est que, comme pour toute la tradition social-démocrate classique, vous avez déjà placé, dans la démocratie telle qu'elle existe, en germe, et même plus, ce que peut être le communisme; comme ces classiques vous en avez fait un mode de production de transition. On comprend que pour vous finalement le communisme, c'est "l'autre politique", celle qui gère la crise, en un peu mieux. Il est vrai, que pour moi qui avait toujours cru que la société capitaliste était divisée par l'existence et la lutte des classes, je viens d'apprendre, avec votre lettre, que c'était par "la concurrence du marché".

Dans votre conception de l'Etat démocratique, la révolution est en marche dans l'acceptation par le capital d'une revendication ouvrière, parce que dans cette acceptation vous voyez l'Etat démocratique basculer lentement en une sorte d'Etat démocratique ouvrier. Pour vous, le capital n'est pas un mode de production, une totalité, mais le lieu de rencontre d'intérêts divergents, où l'emportent tantôt l'un, tantôt l'autre. Et l'Etat oscille d'un côté ou de l'autre. L'unité de la société pour vous ce n'est pas le capital mais le compromis qui s'effectue au niveau de l'Etat démocratique. Cela jusqu'à l'ultime étape (laquelle?) de cette longue marche dans la démocratie qui tient de plus en plus compte des intérêts ouvriers ; la démocratie bascule alors de politique en sociale parce qu'elle l'était déjà, dans la prise en compte des intérêts ouvriers. C'est la négation dialectique, oui, mais selon Hegel (cf le dernier chapitre des manuscrits de 44).

Vous n'avez oublié qu'une chose, c'est que pour produire le communisme il faut une révolution qui abolisse le capitalisme, et que face à cette révolution, l'Etat, démocratique ou pas (et dans cette situation cela ne fera pas une grande différence), sera celui du capital, parce que comme le disait M. de La Palisse : avant que le capital soit aboli, il existe encore. Et tant qu'il existe, c'est lui qui exclusivement organise la société, n'en déplaise à la mixité Huesque. A ce moment-là, vous aurez tellement d'acquis-démocratiques-institutionnalisés à défendre, dans cet Etat, que je crains que nous ne soyons pas du même côté de la barricade.

22 Oct 96

Réponse à Alain Bihr

A la suite du texte paru dans “A Contre Courant”, sur l’ultragauche et le révisionnisme, nous avons entamé une discussion directe sous forme de correspondance avec son auteur, celle-ci s’avère sans issue. Comme nous le présentons dans l’éditorial, la révolution est redevenue un sujet de polémique, et la correspondance, qui doit avoir pour finalité d’avancer ensemble, ne peut être le support de cette polémique. Quant il s’agit de défendre sous le nom de démocratie, les rapports de production actuels, même pour les “meilleurs” le discours se fige abandonnant toute rigueur et honnêteté.

1) Notre correspondant ne tient aucun compte de tous les arguments historiques, idéologiques, économiques, destinés à **expliquer** le génocide des juifs en tant que juifs et l’antisémitisme. Il ne retient qu’une analyse que nous qualifions nous mêmes de ridicule, et nous affirme que, selon lui, ceux qui ont tué des juifs étaient...antisémites.

2) Notre correspondant ne répond rien sur les rapports entre le camp démocratique, durant la seconde guerre mondiale, et le génocide, se réfugiant comme tous les démocrates derrière son idée personnelle de la démocratie. Quant à nous *unilatéralement* nous critiquons la seule démocratie que nous connaissions, *celle qui est, et qui produit son propre rêve*.

3) Notre correspondant ne tient aucun compte de notre propre critique de l’idéologie ultra-gauche et de ses impasses, et préfère la téléologie à la critique historique d’une idéologie. La fin d’une histoire n’est pas sa raison d’être, sa causalité. Si tel était le cas, il faudrait expliquer pourquoi toute l’ultragauche n’est pas devenue révisionniste. En outre, où faudrait-il arrêter d’aller chercher les prémisses? La Terreur est-elle inscrite dans les Droits de l’Homme de 89?

4) Notre correspondant a une conception critique de l’électoratisme qui n’exclut pas de proposer des réformes électorales, quand celles-ci concernent “le problème bien particulier de l’égalité des sexes”. Est-ce à dire que là c’est sans importance? Ou est-ce à dire que les prisonniers Irlandais morts de faim sous Thatcher, les mineurs anglais, les maliens des charters de Cresson, étaient d’archaïques machistes.

5) Notre correspondant nous prend pour des imbéciles. Son article, comme celui de “Ras le Front”, a pour sujet un texte vieux de quatre ans (“Les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis”) ; le texte de “Ras le front” pose la question : “du passé faisons table rase?”, le sien répond “du passé ne faisons pas table rase”. Il s’agirait d’une coïncidence! Puisque notre correspondant n’avait pas à se dédouaner..., c’est qu’il est télépathe. Peut-être est-il menteur ?

6) Notre correspondant affirme et souligne qu’il résignerait le texte : “Les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis”...Chiche!

Basta,

18 décembre 96

